









# AMÉRIQUES

## ASIE

### Chine

**Les bruits les plus divers courent sur les responsabilités qu'assumerait prochainement M. Teng Hsiao-ping**

De notre correspondant

Pékin. — Les membres pékinois de la direction du P.C. sont apparus au grand complet, dimanche 23 janvier, pour recevoir les délégués d'une conférence nationale sur l'industrie charbonnière. Parmi les membres du bureau politique présents autour de M. Hua Kuo-feng figuraient le maire de la capitale, M. Wu Teh, et le commandant de la région militaire de Pékin, le général Chen Eshien qui avaient l'un et l'autre été critiqués dans les journaux muraux affichés place Tian-An-Men à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Chou En-lai. Il y a très peu de chances qu'ils n'aient pas été vus en public et qu'un tel rassemblement des hauts dirigeants n'ait pas eu lieu.

Cette démonstration de la stabilité du pouvoir intervient à un moment où Pékin fourmille de rumeurs sur les mouvements de personnel en cours dans les organes dirigeants du régime, rumeurs que rien ne dément. On ne peut que spéculer sur la formule de la Chine nouvelle suivant laquelle les « camarades dirigeants » sont « très occupés ».

Les bruits les plus divers courent sur le sort de M. Teng Hsiao-ping, dont la réapparition est attendue dans un avenir relativement proche, dès la fin du mois selon certaines sources. Personne ne sait, en revanche, à quel poste l'ancien vice-premier ministre pourrait reprendre son travail. L'hypothèse, avancée par des sources sûres, est qu'il pourrait être nommé « premier vice-président du comité central », une fonction considérée comme peu vraisemblable, car ce poste le placerait en position de numéro deux du régime, immédiatement après M. Hua Kuo-feng. Or il est conforme que la seule limite à une nouvelle promotion de

M. Teng Hsiao-ping est précisément qu'il ne dépasse pas la position de numéro trois, c'est-à-dire qu'il ne prenne le pas ni sur le président Hua ni sur le maréchal Teh Chien-ying, que tous les textes présentés avec soin au sein du parti et de l'Etat.

La plupart des observateurs estiment en revanche que la nomination de M. Teng Hsiao-ping à la tête du gouvernement n'a désormais rien d'impossible, même si elle n'interviendrait qu'à terme, après un « stage » à l'un des postes de vice-premier ministre, où sa prééminence s'affirmerait nécessairement.

La conférence sur l'industrie charbonnière, dont les trois mille délégués viennent d'être reçus par les hauts dirigeants du parti, s'était ouverte le 10 janvier à Pékin. Peu d'indications ont été données sur ses travaux, sinon que le vice-ministre de l'Industrie du charbon, M. Hsiao Hua, y a pris la parole, et que le plan de production houillère pour 1977 a été discuté. Cette conférence fait partie des multiples assemblées, sectorielles ou provinciales, préparatoires à la conférence nationale sur l'industrie annoncée pour « avant le 1<sup>er</sup> mai 1977 » et dont la réunion est prévue pour mars.

ALAIN JACOB.

### Japon

**Le gouvernement n'a pas voulu faire toute la lumière sur l'affaire Lockheed**

De notre correspondant

Tokyo. — Le procureur du tribunal de Tokyo vient de procéder à deux nouvelles incriminations dans l'affaire Lockheed, celle-ci portant sur le rôle de deux hommes d'affaires et des politiciens japonais. Il s'agit de MM. Yoshio Kodama, multimillionnaire, figure du premier plan de l'extrême droite, et Osano, riche industriel d'affaires, très lié à l'ancien premier ministre, M. Tanaka, également impliqué dans l'affaire. Ces deux incriminations pour des motifs liés à la fraude fiscale pour M. Kodama, faux témoignage devant la commission de la Diète en ce qui concerne M. Osano, mettent en cause la conduite de la justice. Le comité qui était chargé des investigations par le tribunal de Tokyo sera prochainement dissous, malgré les demandes répétées des partis d'opposition pour que toute la lumière soit faite.

En réalité, on a le sentiment à Tokyo que l'enquête a tourné court. Non seulement le rôle réel des deux hommes d'affaires et Osano reste dans l'ombre, mais on ignore ce que sont devenues les sommes (quelque 1,9 milliard de yens) versées entre 1972 et 1976 à M. Kodama. Le ministre de la justice a en effet annoncé que la nomination des personnes politiques mêlées à l'affaire ne serait pas révisée.

En mettant un terme à une enquête qui, pour les milieux dirigeants nippons, n'a déjà que trop duré, le ministère de la justice a fait tout pour éviter que le scandale ne s'étende. MM. Kodama et Osano sont, en effet, au centre de circuits où se mêlent étroitement politiciens et hommes d'affaires, qu'un approfondissement des investigations aurait éclaboussés.

### Le parti conservateur en cause

Avec M. Kodama, c'est le parti conservateur qui est indirectement en cause. Cet homme fit fortune à Changhaï en dirigeant une organisation d'espionnage qui comptait plus de dix mille agents. Il fut particulièrement actif dans le pillage des richesses de la Chine. Son trésor de guerre (quelque 100 milliards de yens en diamants et en platine) lui servit, au lendemain de la défaite du Japon, pour financer la création du parti conservateur. Déjà redouté à cause des gangs et des sociétés d'extrême droite qu'il contrôlait, il devint l'un des plus puissants *Kurumaku* (éminence grise) du parti libéral-démocrate. Familier des premiers ministres, distributeur de fonds, il fera et défera en sous-main les gouvernements. Ses réseaux sont puissants et s'entrecroisent avec ceux de l'autre grand *Kurumaku*, M. Sasaki, lui aussi de l'extrême droite.

### Philippines

• DIX PERSONNES accusées de complot contre le président Marcos seront jugées par un tribunal militaire le 7 février. Parmi elles figurent M. Sergio Osmeña, candidat à l'élection présidentielle de 1969, trois Américains et un Britannique. (A.F.P.)

**LA MAISON BLANCHE ATTACHE « UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE » AU VOYAGE DE M. MONDALE EN EUROPE ET AU JAPON.**

(De notre correspondant.)

Washington. — Le départ de M. Mondale pour l'Europe et le Japon, trois jours à peine après son entrée officielle en fonctions, illustre l'importance particulière que la Maison Blanche, d'un voyage éclairé, lui attribue. Ce voyage, consciencieusement préparé par M. Mondale, qui s'est entretenu trois fois avec le secrétaire d'Etat, M. Vance, et une fois avec les secrétaires à la Défense, au Trésor et au Commerce, répond en effet au souci du nouveau gouverneur de rétablir avec les pays amis des Etats-Unis la consultation et la coopération, dont on laisse entendre qu'elles avaient été négligées pendant les années où M. Kissinger donnait la permanence des engagements américains, notamment à l'occasion de la visite qu'il fera à la porte de Brandebourg, entre les deux Berlins.

Les conversations de M. Mondale autour d'un thème varié de problèmes : relations Nord-Ouest et Nord-Sud, questions relatives à l'énergie et à la coordination des politiques des pays qui en sont les plus grands consommateurs, Chypre, le Proche-Orient, les ventes d'installations nucléaires par la France et l'Allemagne au Pakistan et au Brésil. L'envoyé spécial de M. Carter se propose d'expliquer en détail le plan de relance économique annoncé par le président. Il attend de ses interlocuteurs des précisions sur les moyens par lesquels ils envisagent de faire face aux problèmes de l'inflation et du chômage. Dans ce contexte, le voyage de M. Mondale est considéré comme le premier pas vers la réunion d'une conférence économique internationale, qui se tiendrait au printemps dans une capitale (Tokyo) ou Londres, qui pourrait être choisie à l'occasion de la visite du vice-président américain.

L'importance donnée aux problèmes économiques par le gouvernement apparaît également dans la réorganisation annoncée du Conseil national de sécurité (N.S.C.), dont le nombre des commissions a été réduit de sept à deux. L'objectif recherché par M. Carter est de rendre aux départements ministériels l'autorité que la Maison Blanche avait partiellement confisquée pendant les présidences « impériales » du passé. En même temps, le président Carter, conciliant des effets de la politique économique étrangère, a décidé que, lorsque les questions économiques seraient discutées, la présidence du N.S.C. serait confiée à M. Stumenthal, secrétaire au Trésor, ou à M. Shultz, chef du conseil économique présidentiel.

HENRI PIERRE.

### Etats-Unis

**La fin du « fascisme extérieur » ?**

(Suite de la première page.)

La plus grande démocratie du monde est aujourd'hui le plus grand exportateur de dictatures. En Amérique latine, où les Etats-Unis ont plus d'influence que nulle part, 80 % des nations subissent aujourd'hui des régimes autoritaires. Au Proche-Orient, en Asie du Sud-Est, en Afrique, les pays les plus fidèles à Washington sont dans la même situation pour la plupart. Seuls ou à peu près, les Etats industriels (Europe de l'Ouest, Japon, Canada, etc.) respectent les droits de l'homme comme leur grand allié.

Ce phénomène indéniable reste méconnu en Occident. Il est frappant qu'en ait très peu parlé à propos du bi-centenaire de la Déclaration d'indépendance. Comment comprendre les Etats-Unis, cependant, si l'on ferme les yeux sur la contradiction entre leur politique intérieure toujours fidèle aux idéaux démocratiques proclamés en 1776 et leur politique extérieure de plus en plus fondée sur l'exportation des dictatures ? Le prétendu message américain apparaît singulièrement limité en pratique. Il concerne le capitalisme beaucoup plus que les droits de l'homme. Pour être équitable, on doit ajouter qu'un tel comportement n'est pas le monopole de Washington. Les autres nations démocratiques agissent de la même façon quand elles le peuvent : mais elles le peuvent beaucoup moins que les Etats-Unis. La France n'hésite pas à favoriser des dictatures dans certains des pays africains où elle garde quelque influence.

Les dictatures de type communiste sont monolithiques et homogènes. Elles forment un ensemble facilement repérable avec leur parti unique, leur idéologie imposée, leur propagande pesante, leur presse uniforme, leur absence de décisions, leur régime policier. Au contraire, les dictatures exportées ou soutenues par Washington sont multiformes. Certaines tolèrent quelques opposants, même au niveau électoral, qu'elles laissent emprisonner ensuite, voire à les torturer et à les faire disparaître. Quelques-unes sont même des semi-dictatures où demeurent encore des restes de liberté et de sécurité. Souvent les basses besognes de la répression sont laissées à des organismes plus ou moins privés, à des milices ou à des polices parallèles qu'on peut désavouer officiellement en jouant les Ponce-Pilate. Mais surtout, ces dictatures ne sont pas idéologiques. Elles ne cherchent pas à enrégimenter les esprits. Elles se bornent à faire plier les volés.

### En Amérique latine

Cependant plusieurs dictatures d'Amérique latine sont pires que celles de l'Europe de l'Est, si l'on en croit le dernier rapport annuel d'Amnesty International (1975-1976) précisant pour le Chili par le rapport du groupe de travail spécial constitué par le Conseil économique et social de l'ONU (octobre 1976). On doit se reporter à l'un et à l'autre de ces documents sérieux sans oublier que la situation s'est aggravée

depuis l'époque où les enquêteurs ont réuni les faits consignés. Le Chili semble perdre la première place dans la répression violente que l'Argentine est en train de lui ravir, avec 1 600 exécutions d'opposants en 1976 (et 50 dans les six premiers jours de janvier 1977) (1). Ni à Santiago ni à Buenos-Aires, on ne pourrait concevoir la publication d'un manifeste analogue à celui des intellectuels de Prague : ses signataires auraient en même temps signé leur arrêt de mort.

D'autres pays moins connus et moins dénotés sont très proches des leaders de la terreur. Le Guatemala a subi 15 000 exécutions d'opposants entre 1970 et 1975, soit deux fois plus par an que l'Argentine pour une population quatre fois moindre. L'Uruguay possède un prisonnier politique par 500 habitants, ce qui en fait le champion d'Amérique. Il est également très bien placé quant à l'usage de la torture et aux exécutions capitales. Le Brésil tient aussi une bonne place dans le palmarès de la répression. Une évolution importante est en cours sur ce plan. Autrefois, la terreur était plus violente dans les pays les moins développés, tels que Haïti, le Paraguay, le Nicaragua. Aujourd'hui, ce sont les pays du plus haut niveau de répression (Chili, Argentine, Brésil, Uruguay), qui les autres.

Le président Carter ne peut pas ignorer la part que les Etats-Unis ont prise et continuent à prendre dans le développement des dictatures en Amérique latine. Il y bénéficie sans doute de conditions favorables, les nations concernées étant particulièrement vulnérables aux régimes de ce genre. L'intervention de Washington reste néanmoins décisive dans la plupart des cas. Relativement fréquentes au début du siècle, les actions militaires ouvertes et directes sont devenues très rares depuis 1945. On peut cependant citer celle de Saint-Domingue en 1965. Des révélations montrent qu'une autre avait été envisagée au Brésil en 1964 : mais plutôt sous la forme d'un soutien logistique à l'armée locale.

### L'action de la C.I.A.

L'action de la C.I.A. est plus fréquente et plus continue. Les multiples enquêtes des journalistes américains, les rapports des commissions du Congrès ont fourni beaucoup de détails sur quelques opérations importantes, depuis l'invasion du Guatemala en 1954 à partir du Honduras et du Nicaragua par une troupe d'élite équipée et armée par les Etats-Unis. On sait, par exemple, que 8 millions de dollars ont été distribués à l'opposition de droite, pour renverser le président Arévalo, dont 1 million versé au moment critique d'août 1973. Ces parties vives de l'histoire suggèrent l'existence de parties cachées probablement plus importantes. Par plusieurs exemples précis on connaît également les liens étroits établis entre les ambassades des Etats-Unis, leurs militaires, la C.I.A., et certaines firmes privées américaines ou

multinationales. L'ensemble constitue une force puissante pour aider à détruire des gouvernements démocratiques comme ceux du Brésil en 1964, ou du Chili en 1974, et les remplacer par des dictatures et maintenir celles-ci en place.

Néanmoins, cette force ne représente qu'un appoint dans la plupart des cas. Le rôle décisif est presque toujours tenu par les armées nationales des pays en cause. Cela semble lié à l'évolution de leurs officiers. Pendant le dernier quart de siècle, la plupart d'entre eux, à partir du grade de commandant, ont fait des séjours plus ou moins prolongés dans les écoles militaires des Etats-Unis. Ils s'y sont américanisés dans les goûts, le comportement, les idées. En même temps, ils y ont appris à donner la priorité à la lutte contre la subversion. On aboutit ainsi à une certaine « dénationalisation » des armées locales et à leur transformation en instruments de conquête du pouvoir.

Autrefois, la formation dans les grandes écoles militaires françaises, anglaises ou allemandes renforçait le sentiment national chez les officiers latino-américains et contrebalançait leurs tendances à intervenir dans la vie politique traditionnelle au sud du Rio-Grande. Aujourd'hui, la formation dans les écoles militaires yankees renforce cette tendance et développe le sentiment d'unité continentale sous la conduite du leader de l'Occident. La se trouve sans doute le mécanisme essentiel qui permet aux Etats-Unis d'exporter la dictature en Amérique latine. Toutes choses égales, d'ailleurs, les armées de chaque pays jouent un peu la bas le rôle des partis communistes locaux dans l'Europe de l'Est.

Le président Carter n'ignore pas non plus que son pays a autant de moyens de pousser l'Amérique latine vers la démocratie que vers la dictature. Si le nouveau chef de la plus grande nation du monde le veut vraiment, il peut obliger les alliés des Etats-Unis à mieux respecter les droits de l'homme. Ce faisant, il augmenterait les chances de l'Occident dans la compétition avec les pays de l'Est.

On ne combat pas la dictature communiste en développant en face d'elle un autre type de dictature, différente mais aussi terrible, comme on le fait aujourd'hui en Argentine, au Chili et ailleurs, mais en montrant que la liberté n'est pas seulement un luxe réservé aux riches, une sorte de caviar et de vision pour nations privilégiées. Que tous les peuples puissent progressivement y accéder, sous des formes et dans un style propre à leurs traditions nationales. Pour s'engager dans cette voie, malgré le poids des C.I.A., des Pentagone, des Wall Street, des multinationales, il faut un grand courage, un réalisme authentique et une puissance de rêve. Le petit entrepreneur de Géorgie en a montré beaucoup jusqu'ici. On forme le souhait qu'il ne les perde pas en entrant à la Maison Blanche.

MAURICE DUVERGER.

(1) Voir le Monde du 8 janvier, page 5.

# IL PHOTOCOPIE RECTO.

Le photocopieur SCM 110 B est un nouveau photocopieur de la gamme Smith-Corona Marchant. Sa nouveauté n'est évidemment pas qu'il photocopie recto. Comme vous pouvez le voir sur les pages suivantes, il fait bien d'autres choses.

LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSSES.

Smith-Corona Marchant







## PROCHE-ORIENT

EN ARABIE SAOUDITE

# LA RÉVOLUTION PÉTROLIÈRE

## II. - Le gâteau et les miettes

De notre envoyé spécial  
par ERIC ROULEAU

L'Arabie Saoudite consacre une partie de ses fabuleux revenus pétroliers à la réalisation d'un plan quinquennal ambitieux, qui vise à créer une économie moderne et diversifiée. La mise en œuvre de ce plan se heurte cependant à divers obstacles (« le Monde » des 22 et 24 janvier).

Jeddah. — Les nouvelles avenues des villes saoudiennes, aussi larges que nos autoroutes, sont déjà congestionnées par la circulation. A Djeddah et à Riyad, comme à Los Angeles, les piétons sont rares dans certaines artères, où les voitures, aux heures de pointe, avancent péniblement dans le bouchon. Les embouteillages du centre de la ville indignent les plus blasés des automobilistes parisiens. En dix ans, le nombre des véhicules, pour la plupart des grosses cylindrées américaines, allemandes ou japonaises, a fait un bond de 40 000 à 800 000, pour une population véritablement intérieure à sept millions d'habitants.

Bismillah, propres et nets, bordés de palmiers, parfois agrémentés d'espaces verts, les boulevards, bien éclairés la nuit, contrastent avec les sorides ruelles des vieux quartiers, étroites et sombres, souvent encombrées d'amas de déchets. La moindre averse provoque aussitôt des marécages malsodanants. Les grandes agglomérations sont reliées par le téléphone automatique, à l'Amérique, à l'Australie, à l'Europe, à Taiwan, mais sont encore privées de canalisations de tout-à-l'égout, et — électricité et eau courante. Le précieux liquide, que l'on distribue avec parcimonie en raison de sa pénurie, est encore livré à domicile par citernes ou, plus prosaïquement, dans des bidons transportés à dos de mulet.

Le rythme du développement ne parvient pas à rattraper celui, plus rapide, de l'urbanisation consécutive au boom pétrolier. Bédouins sédentaires, pasteurs ou paysans, ouvriers immigrés, à la recherche d'un travail mieux rémunéré, ont afflué vers les villes, qui regroupent désormais près de 80 % de la population totale du royaume, contre 50 % il y a dix ans. Des quartiers entiers ont été démolis pour faire place à d'orgueilleux buildings, qui abritent les bureaux de nouvelles sociétés, des blocs d'appartements qui servent à loger leurs cadres supérieurs, de somptueuses villas en pierre de taille et en marbre.

Mais les bidonvilles, construits de grossières baraquas en torchis, poussent leurs tentacules encore plus vite dans les périphéries et à proximité des entreprises industrielles. Au port de Djeddah, les

manœuvres yéménites, frères, le teint basané, les doctes somaliens ou soudanais, grands gaillards à la peau brune, couchent sous la tente ou à la belle étoile. Des techniciens autrichiens, au hasard d'une rencontre à Riyad, se plaignaient d'avoir été « parqués », avec des dizaines d'autres de leurs collègues, dans un dortoir, où ils gèlotaient de froid. Faute d'hébergement convenable, les travailleurs sous contrat s'engagent généralement à ne pas se faire accompagner de leur femme et de leurs enfants.

**La frénésie du gain**

Si les ouvriers immigrés n'ont d'autre ambition que d'améliorer le sort de leur famille, les Saoudiens, eux, ont été saisis par la frénésie du gain. La hausse du prix du « brut », intervenue en 1973, a permis de sextupler en trois ans les revenus pétroliers du royaume. Le gouvernement s'acharne à vouloir déboursier 142 milliards de dollars pour la réalisation du plan quinquennal. Pourquoi, se demande tout un chacun, ne pas s'assurer un morceau de ce fabuleux « gâteau » ?

En fait, la part du lion — mais le réalise-t-on dans les diverses couches de la population ? — a déjà été attribuée aux sociétés étrangères, exportatrices de biens d'équipement et de services, pour la plupart américaines. Selon le ministre de l'Industrie, M. Ghazi Kosselbi, 80 % des contrats — et les plus importants — ont été conclus avec des firmes d'Occident Atlantique, auxquelles a été confié entre autres le soin d'édifier l'ensemble des industries lourdes. La trésorerie de Riyad — précise Edward Sheehan dans le New York Times Magazine du 16 novembre dernier — aura versé avant trois ans la coquette somme de 55 milliards de dollars à divers organismes américains, officiels ou privés, en rétribution de travaux d'infrastructure actuellement en cours. Une trentaine de milliards supplémentaires, au bas mot, iront encore se verser dans les caisses d'industries de guerre, dans leur quasi-totalité anglo-saxonnes, chargées d'équiper les forces royales (1).

Il est non moins vrai que le gouvernement saoudien multiplie les mesures pour répartir ce qu'il reste du revenu national parmi ses propres citoyens. A tout seigneur, tout honneur, la classe dirigeante en est la principale bénéficiaire. Membres de la famille royale, grands bourgeois du Hedjaz, dépositaires d'une tradition séculaire de négoce, nota-

bles des steppes du Néjd, berceau de la dynastie d'Al Saoud, n'ont eu aucun mal à se convertir, en association avec des partenaires étrangers ou pour leur propre compte, en entrepreneurs industriels, banquiers, brasseurs d'affaires internationales. Quand il le peut, l'Etat s'accorde ses faveurs qu'aux firmes étrangères qui consentent à s'associer à des autochtones. Ces derniers sont seuls, par exemple, à pouvoir prétendre aux prêts généreusement octroyés par le Saudi Development Fund. Il est ainsi possible à un Saoudien de s'attribuer la majorité des parts dans une entreprise, en fournissant 1 % seulement du capital, les 50 % lui étant avancés, sans intérêt, par l'organisme de crédit gouvernemental. Etl à la chance de bénéficier d'utiles relations ou de hautes protections, il pourrait même en devenir le propriétaire exclusif en obtenant les 49 % des fonds complémentaires auprès de banques privées et de ses futurs fournisseurs.

Dispensés de droits de douane, de taxes et d'impôt sur le revenu, sans limitation de temps, assurés d'écouler ses produits, dont l'Etat se porte acquiescent prioritaire, libre de fixer sa marge bénéficiaire, il lui est loisible de rembourser ses créanciers dans des délais qui se situent, le plus souvent, entre douze et vingt-cinq ans. Ainsi, un jeune médecin, appartenant à la bonne société de Djeddah, a-t-il réussi, en trois ans, à l'aide d'un modeste pécule, à lancer trois entreprises de transports, de construction et d'articles ménagers ; il s'apprêtait, nous a-t-il dit, à fonder, toujours grâce à des fonds gouvernementaux, un grand hôpital privé.

**Les faveurs et les complaisances de l'Etat**

Par choix ou par nécessité, l'Etat favorise également l'accumulation du capital dans les couches subalternes de la société. Ayant interdit, le mois dernier, toute activité commerciale aux étrangers, il a contraint des centaines de boutiquiers à céder à vil prix leurs fonds de commerce ou à s'associer à des Saoudiens qui leur servent de prête-nom. Un article analogue permet à une foule de « sponsors » (financiers des parrains) débordants de prélever une commission pour servir d'intermédiaires entre les autorités saoudiennes et les hommes d'affaires étrangers. Ces derniers ne peuvent en principe obtenir un visa et des introductions, acquiescent à un terrain ou des locaux pour leur entreprise sans avoir d'abord obtenu, par l'intermédiaire d'un administrateur, les services administratifs en semant sur son passage des pots-de-vin, réels ou fictifs, qu'il passera, bien entendu, au débit de ses « protégés » étrangers.

La corruption serait-elle ainsi étendue qu'on le dit un peu partout ? Les responsables, interrogés à ce sujet, le nient avec plus ou moins d'empresse, tout en invoquant des circonstances atténuantes. L'Arabie Saoudite, disent-ils d'emblée, n'a pas le monopole de ce fléau, comme l'attestent les scandales qui ont éclaboussé récemment des personnalités de premier plan aux Etats-Unis, aux Pays-Bas, en Allemagne fédérale et au Japon. « Par comparaison », ajoutent-ils, « notre pays est un modèle de vertu quand on songe aux sommes fantastiques qui circulent entre les mains de fonctionnaires relativement mal payés ou que leur offre des firmes étrangères en rétribution de faveurs demandées ».

Il n'en reste pas moins que les autorités saoudiennes n'ont jamais, semble-t-il, poursuivi un fonctionnaire indélicat, que les généraux mis en cause par la société américaine Lockheed, à la suite d'une enquête sénatoriale, n'ont pas été inquiétés. Part-il, des lors, croire ceux qui soutiennent que cette complaisance, tout comme la récente décision d'autoriser les fonctionnaires à cumuler les emplois, fait partie de la politique visant à favoriser la « promotion sociale » des Saoudiens ? Toujours est-il que des membres de l'administration, de plus en plus nombreux, s'établissent à leur propre compte sans que personne s'inquiète de l'origine de leur capital acquis de fraîche date.

Beaucoup, il est vrai, se sont enrichis, comme tant d'autres, d'une manière strictement légale, par la spéculation foncière ou immobilière. Un lopin acheté en 1973, peu avant le boom pétrolier, pour 100 000 rials (un rial = 1,40 F), a été revendu l'année dernière 6 millions de rials ; un terrain de 10 000 m<sup>2</sup> dans un quartier commercial de Djeddah, a été coté récemment pour 250 millions de rials. Et pour cause : un logement de cinq pièces principales se loue couramment 300 000 rials l'an. Les loyers, qui ont décuplé depuis 1973, sont payables obligatoirement trois ans à l'avance. La propriété immobilière est réservée exclusivement aux citoyens saoudiens ; ceux-ci bénéficient de prêts — sans intérêt — à la construction que leur octroie le gouvernement pour une période de vingt ans.

« Au cours des dix-sept derniers mois », nous a indiqué le mi-



nistre des finances, M. Mohamed Aba Al Kheil, nous avons accordé à cet effet quarante-huit mille prêts pour une somme globale de 13 milliards de dollars. Nous sommes les champions de la libre entreprise ; il est donc normal que nous injections dans le secteur privé les revenus que le gouvernement tire des ressources pétrolières. » « Soixante-quinze pour cent des actions des entreprises lourdes, dont l'édification est financée par l'Etat, seront cédées au public six ans après leur mise en fonctionnement », précise pour sa part le vice-ministre de l'Industrie, M. Saleh El Tuwejri (2).

### Une profonde mutation

La bourgeoisie saoudienne n'a donc aucune raison de se plaindre de la politique économique et financière de son gouvernement. Elle ne peut que se féliciter des bénéfices qu'elle tire d'un plan quinquennal peut-être mythique, mais particulièrement rémunérateur, de la pléthore des revenus due à une surproduction du brut, même si cela conduit à la dilapidation de fonds à répliquer, avant terme des ressources pétrolières.

Les ouvriers — dans leur grande majorité d'origine étrangère — ont moins de raisons d'être satisfaits. Certes, leurs salaires ont en moyenne triplé depuis le début

du boom pétrolier. Un manoeuvre peut gagner actuellement l'équivalent de 100 F par jour, soit davantage qu'un diplômé universitaire dans la fonction publique. Certes encore ils sont soumis — au même titre que les travailleurs saoudiens — à une législation du travail comparable à celles qui sont en vigueur dans les pays industrialisés : semaine de quarante-huit heures, congé annuel de quinze ou vingt et un jours, selon l'ancienneté, gratuits des soins médicaux et de l'enseignement, et divers autres avantages sociaux.

Mais leur statut subit une érosion constante en raison de l'inflation, évaluée à 50 % l'an, aussitôt tout à la fois par le renchérissement des produits d'importation, l'injection à haute dose de capitaux dans l'économie, les profits spéculatifs réalisés par les commerçants. Les logements sont hors de prix et le coût de la vie à Djeddah ou à Riyad est, dans l'ensemble, supérieur à celui qui prévaut à Paris.

La polarisation sociale n'a pas atteint des proportions inquiétantes, encore que des grèves, vites réprimées, se produisent de temps à autre. Plus fondamentale est la profonde mutation qui s'effectue au sein de la société saoudienne : la bourgeoisie d'affaires s'enrichit à un rythme accéléré ; le prolétariat s'étend et se renforce ; de nouvelles classes moyennes font leur apparition et s'affirment ; les vieilles structures économiques s'effondrent sous le poids du développement industriel.

La révolution pétrolière est en marche. Celle des mœurs et des institutions reste à faire.

Prochain article :

LE CORAN ET LE CIMETIERE

### L'ANIMATION DES VENTES EST UN MÉTIER

L'Institut National des Techniques Commerciales et Marketing...  
• Institut spécialisé du groupe I.F.G. - Institut Français de Gestion  
• Patroiné par l'I.N.M. - Institut National du Marketing  
• Année, le 14 février prochain, son cycle de perfectionnement

### DIRECTION ET ANIMATION DES VENTES

destiné aux responsables et animateurs d'une force de vente :  
• Directeurs de vente, chefs de vente, inspecteurs de vente ;  
• Animateurs et délégués régionaux.  
D'une durée de 25 jours, répartis sur un an à raison de 2 à 3 jours par mois, ce cycle a pour objectifs :  
• De perfectionner sa méthode ;  
• De développer l'insertion du responsable des ventes dans le système marketing ;  
• D'étudier les différentes situations de vente et les processus de la négociation appliquée à la vente ;  
• D'étudier les méthodes de recrutement, d'embauchement, de formation et d'entretien d'une force de vente ;  
• De donner aux responsables des ventes les outils nécessaires pour l'organisation et la gestion de leur territoire.

Renseignements et inscriptions :  
Gérard TABURET - INTECO - MARKETING  
INTECO - MARKETING  
Groupe I.F.G. - 37, quai de Grenelle - 75738 Paris Cedex 15  
Téléphone : 578-61-52

### L'AGENDA FRANCO-ARABE 1977

VIEN DE PARAITRE  
— CONCILIE ET REALISE PAR L'OFFICE NATIONAL POUR LA PROMOTION CULTURELLE DES MAGRIBES ET L'ASSOCIATION DE SOLIDARITE FRANCO-ARABE, CET AGENDA EST UN VÉRITABLE GUIDE DESTINÉ AUX FAMILLES ET AUX TRAVAILLEURS ARABES VIVANT EN FRANCE.  
— IL COMPREND DES RENSEIGNEMENTS ET ADRESSES UTILES, AMBASSADES, CONSULATS, AMICALES, CENTRES D'ACCUEIL, DES CONSEILS PRATIQUES, LES FÊTES NATIONALES ET MUSEES, MANÈGES, DES PROVERBES ET RECETTES DE CUISINES ARABES, etc.

L'AGENDA FRANCO-ARABE 1977  
est disponible dans les centres d'accueil à Paris et en province ou à l'ASSOCIATION DE SOLIDARITE FRANCO-ARABE, 12-14, rue Angereau, 75007 PARIS - Tél. 555-27-32 - C.C.P. 16-582-14 PARIS (expédition franco de port contre 15 F)  
ou à Nancy : A.S.F.A. - 45, rue de Metz  
ou à LYON : A.S.F.A. - 36, rue Transarain.  
IL EXISTE ÉGALEMENT UN AGENDA FRANCO-PORTUGAIS disponible à l'A.S.F.A. aux mêmes conditions.



## PROCHE-ORIENT

### Egypte

#### Le président Sadate charge son gouvernement d'élaborer des mesures de redressement économique

Le président Sadate a annoncé, dimanche 23 janvier, qu'il avait chargé son gouvernement d'élaborer une série de mesures pour résoudre les problèmes économiques de l'Egypte. Il a précisé que ces mesures ne devraient en aucun cas comporter une augmentation des prix des produits de première nécessité et a affirmé que le budget militaire devrait être maintenu à son niveau actuel.

Commentant la réaction populaire provoquée par les augmentations des prix (auxquelles il a renoncé), le président Sadate a affirmé qu'elle était « naturelle », car « les couches populaires supportent la plus grande partie du fardeau économique ». Mais, a-t-il ajouté, des « saboteurs » ont essayé de « réajuster » le portier attente à la structure économique du pays ainsi qu'aux efforts de paix et à la solidarité arabe à la veille de la conférence de Genève.

La revue de gauche égyptienne « Rosa al Yousef » a rejeté, dans un article critiquant le ministère de l'Intérieur, les accusations du gouvernement selon lesquelles les émeutes avaient été fomentées par les communistes.

Elle attribue la responsabilité des actes de violence commis à des « petits groupes subversifs chargés de créer le désordre ». Heureusement que le ministère de l'Intérieur ne gouverne pas l'Egypte, ajoute la revue, sinon Le Caire et tout autres villes auraient été réduites en cendres. Ce qui a sauvé la situation a été la décision du président Sadate d'annuler les hausses de prix. La revue estime que les accusations portées contre la gauche et les communistes sont d'autant plus infondées que leurs propres permanences ont été attaquées par les manifestants.

● A MOSCOU, l'agence Tass a dénoncé, samedi 23 janvier, la « campagne anticomuniste » menée en Egypte après les émeutes. Représentant l'organisation de la « Pravda », qui, dès vendredi, avait affirmé que la cause principale des événements était la politique d'ouverture économique du Caire, l'agence estime que l'objectif de la campagne anticomuniste « est de camoufler les causes réelles de l'explosion de colère des travailleurs : les difficultés économiques grandissantes de l'Egypte ».

De notre correspondant

Le Caire. — Le couvre-feu imposé au Caire et dans plusieurs autres villes d'Egypte, après les émeutes des 18 et 19 janvier, a été levé le samedi 22 janvier. La vie a repris son cours normal. Cependant, plus de la moitié des quelque deux mille personnes interpellées au cours des troubles restent incarcérées. Les arrestations à domicile se poursuivent. Elles frappent surtout des intellectuels et des étudiants d'obédience marxiste ou nassérienne. Les interpellations opérées dans d'autres cercles sont plus difficiles à connaître, les autorités ne donnant d'informations que sur les « communistes ».

Parmi les personnes arrêtées figurent plusieurs journalistes connus, tous marxistes, à l'exception d'un nassérien indépendant, M. Rifaat Saïd est le bras droit de M. Khaled Mohieddine, chef du Rassemblement progressiste et unioniste, qui regroupe une partie de la gauche. M. Abdel Monem Ghezali est conseiller du syndicat des transports. Tous deux écrivent dans le mensuel *Al Tala* (l'Avant-garde). Le caricaturiste Zohdi, du quotidien *Al Goumhouria*, a été incarcéré. C'est enfin le cas d'étudiants nassériens du Club de la pensée socialiste. Il est reproché à ces personnes « d'avoir préparé ou favorisé les manifestations et sabotages ». Les autorités en veulent pour preuve, par exemple que MM. Gallab et Salmaoui — ont été vus « parmi les émeutiers du centre de la capitale, le 19 janvier ».

(N'était-ce pourtant pas la place de journalistes ?) De même, les récents déplacements à Moscou de MM. Khaled Mohieddine et Mohamed Salmaoui — le premier assistant à une réunion du Conseil mondial de la paix, dont il dirige depuis des lustres la section égyptienne ; le second accomplissant un voyage privé avec sa mère et sa femme — sont montés en épingle par ceux qui soutiennent que « la gauche égyptienne prend ses directives à Moscou ».

S'il est sans doute prématuré de parler d'une campagne antisoviétique de la presse, on note que les deux principaux organes caïrotes, *Al Ahram* et *Al Akhbar*, ont vivement réagi, le 23 janvier, aux comptes rendus par les journaux moscovites. *Al Akhbar* parle d'« immixtion soviétique flagrante dans les affaires de l'Egypte ».

#### L'O.L.P. va engager le dialogue avec la Jordanie et accentuer son rapprochement avec la Syrie

De notre envoyé spécial

Damas. — Le conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine, réuni ce week-end à Damas, a confirmé son ouverture en direction du roi Hussein de Jordanie et décidé d'accentuer son rapprochement avec la Syrie. Le conseil a invité le comité exécutif de l'O.L.P., présidé par M. Arafat, à « entamer le dialogue avec la Jordanie sur la base des résolutions du « sommet » de Rabat » (novembre 1974). Lors de cette conférence, la Jordanie s'était jointe aux autres Etats arabes pour reconnaître l'O.L.P. comme seul représentant légitime du peuple palestinien.

Les membres du conseil ne sont pas parvenus à s'entendre sur la composition du Conseil national élargi. En conséquence, le report de février à mars de la session de ce dernier organisme, faisant fonction de Parlement, paraît à peu près inévitable.

Le problème de l'élargissement du Conseil national est donc en suspens, et l'on apprend que, pour le régler, un « sommet palestinien » à quatre pourrait se tenir dans les prochains jours. Il grouperait MM. Arafat (Fath), Zuhair Mohsen (Salika), Nayef Hawatmah (F.D.L.P.) et Ahmed Al-Jirri (P.P.L.P.-Commandement général). Le Front du refus — essentiellement M. Georges Habache (F.P.L.P.) — en

est exclu. Le conseil central a cependant recommandé d'engager le dialogue avec ce Front.

La « sommation » palestinienne, qui a l'agrément de la Syrie, n'aurait pas pour seul objet de réaliser un consensus au sujet des nouveaux membres du Conseil national, dont le nombre devrait être porté de cent soixante-dix-huit à trois cent cinquante, mais également de déterminer la stratégie de la résistance en fonction des perspectives de la conférence de Genève. Raison de plus pour penser que les Palestiniens ne se presseront pas de convoquer leur Parlement, car ces perspectives de leur point de vue sont toujours floues.

La résistance va donc s'efforcer, en priorité, d'effectuer, dans les moins mauvaises conditions pour elle, deux opérations délicates exigées par Damas : la réconciliation avec le roi Hussein et l'acceptation d'une délégation arabe unique à une éventuelle conférence de la paix au Proche-Orient.

La marge de manœuvre de l'O.L.P. est très réduite, comme en témoignent les déclarations insistantes de ministres syriens et de dirigeants palestiniens plus ou moins liés à Damas sur la nécessité, pour l'O.L.P., de s'aligner sur la politique syrienne.

LUCIEN GEORGE.

## AFRIQUE

### Zaire

#### Le président Mobutu propose aux Belges de retrouver un rôle important dans l'économie de son pays

De notre correspondant

Bruxelles. — A l'issue d'une semaine d'entretiens à Bruxelles, le président Mobutu a sans doute obtenu moins qu'il espérait, mais les Belges ont donné au chef de l'Etat zairois plus qu'ils n'en avaient l'intention. Bien que les relations entre les deux pays soient redevenues cordiales, les milieux d'affaires belges avaient vu arriver le président zairois avec beaucoup de réserves. Ils n'avaient pas oublié la mésaventure de la « *surintendance* » des biens étrangers il y a trois ans.

Le général Mobutu a voulu « effacer » ces souvenirs. Il a eu des paroles élogieuses pour le monde des affaires belges et a procédé à une franche autocritique, reconnaissant les erreurs de la « *nationalisation* ». Il a proposé aux Belges de reprendre une très large place dans l'industrie et le commerce. Les investissements, a-t-il déclaré, seront garantis par l'Etat, qui, au cours des derniers mois, a largement « désinfecté ». Les interlocuteurs du président ont pris acte de cet engagement, qui pourtant ne devrait pas suffire à provoquer un retour massif

des capitaux, d'autant que la situation économique du Zaire est considérée comme catastrophique, en partie à cause de la chute des cours du cuivre (60 % en trois ans), et que les Belges qui sont allés à Kinshasa inspecter leurs biens « *désinfectés* » sont revenus fort découragés de Kinshasa. L'aide officielle, en revanche, sera relativement importante, surtout dans le secteur de l'agriculture et des transports. Cent cinquante spécialistes des transports partiront prochainement pour le Zaire. Bruxelles a accordé un prêt de 100 millions de francs (12 millions de francs français) pour l'achat de pièces de rechange. Le général Mobutu a fait état de son inquiétude devant les difficultés d'évacuation des produits miniers du Shaba (ex-Katanga). Le cuivre ne peut plus être évacué ni vers le port angolais de Lobito ni vers les ports mozambicains de Beira. Il doit emprunter la « *voie nationale* » jusqu'à Matadi, ce qui prend quarante-trois jours au lieu de douze par le chemin de fer angolais.

PIERRE DE VOS.

### Rhodésie

#### M. SMITH REJETTE LE PLAN BRITANNIQUE DE RÈGLEMENT NÉGOCIÉ

Le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a totalement rejeté ce lundi 24 janvier les nouvelles propositions britanniques qui lui avaient été transmises, vendredi dernier par M. Richard, président de la conférence de Genève sur la Rhodésie. Ce rejet a été formulé lors d'un entretien entre MM. Richard et Smith. Celui-ci aurait justifié sa décision en assurant que le plan britannique s'appliquait à un pays qui n'était pas le Zaire, qu'il était très éloigné de la réalité.

Le plan prévoyait la mise en place — pendant la période transitoire — de quatre institutions : un représentant de Londres, baptisé « *commissaire intérimaire* », qui, selon M. Richard, devrait disposer d'un « *grand pouvoir constitutionnel* » ; un gouvernement de trente membres composés aux deux tiers d'Africains ; un cabinet restreint de composition idéologique ; un « *conseil national de sécurité* » de dix membres, investi des responsabilités de la défense et du maintien de l'ordre.

#### Un dirigeant nationaliste victime d'un attentat

M. Jason Moyo, cinquante-trois ans, deuxième vice-président du Conseil national africain (A.N.C.), que dirige M. Nkomo, a été tué, samedi 23 janvier, à Lusaka, par l'explosion d'un colis piégé. Six autres responsables du mouvement ont été blessés.

M. Moyo faisait partie de la délégation à la conférence de Genève conduite par M. Nkomo. En septembre 1976, il avait mené les négociations avec M. Mugabe, qui devaient déboucher sur la création du Front patriotique, formation jouissant désormais du soutien exclusif des pays africains « de première ligne ». Il était plus spécialement chargé de la direction des opérations militaires. Rentré de Maputo, où il avait rencontré le président Machel, M. Moyo avait appelé vendredi à une « *intensification de la lutte armée* », et invité l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) à accroître son aide aux maquisards.

Selon M. Chinamano, autre vice-président de l'A.N.C., l'attentat est « sans aucun doute le tâche travail des ennemis de la liberté et des droits de l'homme au Zimbabwe » (Rhodésie). La radio mozambicaine a, dimanche, rendu les « *racistes rhodésiens* » responsables de l'assassinat. Le 18 mars 1976, un autre dirigeant noir, M. Herbert Chitepo, avait été déshabillé par une mine dans la capitale zambienne. Selon une enquête menée par les autorités de Lusaka, M. Chitepo avait été victime des luttes d'influence entre factions nationalistes.

M. Young, nouveau représentant des Etats-Unis à l'O.N.U., effectuera prochainement une tournée en Afrique, qui devrait constituer l'initiative américaine, seule en mesure de débloquer la négociation. Il se rendra notamment en Tanzanie début février. L'éventualité d'une visite de M. Young en Rhodésie sera discutée jeudi à Londres, lors des conversations entre M. Mondale, vice-président des Etats-Unis, et M. Callaghan. — (A.F.P., Reuters).

### Maroc

#### LES ASSEMBLÉES PRÉFECTORALES ET PROVINCIALES SONT RENOUVELÉES.

(De notre correspondant.)

Rabat. — Les quelque treize mille conseillers municipaux et communaux élus en novembre dernier désignent, mardi 25 janvier, cinq cent seize conseillers préfectoraux et provinciaux appelés à siéger dans les assemblées préfectorales et provinciales (1). Ce suffrage à deux degrés ne permet pas un choix parmi des candidats que le suffrage universel n'a pas préalablement désignés, puisque ne peuvent faire acte de candidature à ces assemblées, dont les pouvoirs sont à la fois délibératifs et consultatifs, que des conseillers municipaux ou communaux.

Le vote a lieu au scrutin de liste, et l'attribution des sièges à la représentation proportionnelle, selon la règle du « *quotient électoral* ». Les trois provinces sahariennes seront pour la première fois pourvues « *en une* » d'une assemblée de onze membres. Celle-ci (comme dans le reste du royaume) gèrera les affaires de la province en s'associant dans bien des cas avec le pouvoir central et se représentant.

Le renouvellement des assemblées préfectorales et provinciales est une des phases du processus de démocratisation engagé en novembre, et qui doit aboutir à l'élection d'un Parlement, dont la réunion reste prévue le second vendredi d'avril, selon les dispositions de la Constitution. — L.G.

(1) Le Maroc compte trente et une provinces et deux préfectures (Rabat et Casablanca).

## Equipez-vous pour 613.

grand choix d'équipements de grandes marques

CHAUSURE DE SKI, semelle injectée, bicolore, 4 boucles, du 36 au 39.

105F

Coloris bleu, 5 boucles, du 39 au 46.

135F



(non photographié) SKIS fibre de verre semelle polyéthylène 185 à 205

308F

DANS LES PRIX CI-DESSUS, LA BAISSE DE LA T.V.A. EST DEDUITE

ENSEMBLE bicolore, SALOPETTE unie, 100 % polyamide antigilg, coutillage 100 % polyester.

Pour DAMES coloris rouge/blanc-turquoise/blanc marine/blanc ou orange/blanc.

320F

Pour HOMMES coloris marron/beige-marine/rouge ou blanc/marine.

360F

SKIS frêne laminé, carres acier, semelle polyéthylène, dessus en ABS, protège-spoutille et talon du 180 à 205.

142F

BATONS coniques en Durul décoré.

27F

LUNETTES SKIS adulte doublée mousse écran tous temps

19F



VETEMENTS : MAGASIN 2 - 1<sup>er</sup> ETAGE  
SKIS ACCESSOIRES ET CHAUSURES : MAGASIN 3 - 3<sup>e</sup> ETAGE

Samaritaine

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ



هكذا من الأصل

## Rhodésie

### M. SMITH REPRÉSENTE LE PLAN BRITANNIQUE DE RÈGLEMENT

Le premier ministre de la Rhodésie, Ian Smith, a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie. Il a déclaré que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

Un dirigeant rhodésien a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

Un dirigeant rhodésien a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

Un dirigeant rhodésien a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

Un dirigeant rhodésien a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

Un dirigeant rhodésien a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

Un dirigeant rhodésien a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

Un dirigeant rhodésien a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

Un dirigeant rhodésien a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

Un dirigeant rhodésien a déclaré hier à Londres que son gouvernement ne se rendait pas à la conférence de Londres pour discuter de la future indépendance de la Rhodésie.

297 mm

# IL PHOTOCOPIE GRAND COMME ÇA.

178 mm

# IL PHOTOCOPIE PETIT COMME ÇA.

255 mm

Le SCM 110 B est alimenté non pas par cassette, mais par rouleau. Avantage pratique: pour changer de format, pas besoin de changer de cassette. Un curseur vous permet de régler la longueur de coupe désirée.

Si vous voulez le format minimum, vous réglez sur la longueur de coupe minimum (178 mm). Avantage financier: vous photocopiez chèques, documents administratifs, fichiers, etc., à leurs formats réels. Autant de photocopies, autant d'économies.

Par contre, si vous voulez le format maximum, vous réglez le curseur sur la longueur de coupe maximum (425 mm), indispensable pour photocopier états comptables, maquettes, plans, feuilles d'ordinateurs. Le curseur vous permet, bien entendu, d'obtenir tous les formats entre 178 mm et 425 mm de long.

LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

Smith-Corona Marchant







هكذا من الأصل

# La préparation des élections municipales la mairie de Paris

## Les commentaires des milieux politiques

M. D'ORNANO. M. Olivier Guichard n'avait rien objecté à sa candidature.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a notamment déclaré, le 23 janvier, sur les antennes de TF1, que sa candidature à la mairie de Paris avait été précédée de la consultation de toutes les formations de la majorité y compris l'U.D.R. « Le premier ministre, a-t-il précisé, avait alors rencontré des représentants qualifiés de ce mouvement tels que M. Guichard, Guéna et Labbé. » Et si M. Barre s'est prononcé sur son nom, a souligné M. d'Ornano, c'est parce qu'il a constaté qu'il ne semblait pas y avoir d'objection sur ce nom.

M. JOBERT : je regarde...

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, qui assistait, dimanche 23 janvier à Paris, au match de football Paris-Saint-Germain-Laval, a déclaré au micro d'Europe 1 : « L'homme politique que je suis est venu voir au Parc des Princes comment l'arbitre faisait son métier, comment il dominait une situation, s'il s'en tirait bien, et la vigilance qu'il fallait apporter au jeu, au jeu sportif et, au jeu politique. En ce qui concerne la bataille électorale, je ne vois pas de différence entre la bataille électorale et le jeu sportif. C'est un jeu de stratégie, de tactique, de diplomatie, de diplomatie. Des placards portant le nom de M. Jobert ayant été collés dans plusieurs secteurs de Paris sur des affiches de candidats déjà déclarés, l'ancien ministre des affaires étrangères a précisé : « Je ne crois pas qu'il y ait une campagne d'effacement. (...) Ma candidature ? Je n'exclus rien du tout. Je regarde, je m'instruis, je m'informe et, ensuite, je me déciderai dans un sens ou dans l'autre. »

De son côté, l'Union des jeunes pour le progrès (Jeunes gaullistes) a lancé, le 21 janvier, un appel à M. Jobert, « considérant qu'aucune des candidatures en présence ne correspond aux intérêts de Paris ni aux intérêts de la France. » Dans son refus du partage de la France en deux, en un duel entre majorité et opposition, Michel Jobert, estime l'U.J.P., est le seul en mesure de conduire une liste correspondant aux intérêts réels des Parisiens.

LE BUREAU NATIONAL DU P.S.U. estime que, « à peine ébauché, le dispositif giscardien s'effondre devant la seconde offensive de Chirac ». Il ajoute : « On peut pronostiquer à l'avenir sur cette situation, mais ce qu'elle signifie très concrètement, c'est la prise en main par Chirac et la R.P.R. de la conduite du combat contre le mouvement ouvrier, un combat mené, comme l'entend le patronat, avec résolution et brutalité. »

M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national (extrême droite), conduira « des listes d'union nationale » aux élections municipales dans la capitale, en mars prochain, sous le label : « Paris aux Parisiens. »

M. PONIATOWSKI : cette décision inutile donne à l'opposition un atout important.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a déclaré, dimanche soir 23 janvier, à T.F. 1 et à Europe 1 : « Je suis sûr que M. Chirac, après les hautes fonctions qu'il a occupées, consacre ses activités à défendre la majorité à Paris. Par certains côtés, sa déclaration n'est pas très sérieuse, par d'autres elle est grave de conséquences. Il n'est pas sérieux de s'investir soi-même sans en informer quiconque et vouloir ensuite représenter la majorité. L'appartenance à la majorité se décide avec la majorité à Paris, un processus de consultation, admis par les différentes formations, a été respecté par M. d'Ornano. C'est la même procédure qui a permis à la majorité de conclure des accords dans six cent cinq villes de plus de neuf mille habitants. » Il n'est pas très sérieux non plus, a poursuivi M. Poniatowski, de dire que cette candidature était nécessaire pour empêcher le succès de l'opposition à Paris. Celle-ci n'avait aucune chance. M. Chirac lui en donne une. Si l'on veut véritablement combattre l'opposition, il faut aller là où elle est puissamment et dangereusement organisée, dans sa propre région à Lannegon, ou bien en France, par exemple. Elle est grave de conséquences : cette décision inutile donne à l'opposition un atout important à Paris. Elle fait courir à la majorité et aux institutions, et par là même au pays, un risque dont on ne mesure pas assez l'importance. »

M. PAUL DEDOU, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, estime : « L'initiative de M. Jacques Chirac au lendemain d'un appel du président de la République à l'unité de la majorité met en danger la survie de la V<sup>e</sup> République. (...) Devant la menace qui pèse sur la mission du président de la République, sur les réformes engagées pour bâtir une société plus juste et sur le résultat des élections — enjeu fondamental pour le pays — les Français doivent se rassembler autour du chef de l'Etat, garantir des institutions et de nos libertés, et de son premier ministre, qui porte actuellement l'espérance de tous ceux qui ne veulent pas désespérer de la France. »

M. DOMINATI, député de Paris, secrétaire général des Républicains indépendants : « (...) M. Chirac prétend jeter un défi au collectivisme et, au même temps, il présente dans les deuxièmes et troisièmes arrondissements, secteurs menacés que j'ai arrachés à l'emprise communiste, une liste qui n'a aucune chance. (...) Ce lieu de se présenter dans un arrondissement sûr, où la majorité ne risque rien, qu'il tend à donc pour faire lui-même sa démonstration dans un secteur où le collectivisme menace. Par exemple, dans les deuxième et troisième arrondissements où je vais être candidat et où j'entends mener le combat qui depuis toujours a été le mien. »

M. LECANUET, Paris n'était pas menacé par la gauche.

M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, président du Centre des démocrates sociaux, a confirmé, le 23 janvier, à T.F. 1, qu'il apportait son soutien à la candidature de M. Michel d'Ornano, « candidat choisi par le premier ministre ». Il a jugé « inadmissible » l'initiative de M. Chirac, déclarant notamment à son sujet : « La gauche socialiste n'a jamais été majoritaire à Paris. Si M. Chirac voulait faire un grand défi à la gauche, il y avait d'autres citadelles à viser, je pense à Marseille, par exemple. (...) On a le sentiment que M. Jacques Chirac, au lieu de l'occasion de l'élection de Paris, d'une élection municipale — qui, normalement est faite pour être un maître, un administrateur pour en faire un combat politique, pour tenter d'affirmer son parti politique. Le président de la République est-il visé ? Chirac s'interroge dès lors que l'objectif ne peut pas être le combat contre les sociaux-communistes. »

M. BERNARD STALL, vice-président du C.D.S. (Centre des démocrates sociaux) :

« L'option, à tort ou à raison, ne peut empêcher de considérer le geste de Jacques Chirac comme une agression contre l'autorité du premier ministre engagé dans un combat courageux et difficile pour le redressement économique, et comme une nouvelle atteinte à l'unité de la majorité plus nécessaire que jamais dans cette conjoncture. »

« Etrange retour aux manœuvres partisans, aux jeux d'oiseaux et subtilités de la part de ceux qui se présentent comme les héritiers du gaullisme. »

## LE COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

### Un accord d'union de la gauche existe dans 165 des 221 villes de plus de trente mille habitants

Le comité directeur du parti socialiste, qui a siégé samedi 22 janvier, s'est une nouvelle fois penché sur la préparation des listes d'union de la gauche pour les élections municipales. A l'issue des travaux, M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., a indiqué que, en ce qui

concerne les 221 villes de plus de trente mille habitants, 165 accords étaient déjà réalisés. Dans 96 cas, les socialistes conduisent ces listes d'union, dans 69 villes la tête de liste est revenue au P.C.F.

Parmi les villes où un accord vient d'intervenir figurent Metz, Strasbourg, Narbonne et Lézignan. A Lens, en revanche, la section socialiste continue de se montrer réticente à l'entrée du P.C.F. au conseil municipal. Le comité directeur l'a invité à conclure l'accord sur les bases acceptées par le P.C.F.

Selon M. Estier, dans une cinquantaine de villes des divergences subsistent pour des raisons diverses : 1) Du fait du refus des communistes de tenir compte de la majorité électorale des socialistes. C'est le cas à Rouen, à Créteil, à Roanne et à Mantes-la-Jolie ; 2) Du fait du refus de la commission municipale de l'union de la gauche. Il s'agit de Saint-Brieuc, d'Evreux, de Sevran et de Châteaufort-Malabry ; 3) Du fait de conflits entre le P.S. et les radicaux de gauche. A Perpignan, le bureau exécutif du P.S. a décidé d'abandonner la tête de liste à ses alliés radicaux qui menaçaient de faire une liste commune avec le P.C.F. Déjà affecté localement par le départ de M. Alduy, député, maître sortant, le P.S. n'a pas osé se lancer dans la bataille. Le conflit entre les deux mouvements subsiste, en revanche, à Bastia.

Parmi les cas évoqués par le comité directeur, a figuré celui de Villeurbanne. La proposition

de M. Charles Hermin tendant à proposer 19 des 41 sièges au P.C.F. 4 aux radicaux de gauche et 18 au P.S. a été ratifiée par les dirigeants socialistes. A Toulon, un désaccord a surgi concernant le choix de la tête de liste. Le P.S. propose le vice-amiral Sanguinetti (gaulliste d'opposition), que le P.C.F. avait d'ailleurs suggéré de faire figurer sur la liste d'union. Les communistes tiennent à attribuer cette tête de file à l'un des leurs.

Le comité directeur du P.S. a décidé de confier au bureau exécutif la charge d'examiner le cas de deux sections ayant formulé des propositions excessives au P.C.F. : Livry-Gargan et Bergerac. Le bureau exécutif a, en outre, été invité à demander à toutes les fédérations départementales « de réduire leurs propositions parfois excessives, mais de refuser les propositions excessives formulées par les communistes ».

Dimanche, localement, les discussions entre communistes et socialistes se sont poursuivies. Un accord est ainsi intervenu à Angoulême, où le P.C.F. accepte que M. Jean Fronteau, membre du comité directeur du P.S., ancien député communiste, conduise la liste commune. En revanche, à Avignon, le désaccord sur la répartition des sièges persiste.

Le comité directeur du P.S. a également entendu samedi une communication de M. Gilles Martinet, membre du secrétariat, sur les commissions d'études du P.S. Ce sujet avait, dans la dernière

période, provoqué quelques tensions au sein du P.S. On se souvient que M. François Mitterrand avait jugé nécessaire de noter, dans sa chronique de l'hebdomadaire l'Unité (le Monde du 24 décembre), que ces travaux n'engageaient pas le P.S. De son côté, M. Martinet avait été indisposé par le fait que le premier secrétaire confie de plus en plus de responsabilités aux « experts » qui l'environnent, court-circuitant ainsi les organismes régulièrement mis en place au sein du parti.

Dans son rapport, M. Martinet a notamment souligné que l'évolution de la situation économique oblige les socialistes à reconsidérer un certain nombre d'objectifs fixés en 1972, lors de la signature du programme commun, mais dont la réalisation demanderait maintenant de longues années.

Il a, en outre, insisté sur le fait qu'il apparaît très clairement que, compte tenu du lourd héritage que l'on a en 1978 l'actuelle coalition gouvernementale, il faut accomplir un immense effort pour obtenir une amélioration sensible de l'emploi dans l'industrie. « Dans plusieurs secteurs (sidérurgie, aviation, construction navale, etc.) les réductions d'effectifs apparaissent inévitables et, dans les secteurs où un développement de l'activité est à la fois possible et indispensable (biens d'équipement notamment), les effets de ce développement ne se feront sentir qu'au bout de plusieurs années, a-t-il indiqué.

GERSSSEN

Entreprise générale Gerssen. 8 rue du Pont 75008 Paris. Tél. : 544.51.41

# IL PHOTOCOPIE SUR VOTRE PAPIER A EN-TÊTE.

Avec le SCM 110 B, vous pouvez vous servir de votre propre papier à lettre pour y photocopier des circulaires en feuille ou en continu. (Il suffit d'utiliser un rouleau de papier pré-imprimé à l'en-tête de votre Société).

LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

Smith-Corona Marchant

## Deux élections cantonales

INDRE : canton de Châtillon-sur-Indre (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 6 075 : vot., 4 590 ; suffr. expr., 4 474. MM. René Tixier, P.S., adjoint au maire de Châtillon-sur-Indre, 2 738 voix, élu ; Roger Marteau, mod. maj., anc. maire de Châtillon-sur-Indre, 1 752.

Les résultats de pourvoir au remplacement de M. Guy Rochette, maire de Châtillon-sur-Indre (C.N.I.P.), récemment décédé. Conseiller général depuis 1961, il avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1976 avec 2 153 suffrages contre 1 875 à M. Marteau et 653 à M. Bourdeau (P.C.) sur 4 681 suffrages exprimés et 4 721 votants.

Les résultats du premier tour, qui a eu lieu le 16 janvier dernier, avaient été les suivants : Inscr., 6 075 : vot., 4 245 ; suffr. expr., 4 077. MM. Tixier, 1 131 voix ; Marteau (mod. maj.), 1 120 ; Roger Cluzeau (soc. ind.), 894 ; Michel Teste (sans affil.), 780 ; Mme Claude Signoret (P.C.), 352.

M. Tixier a bénéficié au second tour du désistement de M. Cluzeau, ainsi que de celui de Mme Signoret, qui n'ayant pas obtenu au premier tour un nombre de voix au moins égal à 10 % du nombre des inscrits,

ne pouvait faire acte de candidature au second tour.

NORD : canton de Pont-à-Marcq (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 20 772 : vot., 15 233 ; suffr. expr., 14 803. MM. Robert Anselin, P.S., 8 861 voix, élu ; Noël Dubois, maire d'Ostercourt, R.P.R., 8 142.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Marcel Laurent, P.S., ancien député, décédé le 23 novembre 1976. Conseiller général depuis 1967, Marcel Laurent avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de septembre 1973, avec 6 158 voix, contre 4 192 à M. Dubois, 1 239 à M. Marais Giffroy (P.C.) et 481 à M. Marais Fieha (Centre dém.) sur 17 836 inscrits, 12 332 votants et 12 070 suffrages exprimés.

An premier tour de cette élection partielle, M. Anselin était arrivé en tête avec 8 255 voix, contre 3 755 à M. Dubois, 2 286 à M. Jean-Claude Dropay (R.L.) et 1 763 à M. Jean Faux (P.C.). Il y avait eu 14 839 suffrages exprimés, et 14 411 votants sur 20 772 inscrits.

M. Anselin réalise au second tour un score supérieur de plus de 1 point (1,33) en pourcentage à celui réalisé au premier tour par les deux candidats de gauche.

PRIME 9-11, RUE BENOIT-MALON. 92150 SURESNES - TÉL. : 772.91.92

PRIME  
LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR  
CONVERSATIONNEL

\*prononcez Pre-alme.

COURT PLUS VITE  
GRANDS  
FORMATIQUE.

SPÉCIALISTE  
CONVERSATIONNEL

IME



## POLITIQUE

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

#### ALPES-MARITIMES : le P.C. estime que les exigences du P.S. bloquent les négociations

De notre correspondant

Nice. — Dans les Alpes-Maritimes, les difficultés entre socialistes et communistes ne sont pas apaisées. Le Monde du 11 décembre. Dans un communiqué, le bureau fédéral du P.C. dénonce l'attitude de nombreux responsables socialistes (notamment dans les grandes villes) et lance un appel pour une rencontre au niveau fédéral des trois partis de gauche.

« Des des protestes les plus divers et contradictoires, indiquent les responsables communistes, ces organisations (socialistes) prétendent que les négociations qui, toutes, visent à contester à notre parti la place à laquelle les résultats électoraux

#### M. FRANÇOIS MITTERRAND ÉCRIT AUX MAIRES DE FRANCE

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a adressé à tous les maires de France une lettre que publie l'hebdomadaire socialiste "l'Unité" dans son numéro daté 21-27 janvier. Dans ce texte, M. Mitterrand écrit notamment :

« Vous avez reçu il y a quelques jours une lettre du président de la République concernant la réforme communale. En adressant ainsi à tous les maires de France, alors que la campagne pour les élections municipales était ouverte, M. Giscard d'Estaing s'est comporté en chef de la coalition des partis au pouvoir plutôt qu'en chef de l'État, placé par sa fonction au-dessus des controverses et des compétitions politiques. (...) Nous ne pouvons pas oublier que la plupart des réformes édictées dans la lettre du président de la République ont rencontré l'hostilité constante du ministère de l'Économie et des Finances pendant les longues années où M. Giscard d'Estaing a occupé ce poste. Que de justes revendications communales repoussées, ignorées, et de mesures imposées au détriment des collectivités locales !

Dans la suite de sa lettre, M. Mitterrand expose les grandes lignes du programme socialiste en matière de collectivités locales, en insistant particulièrement sur la nécessité d'une authentique décentralisation.

#### LES JEUNES COMMUNISTES METTENT AU POINT UNE PLATE-FORME POLITIQUE

Le Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) demande aux jeunes et aux étudiants d'apporter leur soutien au P.C.F. dans le combat qu'il mène pour la constitution de listes d'union en vue des élections municipales. Le M.J.C.F. a pour « prétextes » visant à réduire la place qui revient aux communistes sur ces listes. C'est ce qu'a précisé, jeudi 20 janvier, au cours d'une conférence de presse, M. Jean-Michel Catala, secrétaire général du mouvement. M. Catala a, en outre, indiqué que le M.J.C.F. réunirait, le 13 février, ses militants candidats aux élections. Les jeunes communistes vont élaborer, à l'occasion de ces élections, une plate-forme politique qui servira de base à leurs candidats élus pour agir « avec le soutien de la jeunesse » au sein des conseils municipaux.

#### La nouvelle formule de « l'Humanité »

M. MARCHAIS : la discussion et la contestation sont souhaitables.

Le premier numéro de la nouvelle formule de l'Humanité (dont le titre, plus large, est assorti d'une faucille et d'un marteau plus discrets) est paru lundi 24 janvier. Il a été tiré à 800 000 exemplaires. A l'occasion de cette relance de l'organe central du P.C.F. — composé sur six colonnes par page au lieu de huit, dans une présentation plus aérée, avec un éditorial par rubrique — M. Georges Marchais déclare, dans une interview :

« J'ai vu avec une certaine satisfaction le congrès des communistes soviétiques au sérieux. Vingt ans se sont écoulés depuis lors, et nous ne comprenons pas que l'on substitue au travail de discussion, à la bataille d'idées, Soixante ans se sont écoulés depuis la victoire du socialisme en U.R.S.S., le socialisme y est solide, puisant, et nous ne comprenons pas que l'on puisse craindre la discussion et la contestation, surtout quand elles s'expriment par le livre, le tract ou la chanson.

« Pour ma part, non seulement je ne considère pas la discussion et la contestation comme nuisibles, mais je pense qu'elles sont souhaitables. »

### LA RÉGION CENTRE REÇOIT LE PREMIER MINISTRE

#### M. Raymond Barre entend s'informer et informer

De notre envoyé spécial

Orléans. — En arrivant, lundi matin 24 janvier, à Orléans, M. Raymond Barre a commencé son premier véritable voyage en province en tant que chef du gouvernement. Durant deux jours, il va parcourir la région du Centre.

La volonté de M. Barre d'exercer la plénitude de ses fonctions et de prendre un contact plus fréquent avec la province va se concrétiser par d'autres voyages dans lesquels les préoccupations politiques ne seront pas absentes. Ainsi, le 5 février, il se rendra à Clermont-Ferrand pour assister à un congrès de la F.N.S.E.A. ; le 10, il inaugurera, à Lyon, l'hôtel des communes urbaines, et les 14 et 15 il se rendra dans le Sud-Ouest. Il pourrait, au mois de mars, retourner à Lyon pour l'inauguration de la Foire internationale.

#### LA CONFÉDÉRATION DES INDÉPENDANTS POURRAIT RENAITRE

M. Bertrand Motte, président du Centre national des indépendants et paysans, a évoqué, après la réunion du comité directeur de son parti, le 21 janvier, l'entrevue qu'il avait eue avec M. Valéry Giscard d'Estaing le 14 janvier. M. Motte a indiqué que le chef de l'État avait émis le souhait que renaisse la confédération des indépendants qui avait été lancée en juin 1976 par les dirigeants du C.N.I.P. et de la Fédération nationale des républicains indépendants. M. Motte avait constaté l'échec de ce projet en novembre 1976 à la suite de difficultés apparues alors qu'il devait succéder à M. Michel Fontana à la présidence de la Confédération, comme le prévoyaient les accords établis entre les deux partenaires.

M. Motte a indiqué que le C.N.I.P. retenait la solution présidentielle, mais il semble impossible de lui donner suite avant les élections municipales, à-t-il précisé. Il a rappelé que le C.N.I.P. a établi des accords avec le R.P.R. pour les élections municipales à Paris, alors qu'il a été tardivement et fortuitement contacté par les amis de M. Michel d'Ornano.

● M. Jean Royer, député-maire de Tours, ancien ministre, présidera le dîner-débat du Club européen du Val-de-Loire qui, sous le patronage de « L'intérêt européen » (1), aura lieu le mercredi 9 février, à 20 heures, au restaurant « Le Mémorial », 4, rue de l'Eglise, à Neuilly-sur-Marne.

(1) M. B. Manceau, 159, boulevard Bineau, Neuilly.

En décidant de répondre à l'invitation de la région « Centre », M. Barre choisit de se rendre, en réalité, dans une région moyenne. Bien que composée de six départements (le Loiret, le Cher, l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher, et l'Eure-et-Loir), cette région, plus que beaucoup d'autres, connaît un certain équilibre entre les activités rurales, industrielles, culturelles, et le secteur tertiaire. Moyenne, la région du Centre l'est aussi quant à sa représentation politique. La majorité y est composée d'élus appartenant à toutes ses tendances, alors que la gauche n'a pu y opérer de percées importantes.

Par sa visite, M. Barre a aussi voulu apaiser certaines inquiétudes quant à l'avenir de cette région. Beaucoup d'élus se sont, en effet, interrogés sur les intentions réelles

#### Une expérience originale d'aménagement rural

De notre correspondant

Orléans. — En visite dans la région Centre, le premier ministre, M. Raymond Barre, va se rendre compte « sur le terrain » de l'effort original d'aménagement du territoire rural entrepris par l'établissement public régional, en s'arrêtant notamment dans deux gros bourgs : Selles-sur-Cher (Loir-et-Cher) et Aubigny-sur-Nère (Cher).

Alors que la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire) distribue avec parcimonie des « contrats de pays », la région a engagé une trentaine de contrats d'aménagements ruraux : ils intéressent plus de 650 000 habitants, près de 700 communes, et 160 millions de francs de subventions seront engagés entre 1976 et 1981.

Mis au point par l'OREAC (Organisation d'études et d'aménagement du Centre), le bureau d'études de la région, deux types de contrats sont offerts aux

communes. Le contrat régional d'aménagement rural (CRAR) s'adresse aux communes de moins de cinq mille habitants qui doivent se regrouper — huit au maximum — pour former un ensemble de trois à vingt mille habitants. Un second type de contrat concerne les communes moyennes régionales de cinq à vingt mille habitants. Le plafond des investissements est de 600 F par habitant pour les premières et de 500 F pour les secondes. La subvention régionale varie de 35 à 45 % du montant des travaux. S'y ajoute celle du département (10 à 15 %), le reste étant couvert par la commune, qui est obligée de recourir généralement à l'emprunt.

Opération « ras de terre » ? Sans doute. Solidarité forcée ? Peut-être. Mais la formule permet de pénétrer jusqu'au plus profond du tissu rural d'atteindre les « oubliés de la France fragile », les communes qui restent à l'écart de la croissance. Pour éviter que le chef-lieu de canton ne « tire la

couverture » à lui, une précaution supplémentaire a été prise : les bourgs de deux à cinq mille habitants ne peuvent présenter que des « opérations profitant directement à leur arrière-pays ou intéressant la partie proprement rurale de leur territoire ». Enfin, l'importance de la subvention régionale permet d'engager des travaux que les petites communes ne pourraient engager seules.

La mise en place de ces contrats pose cependant plusieurs questions soulevées, notamment, lors de la dernière réunion du comité économique et social de la région. D'abord, il s'agit d'une occasion de plus pour les communes de s'endetter. Ensuite, faute d'études préalables, faute d'avoir tenu compte des documents d'urbanisme quand ils existent, et en raison d'une concertation limitée aux élus et aux techniciens de l'administration, les communes éprouvent quelques difficultés à tirer parti de cette manne providentielle. Bien des élus cèdent ainsi aux tentations des réalisations « faciles », telles la réfection des bordures de trottoirs ou la construction du stade ou de la salle des fêtes qui font partie généralement de tout programme électoral, sans oublier l'équipement de « prestige », générateur de frais importants de fonctionnement. L'inspiration viendra aux élus si la concertation est plus ouverte. Certains s'interrogent également sur l'efficacité des efforts entrepris si, parallèlement, l'administration ferme peu à peu les services publics indispensables quant à la promotion de l'emploi, considération absente des contrats proposés, elle fera l'objet d'un nouveau type de contrat qui pourra signer les communes qui se trouvent à l'écart du courant économique. Le financement sera assuré par le Fonds régional de l'emploi.

L'expérience de la région Centre fera-t-elle tâche d'huile ? Dans ses intentions et dans ses moyens, elle dépasse largement la politique des « contrats de pays » lancée par la DATAR, et dans laquelle c'est l'État, donc Paris, qui choisit les cantons ou les pays où l'aide sera versée. Un accord particulier passé entre l'État et la région Centre permet à cette dernière de « récupérer » la dotation de l'État et d'en disposer comme bon lui semble. En somme, c'est toute une partie de l'aménagement qui « échappe » aux hommes politiques et aux aménageurs parisiens. Paris peut-il « laisser faire » pour les autres régions ?

RÉGIS GUYOTAT.

● Les Mardis de l'ESSEC sont consacrés le 25 janvier à 20 h 30, dans le grand amphithéâtre de l'ESSEC à Cergy, à un débat sur « la démocratie française », auquel participent MM. Lionel Stoleru, secrétaire d'État à la condition des travailleurs sociaux, et Jean-Pierre Côté, député socialiste de la Savoie.



(Dessin de PLANTU.)

du chef de l'État et du gouvernement après la publication du « rapport Guichard » relatif aux collectivités locales et les déclarations faites, au conseil des ministres, par M. Giscard d'Estaing, qui ont pu donner à croire que le pouvoir législatif les communes et les départements au détriment des régions.

Le voyage de M. Barre a ainsi trois objectifs : prendre un contact direct avec les élus et les responsables économiques et sociaux de la région ; étudier sur place les problèmes concernant l'aménagement rural en s'arrêtant, mardi, à Selles-sur-Cher, à Chabris et à Aubigny-sur-Nère ; enfin, s'informer concrètement de la situation économique en s'entretenant à Bourges, mardi après-midi, avec quelques chefs d'entreprises moyennes et traiter, à cette occasion, des problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle.

ANDRÉ PASSERON.

# SOLDES

## Sur 15 000 articles

Jusqu'au 29 janvier,  
venez voir la plus grande opération  
de soldes de Paris.

### Galerias Lafayette

Soldes dans tous les rayons des magasins Haussmann,  
Montparnasse, et de l'entrepôt de l'Île Saint-Denis.

مكتبة من الأصل

## LE PHOTO IL FAIT

### IL PHOTOGRAPHIE RECTO

Le photocopieur... un nouveau photocopieur... Smith-Corona Marchant... n'est évidemment pas... n'est évidemment pas... n'est évidemment pas... cette page, il fait bien...

### IL PHOTOCOPIE PETIT COMME ÇA.

Le SCM 110 B est vraiment non pas par casse, mais par roulement. Avantage pratique : pour changer de format, pas besoin de changer de cassette. Un curseur vous permet de régler la longueur de coupe désirée. Si vous voulez le format minimum, vous réglez sur la longueur de coupe minimum (178 mm). Avantage financier : vous photocopies chèques, documents administratifs, fichiers, etc., à leurs formats réels. Autant de photocopies, autant d'économies.

## ET VOUS



28.812 F TTC. A ce prix, cela renseigner. D'autant plus que la gamme de photocopieurs de la location. Il y a donc vraiment Smith-Corona Marchant qui...

Pour en savoir plus : SCM 110 B, envoyez votre carte Smith-Corona Marchant S.A. 94701 Maisons-Alfort - R.P. 357



# LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

## IL PHOTOCOPIE RECTO.

Le photocopieur SCM 110 B est un nouveau photocopieur de la gamme Smith-Corona Marchant. Sa nouveauté n'est évidemment pas qu'il photocopie recto. Comme vous pouvez le voir dans cette page, il fait bien d'autres choses.

## IL PHOTOCOPIE VERSO.

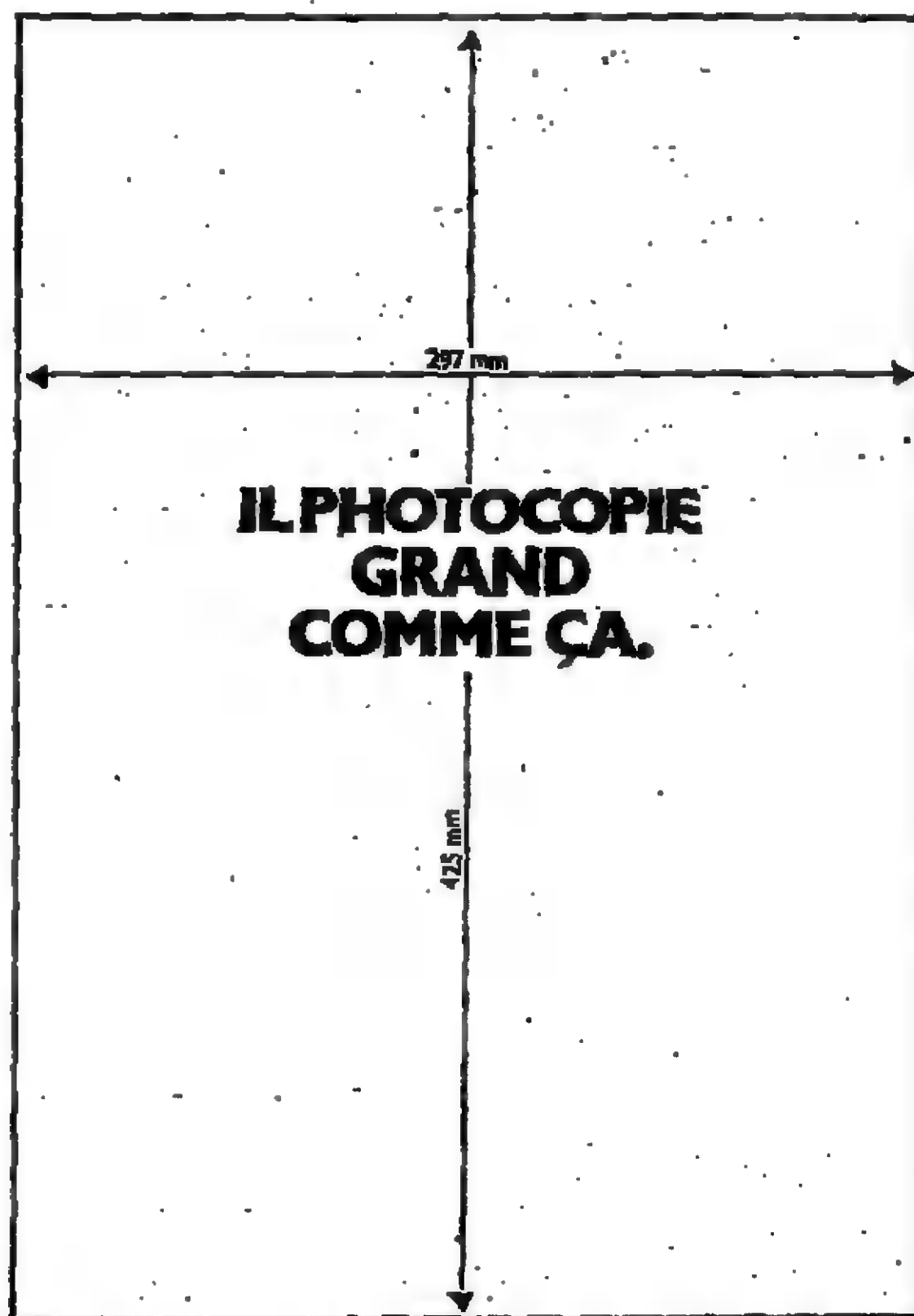
Le SCM 110 B peut photocopier sur le recto et le verso de la même feuille, ce qui représente une appréciable économie de papier.



Le SCM 110 B peut photocopier sur n'importe quel papier. Il peut donc photocopier sur du papier de couleur. Utilisation : cartes, notes de service, publicité directe.



**IL PHOTOCOPIE PETIT COMME ÇA.**  
Le SCM 110 B est alimenté non pas par cassette, mais par rouleau. **Avantage pratique :** pour changer de format, pas besoin de changer de cassette. Un curseur vous permet de régler la longueur de coupe désirée. Si vous voulez le format minimum, vous réglez sur la longueur de coupe minimum (178 mm). **Avantage financier :** vous photocopiez chèques, documents administratifs, fichiers, etc., à leurs formats réels. Autant de photocopies, autant d'économies.



**IL PHOTOCOPIE GRAND COMME ÇA.**  
Par contre, si vous voulez le format maximum, vous réglez le curseur sur la longueur de coupe maximum (425 mm), indispensable pour photocopier états comptables, maquettes, plans, feuilles d'ordinateurs. Le curseur vous permet, bien entendu, d'obtenir tous les formats entre 178 mm et 425 mm de long.

## IL PHOTOCOPIE SUR PLAQUES OFFSET.

Si vous avez une machine offset, vous pouvez utiliser le 110 B pour photocopier sur plaques offset les documents à tirer en plusieurs centaines d'exemplaires.

## IL PHOTOCOPIE SUR ETIQUETTES ADHESIVES.

Il suffit de taper les adresses sur un original. Le SCM 110 B les photocopie sur une feuille ou un rouleau auto-adhésif et pré-découpé. Vous obtenez ainsi 24 étiquettes par feuille A4 (21x29,7 cm).

## IL PHOTOCOPIE SUR VOTRE PAPIER A EN-TÊTE.

Avec le SCM 110 B, vous pouvez vous servir de votre propre papier à lettre, pour y photocopier des circulaires en feuille à feuille ou en continu. (Il suffit d'utiliser un rouleau de papier pré-imprimé à l'en-tête de votre Société).

## IL PHOTOCOPIE SUR D'AUTRES CHOSES.

- Le SCM 110 B peut photocopier sur papiers calques pour images de plans en diazocopie.
- Avec le SCM 110 B, vous pouvez obtenir des copies sur transparents pour votre rétro-projecteur.

# ET VOUS, PAS GRAND CHOSE.



Autant les performances du SCM 110 B sont nombreuses, autant son fonctionnement est simple. Deux boutons : un pour le nombre de photocopies ; un pour la mise en route. Vous réglez le curseur sur la longueur de coupe désirée et c'est parti pour 700 copies sans problème. Sans problème, puisque le SCM 110 B est alimenté par rouleau. Il ne risque donc pas d'y avoir de bourrage dû à des feuilles mal déramées ou humides, qui viennent stopper la machine, exigent la venue d'un dépanneur, et rendent le photocopieur indisponible juste au moment où l'on en a besoin.

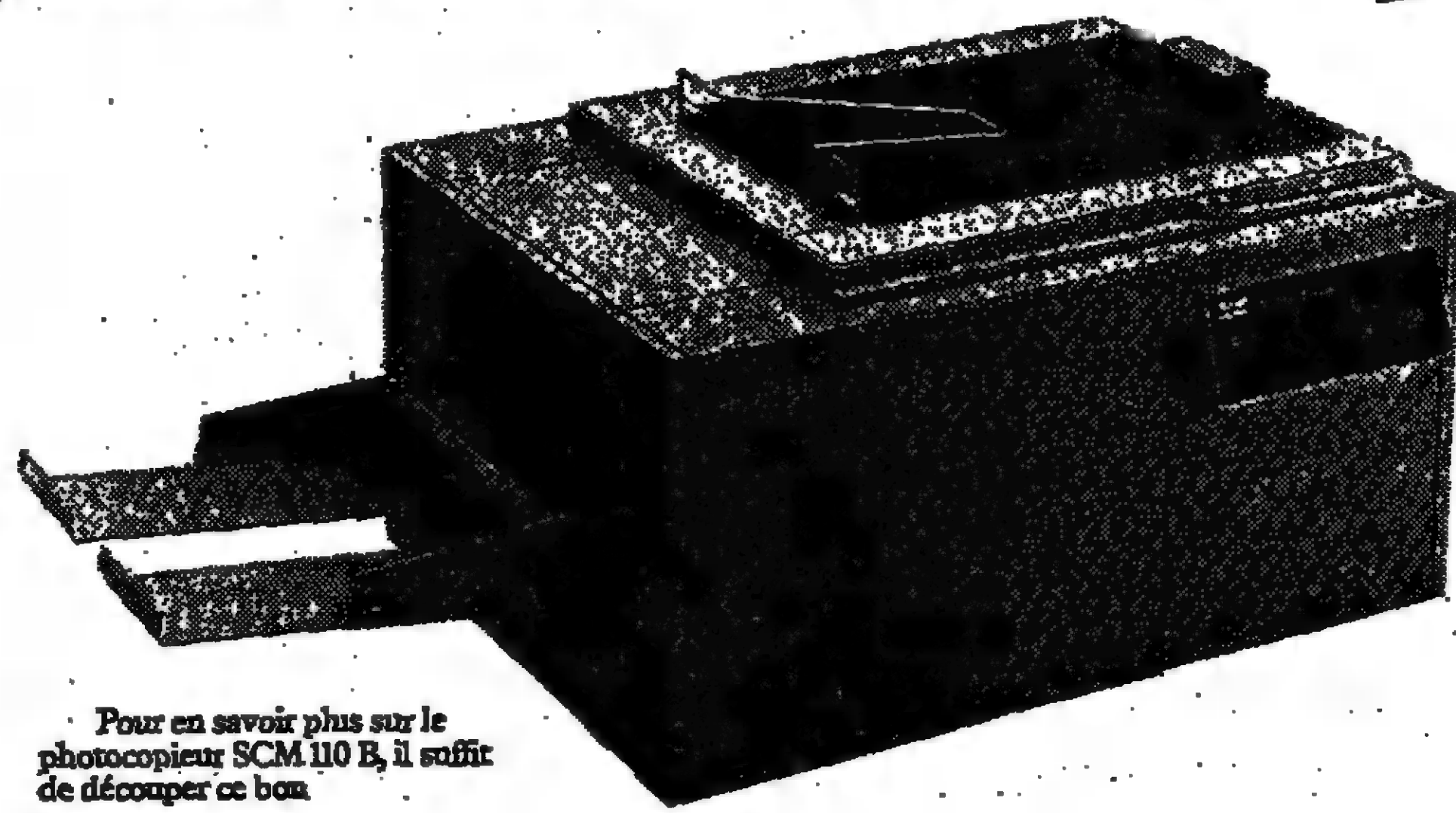
Le photocopieur SCM 110 B fait ce que font plusieurs photocopieurs réunis, mais rassurez-vous, il vaudrait plutôt moins cher que ses concurrents :

28.812 F T.T.C. A ce prix, cela vaut la peine de se renseigner. D'autant plus qu'il fait partie de toute une gamme de photocopieurs disponibles en vente ou location. Il y a donc sûrement un photocopieur Smith-Corona Marchant qui correspond à vos besoins.

Pour en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B, envoyez votre carte de visite à Smith-Corona Marchant S.A. - 86, av. de la République 94701 Maisons-Alfort - B.P. 35 (Tél. 368.49.03).

## COPIEUR 110 B.

**Photocopieurs**  
**Smith-Corona Marchant.**  
63 points de vente dans toute la France.



Pour en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B, il suffit de découper ce bon.

Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_  
Désirerait en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B.

Renvoyer à : Smith-Corona Marchant S.A.  
86, avenue de la République 94701 Maisons-Alfort  
Boîte Postale 35 (Tél. 368.49.03).

**PREMIER MINISTRE**  
**no expérience originale**  
**d'aménagement rural**  
De notre correspondant  
...  
**DES**  
**0 articles**  
**29 janvier,**  
**grande opération**  
**de Paris.**  
**Lafayette**  
**des magasins Haussier**  
**dépôt de l'île Saint-Denis**











# SPORTS

## Rallye de Monte-Carlo

### Les concurrents ont rejoint la Principauté

La dernière phase du parcours de concentration, Gap-Monaco, réunissant moins de cent quatre-vingt-dix concurrents, sur les deux cent dix-sept engagés, débuta le 24 janvier. Les abandons, jusqu'à présent, ont donc été moins nombreux que ne le laissait craindre l'état des routes. Le neige et le verglas ne manquaient pas, au point que, ce lundi, les organisateurs ont dû approuver une des épreuves spéciales — celle de Saint-Genès — du parcours de concentration. La fonte des neiges, imposée par un brusque radoucissement de la température, avait transformé la route en torrent.

Au titre des abandons, on note principalement celui de Jean-Pierre Nicolas sur Opel GT. Nicolas avait contribué, en 1973, au « triple » victorieux des Alpes-Renault, et classant troisième derrière Anderson et André. Au terme de la première épreuve spéciale, disputée le 24 janvier sur 19 kilomètres, c'est le Français Guy Frequentin, sur Alpine 310, qui a réalisé le meilleur temps. Derrière, on trouvait le Finlandais Markku Alen (Fiat-Abarth), 7 min. 51 sec.; les Italiens Leo Pittini (Lancia-Stratos), 7 min. 52 sec.; Maurice Verini (Fiat-Abarth), 7 min. 53 sec.; Fulvio Bacchelli (Fiat-Abarth), 7 min. 54 sec.; et Sandro Munari (Stratos), 7 min. 55 sec.; et Jean-Claude Andruet (Fiat-Abarth), 7 min. 56 sec.; l'Allemand Walter Rohrl (Opel), 8 min. 9 sec.; à égalité avec le Luxembourgeois Alty Kridel (Ford-Rocor) et le champion d'Europe Bernard Darniche (Stratos), 8 min. 10 sec.

## Ski

### Le phénomène Klammer

En gagnant la course de descente du Luberhorn, à Wengen (Suisse), samedi 22 janvier, la deuxième grande épreuve du calendrier alpin — après Kitzbühel — et en réalisant la performance unique dans les annales du ski, du triple Hahnenkamm et Luberhorn 1975, 1976, 1977, Franz Klammer, champion olympique de descente, a confirmé son inextinguible dans cette discipline.

Malgré tout l'émotionnement que peut susciter cette extraordinaire série de succès, Klammer ne saurait néanmoins effacer ces champions complets que furent Tony Sailer, Jean-Claude Killy et Karl Schranz; ceux-ci, grands gagnants de descentes à leur heure et qui auraient été sans doute plus forts que Klammer s'ils avaient voulu se spécialiser, obtinrent également les titres olympiques ou mondiaux du slalom géant et du slalom spécial, disciplines dans lesquelles Klammer n'est pas, tout occupé qu'il est à se venger sur les toboggans et contre la seule chronométration.

Observons que le jeune Autrichien de Moonseid bénéficie d'une période de creux dans la classe des descentes purs: la génération des Zeno Colò dans le passé, et, plus près de nous — rappel éphémère pour la carrière du ski français actuel — des Vuarnet et des Duvillard, a disparu des pistes: le champ est libre.

En effet, le plus dangereux rival de Klammer, le Suisse Roland Collombin, intouchable, lui aussi, il y a deux saisons, a dû se retirer après une blessure, et Bernhard Russi, malgré l'exploit remarquable d'une présence sur le podium à chaque course, accuse ce manque de réussite finale qui sonne le glas des grandes carrières.

Reste que Klammer, roi des acrobates et glisseur sans pareil, gagne aujourd'hui ses courses avant même de commencer ses sprints par l'optimisme vainqueur qu'on lui sur son visage ouvert — une confiance phénoménale qui, au départ, donne la tremblote aux concurrents, ses camarades, et pour ceux pas de plus en plus indubitablement, à ses admirateurs.

O. M.

## Voile

### Un trimaran à l'écran

Les débuts de la fondation Jacques-Borel, de la société Grand Large et des navigateurs diète Glikman et Pierre English au sujet d'un voilier qui n'a pas pu participer à la course transatlantique en solitaire, ont donné lieu, le 20 janvier, à des jugements de la cinquième chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. Pierre Barbier.

Les jugements visaient un trimaran construit à Sète, le T-10, qui devait être baptisé « Grand Large, fondation Jacques-Borel », pour participer, l'année dernière, à la « Transat », puis tenter de battre le record de la traversée de l'Océan d'ouest en est.

La fondation, qui devait assurer le financement de la construction, de la préparation et des engagements du bateau, avait, comme convenu, versé 500 000 francs pour la course Portsmouth-New-Port et elle était engagée à en verser autant pour la tentative de record.

Mais des difficultés surgirent, en particulier une rivalité entre les barreaux pressentis, M. English et Glikman. Un accord fut conclu le 10 mai: Glikman tiendrait la barre pour la course, English pour tenter de battre le record. En définitive, le trimaran est resté dans le port de Sète où M. Glikman, inquiet à juste titre, avait fait pratiquer sur lui, le 16 avril, une visite conservatoire. Le bateau devait être construit endommagé le 26 mai, à l'occasion d'une manœuvre maladroite.

Le tribunal, après avoir entendu les explications de M. Canthier, Touboul et French, a estimé que M. English et la société Grand Large devaient être considérés comme responsables de la rupture constatée entre les parties. En conséquence, il a donné acte à la société Grand Large de ce qu'elle reconnaissait devoir 200 000 francs à la fondation, et a condamné M. English et Grand Large à restituer cette somme, à payer en outre 50 000 francs de dommages intérêts à M. Glikman, et à lui valider la partie du contrat de prêt de grande instance de Montpellier. Mise à prix fixe d'office à 10 000 francs, la pris devant être affecté par priorité à M. Glikman.

## LE FAUX HOLD-UP DU FOOTBALLEUR RÉ CECCONI

L'un des footballeurs italiens les plus connus a été élu la semaine dernière, à Rome, par un bijou d'arrestation qui le voulait « faire une farce ». Ce fait divers mérite d'être cité — la presse locale lui consacre de longs articles en première page — dans la mesure où il montre la psychologie du vol qui règne désormais dans plusieurs grandes villes de la péninsule.

Accompagné d'un autre footballeur du Lazio de Rome, son équipe, Ré Ciccconi était entré dans une bijouterie en criant: « Ne bougez pas, c'est un hold-up. » Le propriétaire du magasin

ne se le fit pas deux fois, il brandit son revolver et tira. Ciccconi, âgé de 28 ans, père de deux enfants, allait succomber peu après l'auteur du coup de feu à conspu de longs articles en première page — dans la mesure où il montre la psychologie du vol qui règne désormais dans plusieurs grandes villes de la péninsule.

● La mort de Pierre Thiercelin. Victime d'un accident au cours du rallye Côte-d'Ivoire-Metz, 23; 10. Belin, 22; 11. Laval et Marselle, 20; 12. Nilles, 19; 13. Lalle, 13; 30. Rennes, 12.

## AUTOMOBILISME

### VAINQUEUR DU GRAND PRIX DU BRÉSIL

#### Reutemann prend la tête du championnat du monde

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — Le Grand Prix du Brésil, contrairement au Grand Prix d'Argentine disputé quinze jours plus tôt, n'a donné lieu à aucune surprise. A Sao Paulo, dimanche 23 janvier, ce sont les pilotes disposant des meilleures voitures qui ont contrôlé de bout en bout l'épreuve. Jody Scheckter, le vainqueur du Grand Prix d'Argentine, sur la toute nouvelle Wolf, a été très vite contraint à l'abandon — moteur cassé — après un début de course très discret.

Nouvelle recrue de Ferrari, l'Argentin Reutemann a obtenu à Sao Paulo une victoire toute d'habileté, de tactique et de sagesse. Il a eu, dans la chaleur de l'été brésilien, rester au contact, serrer de près les autres et profiter de la chute de Scheckter pour prendre le commandement. Reutemann était troisième lorsque Pace a perdu son capot avant, et il était dans les routes de l'huile quand le champion du monde en titre a dû s'arrêter et perdre une cinquième de seconde pour remplacer ses pneus avant.

Par la suite, fort de son avance, Reutemann a joué avec les secondes, et c'est avec une certaine inquiétude qu'il a franchi la ligne. Un pilote se juge au résultat, et c'est tout à l'avantage de Reutemann de savoir que, dans les derniers tours, ses pneus s'étaient à ce point dégradés qu'il envisageait de perdre, en entrant, tout le bénéfice de sa course et de se voir dépasser par James Hunt.

Carlos Reutemann a montré ses ambitions, et le fait qu'il soit désormais le leader du championnat du monde des conducteurs pourrait rendre encore plus incomfortable, chez Ferrari, la position de son coéquipier Niki Lauda, champion du monde en 1975, et qui a eu les mêmes succès que Reutemann.

Lauda n'est plus classé troisième dans le Grand Prix du Brésil, mais c'est surtout les nombreuses éliminations des concurrents le précédant qui lui ont permis d'obtenir une aussi bonne place au terme d'une course très méritante. De sorte que tout porte à croire que chez Ferrari la priorité sera désormais donnée à Reutemann, qui a déjà tout premier pilote qu'il est en théorie, n'en aura plus les privilèges.

L'occasion est, semble-t-il, trop belle de faire payer à Lauda ce qu'il a fait le plus cher: il peut. Les graves cicatrices qu'il porte encore sur le visage, séquelles de ses brûlures, sont sans doute une invite à vivre caché. La doute qui l'assaille peut-être sur son avenir de pilote doit aussi y contribuer. Il n'est pas facile de passer de la gloire dans l'ombre, même si l'ombre n'est que passagère.

FRANÇOIS JANIN.

## Automobilisme

### GRAND PRIX DU BRÉSIL

1. Reutemann (Ferrari), les 318 km en 1 h. 45 min. 7 sec. 72 (moyenne 181,72 km/h); 2. à 10 sec. 710; Hunt (McLaren); 3. à 1 min. 42 sec. Lauda (Ferrari); 4. à 1 min. 43 sec. Pace (Brabham); 5. à 1 min. 44 sec. Villeneuve (F1); 6. à 1 min. 45 sec. Scheckter (Wolf); 7. à 1 min. 46 sec. Rosberg (F1); 8. à 1 min. 47 sec. Piquet (F1); 9. à 1 min. 48 sec. Arnoux (F1); 10. à 1 min. 49 sec. Boutsen (F1); 11. à 1 min. 50 sec. Fittipaldi (F1); 12. à 1 min. 51 sec. Andruet (F1); 13. à 1 min. 52 sec. Verini (F1); 14. à 1 min. 53 sec. Schenken (F1); 15. à 1 min. 54 sec. Jones (F1); 16. à 1 min. 55 sec. Watson (F1); 17. à 1 min. 56 sec. Roberts (F1); 18. à 1 min. 57 sec. Pons (F1); 19. à 1 min. 58 sec. Barrichello (F1); 20. à 1 min. 59 sec. Kauder (F1); 21. à 2 min. 00 sec. Kauder (F1); 22. à 2 min. 01 sec. Kauder (F1); 23. à 2 min. 02 sec. Kauder (F1); 24. à 2 min. 03 sec. Kauder (F1); 25. à 2 min. 04 sec. Kauder (F1); 26. à 2 min. 05 sec. Kauder (F1); 27. à 2 min. 06 sec. Kauder (F1); 28. à 2 min. 07 sec. Kauder (F1); 29. à 2 min. 08 sec. Kauder (F1); 30. à 2 min. 09 sec. Kauder (F1); 31. à 2 min. 10 sec. Kauder (F1); 32. à 2 min. 11 sec. Kauder (F1); 33. à 2 min. 12 sec. Kauder (F1); 34. à 2 min. 13 sec. Kauder (F1); 35. à 2 min. 14 sec. Kauder (F1); 36. à 2 min. 15 sec. Kauder (F1); 37. à 2 min. 16 sec. Kauder (F1); 38. à 2 min. 17 sec. Kauder (F1); 39. à 2 min. 18 sec. Kauder (F1); 40. à 2 min. 19 sec. Kauder (F1); 41. à 2 min. 20 sec. Kauder (F1); 42. à 2 min. 21 sec. Kauder (F1); 43. à 2 min. 22 sec. Kauder (F1); 44. à 2 min. 23 sec. Kauder (F1); 45. à 2 min. 24 sec. Kauder (F1); 46. à 2 min. 25 sec. Kauder (F1); 47. à 2 min. 26 sec. Kauder (F1); 48. à 2 min. 27 sec. Kauder (F1); 49. à 2 min. 28 sec. Kauder (F1); 50. à 2 min. 29 sec. Kauder (F1); 51. à 2 min. 30 sec. Kauder (F1); 52. à 2 min. 31 sec. Kauder (F1); 53. à 2 min. 32 sec. Kauder (F1); 54. à 2 min. 33 sec. Kauder (F1); 55. à 2 min. 34 sec. Kauder (F1); 56. à 2 min. 35 sec. Kauder (F1); 57. à 2 min. 36 sec. Kauder (F1); 58. à 2 min. 37 sec. Kauder (F1); 59. à 2 min. 38 sec. Kauder (F1); 60. à 2 min. 39 sec. Kauder (F1); 61. à 2 min. 40 sec. Kauder (F1); 62. à 2 min. 41 sec. Kauder (F1); 63. à 2 min. 42 sec. Kauder (F1); 64. à 2 min. 43 sec. Kauder (F1); 65. à 2 min. 44 sec. Kauder (F1); 66. à 2 min. 45 sec. Kauder (F1); 67. à 2 min. 46 sec. Kauder (F1); 68. à 2 min. 47 sec. Kauder (F1); 69. à 2 min. 48 sec. Kauder (F1); 70. à 2 min. 49 sec. Kauder (F1); 71. à 2 min. 50 sec. Kauder (F1); 72. à 2 min. 51 sec. Kauder (F1); 73. à 2 min. 52 sec. Kauder (F1); 74. à 2 min. 53 sec. Kauder (F1); 75. à 2 min. 54 sec. Kauder (F1); 76. à 2 min. 55 sec. Kauder (F1); 77. à 2 min. 56 sec. Kauder (F1); 78. à 2 min. 57 sec. Kauder (F1); 79. à 2 min. 58 sec. Kauder (F1); 80. à 2 min. 59 sec. Kauder (F1); 81. à 3 min. 00 sec. Kauder (F1); 82. à 3 min. 01 sec. Kauder (F1); 83. à 3 min. 02 sec. Kauder (F1); 84. à 3 min. 03 sec. Kauder (F1); 85. à 3 min. 04 sec. Kauder (F1); 86. à 3 min. 05 sec. Kauder (F1); 87. à 3 min. 06 sec. Kauder (F1); 88. à 3 min. 07 sec. Kauder (F1); 89. à 3 min. 08 sec. Kauder (F1); 90. à 3 min. 09 sec. Kauder (F1); 91. à 3 min. 10 sec. Kauder (F1); 92. à 3 min. 11 sec. Kauder (F1); 93. à 3 min. 12 sec. Kauder (F1); 94. à 3 min. 13 sec. Kauder (F1); 95. à 3 min. 14 sec. Kauder (F1); 96. à 3 min. 15 sec. Kauder (F1); 97. à 3 min. 16 sec. Kauder (F1); 98. à 3 min. 17 sec. Kauder (F1); 99. à 3 min. 18 sec. Kauder (F1); 100. à 3 min. 19 sec. Kauder (F1); 101. à 3 min. 20 sec. Kauder (F1); 102. à 3 min. 21 sec. Kauder (F1); 103. à 3 min. 22 sec. Kauder (F1); 104. à 3 min. 23 sec. Kauder (F1); 105. à 3 min. 24 sec. Kauder (F1); 106. à 3 min. 25 sec. Kauder (F1); 107. à 3 min. 26 sec. Kauder (F1); 108. à 3 min. 27 sec. Kauder (F1); 109. à 3 min. 28 sec. Kauder (F1); 110. à 3 min. 29 sec. Kauder (F1); 111. à 3 min. 30 sec. Kauder (F1); 112. à 3 min. 31 sec. Kauder (F1); 113. à 3 min. 32 sec. Kauder (F1); 114. à 3 min. 33 sec. Kauder (F1); 115. à 3 min. 34 sec. Kauder (F1); 116. à 3 min. 35 sec. Kauder (F1); 117. à 3 min. 36 sec. Kauder (F1); 118. à 3 min. 37 sec. Kauder (F1); 119. à 3 min. 38 sec. Kauder (F1); 120. à 3 min. 39 sec. Kauder (F1); 121. à 3 min. 40 sec. Kauder (F1); 122. à 3 min. 41 sec. Kauder (F1); 123. à 3 min. 42 sec. Kauder (F1); 124. à 3 min. 43 sec. Kauder (F1); 125. à 3 min. 44 sec. Kauder (F1); 126. à 3 min. 45 sec. Kauder (F1); 127. à 3 min. 46 sec. Kauder (F1); 128. à 3 min. 47 sec. Kauder (F1); 129. à 3 min. 48 sec. Kauder (F1); 130. à 3 min. 49 sec. Kauder (F1); 131. à 3 min. 50 sec. Kauder (F1); 132. à 3 min. 51 sec. Kauder (F1); 133. à 3 min. 52 sec. Kauder (F1); 134. à 3 min. 53 sec. Kauder (F1); 135. à 3 min. 54 sec. Kauder (F1); 136. à 3 min. 55 sec. Kauder (F1); 137. à 3 min. 56 sec. Kauder (F1); 138. à 3 min. 57 sec. Kauder (F1); 139. à 3 min. 58 sec. Kauder (F1); 140. à 3 min. 59 sec. Kauder (F1); 141. à 4 min. 00 sec. Kauder (F1); 142. à 4 min. 01 sec. Kauder (F1); 143. à 4 min. 02 sec. Kauder (F1); 144. à 4 min. 03 sec. Kauder (F1); 145. à 4 min. 04 sec. Kauder (F1); 146. à 4 min. 05 sec. Kauder (F1); 147. à 4 min. 06 sec. Kauder (F1); 148. à 4 min. 07 sec. Kauder (F1); 149. à 4 min. 08 sec. Kauder (F1); 150. à 4 min. 09 sec. Kauder (F1); 151. à 4 min. 10 sec. Kauder (F1); 152. à 4 min. 11 sec. Kauder (F1); 153. à 4 min. 12 sec. Kauder (F1); 154. à 4 min. 13 sec. Kauder (F1); 155. à 4 min. 14 sec. Kauder (F1); 156. à 4 min. 15 sec. Kauder (F1); 157. à 4 min. 16 sec. Kauder (F1); 158. à 4 min. 17 sec. Kauder (F1); 159. à 4 min. 18 sec. Kauder (F1); 160. à 4 min. 19 sec. Kauder (F1); 161. à 4 min. 20 sec. Kauder (F1); 162. à 4 min. 21 sec. Kauder (F1); 163. à 4 min. 22 sec. Kauder (F1); 164. à 4 min. 23 sec. Kauder (F1); 165. à 4 min. 24 sec. Kauder (F1); 166. à 4 min. 25 sec. Kauder (F1); 167. à 4 min. 26 sec. Kauder (F1); 168. à 4 min. 27 sec. Kauder (F1); 169. à 4 min. 28 sec. Kauder (F1); 170. à 4 min. 29 sec. Kauder (F1); 171. à 4 min. 30 sec. Kauder (F1); 172. à 4 min. 31 sec. Kauder (F1); 173. à 4 min. 32 sec. Kauder (F1); 174. à 4 min. 33 sec. Kauder (F1); 175. à 4 min. 34 sec. Kauder (F1); 176. à 4 min. 35 sec. Kauder (F1); 177. à 4 min. 36 sec. Kauder (F1); 178. à 4 min. 37 sec. Kauder (F1); 179. à 4 min. 38 sec. Kauder (F1); 180. à 4 min. 39 sec. Kauder (F1); 181. à 4 min. 40 sec. Kauder (F1); 182. à 4 min. 41 sec. Kauder (F1); 183. à 4 min. 42 sec. Kauder (F1); 184. à 4 min. 43 sec. Kauder (F1); 185. à 4 min. 44 sec. Kauder (F1); 186. à 4 min. 45 sec. Kauder (F1); 187. à 4 min. 46 sec. Kauder (F1); 188. à 4 min. 47 sec. Kauder (F1); 189. à 4 min. 48 sec. Kauder (F1); 190. à 4 min. 49 sec. Kauder (F1); 191. à 4 min. 50 sec. Kauder (F1); 192. à 4 min. 51 sec. Kauder (F1); 193. à 4 min. 52 sec. Kauder (F1); 194. à 4 min. 53 sec. Kauder (F1); 195. à 4 min. 54 sec. Kauder (F1); 196. à 4 min. 55 sec. Kauder (F1); 197. à 4 min. 56 sec. Kauder (F1); 198. à 4 min. 57 sec. Kauder (F1); 199. à 4 min. 58 sec. Kauder (F1); 200. à 4 min. 59 sec. Kauder (F1); 201. à 5 min. 00 sec. Kauder (F1); 202. à 5 min. 01 sec. Kauder (F1); 203. à 5 min. 02 sec. Kauder (F1); 204. à 5 min. 03 sec. Kauder (F1); 205. à 5 min. 04 sec. Kauder (F1); 206. à 5 min. 05 sec. Kauder (F1); 207. à 5 min. 06 sec. Kauder (F1); 208. à 5 min. 07 sec. Kauder (F1); 209. à 5 min. 08 sec. Kauder (F1); 210. à 5 min. 09 sec. Kauder (F1); 211. à 5 min. 10 sec. Kauder (F1); 212. à 5 min. 11 sec. Kauder (F1); 213. à 5 min. 12 sec. Kauder (F1); 214. à 5 min. 13 sec. Kauder (F1); 215. à 5 min. 14 sec. Kauder (F1); 216. à 5 min. 15 sec. Kauder (F1); 217. à 5 min. 16 sec. Kauder (F1); 218. à 5 min. 17 sec. Kauder (F1); 219. à 5 min. 18 sec. Kauder (F1); 220. à 5 min. 19 sec. Kauder (F1); 221. à 5 min. 20 sec. Kauder (F1); 222. à 5 min. 21 sec. Kauder (F1); 223. à 5 min. 22 sec. Kauder (F1); 224. à 5 min. 23 sec. Kauder (F1); 225. à 5 min. 24 sec. Kauder (F1); 226. à 5 min. 25 sec. Kauder (F1); 227. à 5 min. 26 sec. Kauder (F1); 228. à 5 min. 27 sec. Kauder (F1); 229. à 5 min. 28 sec. Kauder (F1); 230. à 5 min. 29 sec. Kauder (F1); 231. à 5 min. 30 sec. Kauder (F1); 232. à 5 min. 31 sec. Kauder (F1); 233. à 5 min. 32 sec. Kauder (F1); 234. à 5 min. 33 sec. Kauder (F1); 235. à 5 min. 34 sec. Kauder (F1); 236. à 5 min. 35 sec. Kauder (F1); 237. à 5 min. 36 sec. Kauder (F1); 238. à 5 min. 37 sec. Kauder (F1); 239. à 5 min. 38 sec. Kauder (F1); 240. à 5 min. 39 sec. Kauder (F1); 241. à 5 min. 40 sec. Kauder (F1); 242. à 5 min. 41 sec. Kauder (F1); 243. à 5 min. 42 sec. Kauder (F1); 244. à 5 min. 43 sec. Kauder (F1); 245. à 5 min. 44 sec. Kauder (F1); 246. à 5 min. 45 sec. Kauder (F1); 247. à 5 min. 46 sec. Kauder (F1); 248. à 5 min. 47 sec. Kauder (F1); 249. à 5 min. 48 sec. Kauder (F1); 250. à 5 min. 49 sec. Kauder (F1); 251. à 5 min. 50 sec. Kauder (F1); 252. à 5 min. 51 sec. Kauder (F1); 253. à 5 min. 52 sec. Kauder (F1); 254. à 5 min. 53 sec. Kauder (F1); 255. à 5 min. 54 sec. Kauder (F1); 256. à 5 min. 55 sec. Kauder (F1); 257. à 5 min. 56 sec. Kauder (F1); 258. à 5 min. 57 sec. Kauder (F1); 259. à 5 min. 58 sec. Kauder (F1); 260. à 5 min. 59 sec. Kauder (F1); 261. à 6 min. 00 sec. Kauder (F1); 262. à 6 min. 01 sec. Kauder (F1); 263. à 6 min. 02 sec. Kauder (F1); 264. à 6 min. 03 sec. Kauder (F1); 265. à 6 min. 04 sec. Kauder (F1); 266. à 6 min. 05 sec. Kauder (F1); 267. à 6 min. 06 sec. Kauder (F1); 268. à 6 min. 07 sec. Kauder (F1); 269. à 6 min. 08 sec. Kauder (F1); 270. à 6 min. 09 sec. Kauder (F1); 271. à 6 min. 10 sec. Kauder (F1); 272. à 6 min. 11 sec. Kauder (F1); 273. à 6 min. 12 sec. Kauder (F1); 274. à 6 min. 13 sec. Kauder (F1); 275. à 6 min. 14 sec. Kauder (F1); 276. à 6 min. 15 sec. Kauder (F1); 277. à 6 min. 16 sec. Kauder (F1); 278. à 6 min. 17 sec. Kauder (F1); 279. à 6 min. 18 sec. Kauder (F1); 280. à 6 min. 19 sec. Kauder (F1); 281. à 6 min. 20 sec. Kauder (F1); 282. à 6 min. 21 sec. Kauder (F1); 283. à 6 min. 22 sec. Kauder (F1); 284. à 6 min. 23 sec. Kauder (F1); 285. à 6 min. 24 sec. Kauder (F1); 286. à 6 min. 25 sec. Kauder (F1); 287. à 6 min. 26 sec. Kauder (F1); 288. à 6 min. 27 sec. Kauder (F1); 289. à 6 min. 28 sec. Kauder (F1); 290. à 6 min. 29 sec. Kauder (F1); 291. à 6 min. 30 sec. Kauder (F1); 292. à 6 min. 31 sec. Kauder (F1); 293. à 6 min. 32 sec. Kauder (F1); 294. à 6 min. 33 sec. Kauder (F1); 295. à 6 min. 34 sec. Kauder (F1); 296. à 6 min. 35 sec. Kauder (F1); 297. à 6 min. 36 sec. Kauder (F1); 298. à 6 min. 37 sec. Kauder (F1); 299. à 6 min. 38 sec. Kauder (F1); 300. à 6 min. 39 sec. Kauder (F1); 301. à 6 min. 40 sec. Kauder (F1); 302. à 6 min. 41 sec. Kauder (F1); 303. à 6 min. 42 sec. Kauder (F1); 304. à 6 min. 43 sec. Kauder (F1); 305. à 6 min. 44 sec. Kauder (F1); 306. à 6 min. 45 sec. Kauder (F1); 307. à 6 min. 46 sec. Kauder (F1); 308. à 6 min. 47 sec. Kauder (F1); 309. à 6 min. 48 sec. Kauder (F1); 310. à 6 min. 49 sec. Kauder (F1); 311. à 6 min. 50 sec. Kauder (F1); 312. à 6 min. 51 sec. Kauder (F1); 313. à 6 min. 52 sec. Kauder (F1); 314. à 6 min. 53 sec. Kauder (F1); 315. à 6 min. 54 sec. Kauder (F1); 316. à 6 min. 55 sec. Kauder (F1); 317. à 6 min. 56 sec. Kauder (F1); 318. à 6 min. 57 sec. Kauder (F1); 319. à 6 min. 58 sec. Kauder (F1); 320. à 6 min. 59 sec. Kauder (F1); 321. à 7 min. 00 sec. Kauder (F1); 322. à 7 min. 01 sec. Kauder (F1); 323. à 7 min. 02 sec. Kauder (F1); 324. à 7 min. 03 sec. Kauder (F1); 325. à 7 min. 04 sec. Kauder (F1); 326. à 7 min. 05 sec. Kauder (F1); 327. à 7 min. 06 sec. Kauder (F1); 328. à 7 min. 07 sec. Kauder (F1); 329. à 7 min. 08 sec. Kauder (F1); 330. à 7 min. 09 sec. Kauder (F1); 331. à 7 min. 10 sec. Kauder (F1); 332. à 7 min. 11 sec. Kauder (F1); 333. à 7 min. 12 sec. Kauder (F1); 334. à 7 min. 13 sec. Kauder (F1); 335. à 7 min. 14 sec. Kauder (F1); 336. à 7 min. 15 sec. Kauder (F1); 337. à 7 min. 16 sec. Kauder (F1); 338. à 7 min. 17 sec. Kauder (F1); 339. à 7 min. 18 sec. Kauder (F1); 340. à 7 min. 19 sec. Kauder (F1); 341. à 7 min. 20 sec. Kauder (F1); 342. à 7 min. 21 sec. Kauder (F1); 343. à 7 min. 22 sec. Kauder (F1); 344. à 7 min. 23 sec. Kauder (F1); 345. à 7 min. 24 sec. Kauder (F1); 346. à 7 min. 25 sec. Kauder (F1); 347. à 7 min. 26 sec. Kauder (F1); 348. à 7 min. 27 sec. Kauder (F1); 349. à 7 min. 28 sec. Kauder (F1); 350. à 7 min. 29 sec. Kauder (F1); 351. à 7 min. 30 sec. Kauder (F1); 352. à 7 min. 31 sec. Kauder (F1); 353. à 7 min. 32 sec. Kauder (F1); 354. à 7 min. 33 sec. Kauder (F1); 355. à 7 min. 34 sec. Kauder (F1); 356. à 7 min. 35 sec. Kauder (F1); 357. à 7 min. 36 sec. Kauder (F1); 358. à 7 min. 37 sec. Kauder (F1); 359. à 7 min. 38 sec. Kauder (F1); 360. à 7 min. 39 sec. Kauder (F1); 361. à 7 min. 40 sec. Kauder (F1); 362. à 7 min. 41 sec. Kauder (F1); 363. à 7 min. 42 sec. Kauder (F1); 364. à 7 min. 43 sec. Kauder (F1); 365. à 7 min. 44 sec. Kauder (F1); 366. à 7 min. 45 sec. Kauder (F1); 367. à 7 min. 46 sec. Kauder (F1); 368. à 7 min. 47 sec. Kauder (F1); 369. à 7 min. 48 sec. Kauder (F1); 370. à 7 min. 49 sec. Kauder (F1); 371. à 7 min. 50 sec. Kauder (F1); 372. à 7 min. 51 sec. Kauder (F1); 373. à 7 min. 52 sec. Kauder (F1); 374. à 7 min. 53 sec. Kauder (F1); 375. à 7 min. 54 sec. Kauder (F1); 376. à 7 min. 55 sec. Kauder (F1); 377. à 7 min. 56 sec. Kauder (F1); 378. à 7 min. 57 sec. Kauder (F1); 379. à 7 min. 58 sec. Kauder (F1); 380. à 7 min. 59 sec. Kauder (F1); 381. à 8 min. 00 sec. Kauder (F1); 382. à 8 min. 01 sec. Kauder (F1); 383. à 8 min. 02 sec. Kauder (F1); 384. à 8 min. 03 sec. Kauder (F1); 385. à 8 min. 04 sec. Kauder (F1); 386. à 8 min. 05 sec. Kauder (F1);



# Pour la justice

## III. — L'INDÉPENDANCE DES MAGISTRATS

par PIERRE ARPAILLANGE

Dans ses deux précédents articles (« Le Monde » des 20, 21 et 22, 23 janvier, M. Pierre Arpaillange a examiné successivement les rapports de la police et de la justice, puis le fonctionnement de certaines juridictions (tribunaux de flagrants délits, Cour de cassation) en formulant des propositions susceptibles d'améliorer. Il cherche à présent à restituer la place du magistrat dans le jeu des pouvoirs.

« Je tiens à rendre à la magistrature française l'hommage qui lui est dû par sa haute impartialité, par sa science, par son dévouement, par son labeur, elle peut supporter victorieusement la comparaison avec les corps judiciaires de n'importe quel pays ».

Cette phrase est extraite d'une circulaire en date du 17 février 1941 adressée à Vichy aux procureurs généraux par Joseph Barthélémy, alors garde des sceaux (1). Le 22 août 1941, il participait avec Pierre Fucheu, ministre de l'Intérieur, à la création des sections spéciales. Cette phrase aurait pu être écrite par n'importe quel ministre de la justice avant le 1940, comme depuis 1945.

Cela veut dire que les magistrats ne veulent plus de mots, mais des garanties, et que le temps est passé où celles-ci pouvaient être refusées au préalable, facile ou naïf, que « les institutions ne valent que ce valent les hommes auxquels elles s'appliquent ».

Les magistrats, qui, depuis 1858, sont essentiellement recrutés par la voie du concours de l'école nationale de la magistrature, constituent un corps hiérarchisé ; qu'ils appartiennent au siège ou au parquet, et en dehors de ceux placés « hors hiérarchie », ils sont répartis en deux groupes.

L'avancement est uniquement fondé sur le choix du magistrat lui-même. « Les magistrats sont donc dans la nécessité de faire carrière » (2). Et oui, on le dit, cela n'est pas entièrement faux, et comment le leur reprocher ?

Mais quel risque aussi pour leur indépendance, qui doit pourtant être au-dessus de tout soupçon ? (3).

Car si l'on pouvait dire qu'un seul d'entre eux a pu effectuer sans faire l'objet d'une quelconque suspicion, cela serait intolérable pour tous. Et pourtant, qui oserait affirmer que cela ne s'est jamais produit, ne se produit pas, ou ne se produira plus ?

Il n'est pas dans mon propos de retracer l'histoire des relations de la justice avec le pouvoir exécutif ni de parler du principe d'indépendance des magistrats au siège — présent comme un des principes fondamentaux du droit public, et qui doit assurément être maintenu, bien qu'il ait pu servir qu'un « France » sous les régimes l'avaient reconnu après avoir prononcé une épuration — ni du pouvoir disciplinaire en tant que tel, mais plutôt de décrire, en partant des failles du système actuel, ce que devrait être un statut vraiment protecteur.

La Constitution du 4 octobre 1958, après celle du 27 octobre 1946, fait du président de la République, président du Conseil supérieur de la magistrature (C.S.M.), le garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Le C.S.M., qui n'est compétent que pour les magistrats du siège, a vu en 1958 sa composition modifiée et ses attributions considérablement réduites : c'est ainsi qu'il ne comporte plus de membres élus ni par l'Assemblée nationale ni par les magistrats eux-mêmes, mais seulement des membres désignés par le président de la République, et qu'en dehors des nominations à cer-

tains postes hors hiérarchie, pour lesquels il a fait en principe des propositions, il n'est plus appelé à donner un avis sur les propositions faites par le ministre de la justice lui-même (comme si on avait besoin de moins d'indépendance pour être président du tribunal) de Bergerac (4). En réalité, la réforme de 1958 a eu pour résultat, il faut aujourd'hui l'admettre, de faire perdre au C.S.M. le prestige qu'il avait antérieurement acquis, et les conditions de son fonctionnement actuel, à l'administration judiciaire, ont pu que contribuer peu à peu à lui ôter la plus grande partie de son renom.

Car si, lorsqu'il s'agit de fonctionnaires, il est peut-être admis que le président de la République, élu du suffrage universel, puisse reconnaître ceux qui le soutiennent, comment ne pas voir les conséquences d'un tel principe d'application au « corps judiciaire » ?

En vérité, je pense qu'il faut modifier la composition et les attributions du C.S.M. (5). Certes, une réforme constitutionnelle est, à ce sujet, nécessaire. Mais, quelle que soit la procédure qu'elle revêtira, peu importe, si on est d'accord pour l'urgence, car elle est vitale pour la dépendance des magistrats, et aucun effort ne doit être ménagé pour la leur garantir.

Le Conseil supérieur de la magistrature demeure bien sûr le président de la République, le ministre de la Justice, vice-président de droit, et le suppléer. Il devrait comprendre, en outre, trois membres :

a) Six membres désignés respectivement, comme le sont les membres du Conseil constitutionnel, par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat, choisis en dehors du Parlement, de la magistrature et des professions judiciaires ;

b) Sept membres élus par les magistrats eux-mêmes, répartis en trois collèges distincts. Les magistrats du second grade et du premier grade seraient chacun trois représentants titulaires et trois représentants suppléants, au scrutin de liste proportionnelle, et les magistrats hors hiérarchie, un titulaire et un suppléant.

Le mandat des membres désignés ou élus serait limité à quatre années ; il ne serait pas renouvelable. Les magistrats — seraient placés dans la position de détachement pendant toute la durée de leur mandat.

Cette composition donnerait au C.S.M. la possibilité de mieux assurer l'indépendance de la fonction judiciaire de l'Etat, et de mieux nommer par le président de la République, sur présentation du C.S.M., celui-ci établirait lui-même chaque année les tableaux d'avancement et serait donc investi des pouvoirs de cette commission ; il assurerait, bien sûr, la discipline des magistrats, écartant en cette circonstance prévue par la loi, les attributions de la Cour de cassation. Ses attributions, dans le détail desquelles je ne rentrerai pas, s'inspireraient très largement de celles qui lui avaient été reconnues par la Constitution de 1946.

Un secrétariat administratif important devrait être mis à la disposition de cet organisme. Les pouvoirs de la magistrature, par exemple en matière fiscale ou douanière ?

Jusqu'à quand continuera-t-on à tolérer que de hauts fonctionnaires ou des militaires de haut grade, parce qu'ils ont acquis au

service de l'Etat, des connaissances, des expériences et des relations, se voient offrir dans des affaires privées, nationales ou multinationales, des postes rémunérateurs, pour leur seul profit, mais par la même occasion, à l'encontre de l'intérêt même de l'Etat ?

En revanche, le procureur comme le substitut, s'ils sont tenus par le devoir hiérarchique, sont en même temps magistrats dans la mesure où ils disposent d'un pouvoir propre : celui d'apprécier l'opportunité des poursuites et celui, par exemple, de prendre des conclusions ou des réquisitions, ou de proposer des poursuites disciplinaires, mais l'acte qu'ils auront effectué n'en produira pas moins tous ses effets. Mais il peut être choquant, compte tenu du fait qu'ils n'auront exercé que des pouvoirs qui sont les leurs, que la décision sur les poursuites disciplinaires soit confiée au seul ministre, devenant ainsi, en quelque sorte, juge et partie.

Aussi je pense qu'il est souhaitable que, contrairement à certaines suggestions, le contrôle du garde des sceaux sur l'action publique, aussi bien dans son prin-

cipe que dans son exercice, comme les pouvoirs dont il bénéficie en matière civile, peuvent être maintenus. Mais je me demande si, en revanche, il ne serait pas possible, pour renforcer l'unité du corps de la magistrature et renforcer aussi l'indépendance des magistrats du parquet dans l'exercice des pouvoirs propres qu'il détient, de la loi de prévoir que leur nomination et leur discipline dépendent désormais du Conseil supérieur de la magistrature tel que nous l'avons décrit. Il suffirait peut-être d'envisager une représentation propre des membres du ministère public au sein du C.S.M.

Peut-être que le corps des magistrats, recrutés par un même concours, sortis de la même école, pouvant être nommés du siège au parquet et inversement, par un organisme unique, à la tête duquel est placé le président de la République, et auquel on donnerait un véritable pouvoir de nomination, ne pourrait-il pas contribuer à l'amélioration du fonctionnement de la justice.

La sécurité

Pour ceux qui parlent du laxisme de la justice, je voudrais dire qu'il serait heureux que généralité et indulgence soient au cœur de tous les hommes. Pour ceux qui, au contraire, veulent que la justice soit sévère, je voudrais dire que la justice doit être humaine.

Certains nous parlent abusivement de « prisons trop étroites ». A ce sujet, je demanderais : savez-vous ce qu'est la prison ? C'est un lieu où l'on enferme des hommes, des femmes et des enfants, et où l'on leur fait subir des souffrances physiques et morales.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la vie en prison ? C'était un lieu où l'on était traité comme un animal, où l'on était humilié, où l'on était humilié.

Certains nous parlent aussi de « justice trop lente ». A ce sujet, je demanderais : savez-vous ce qu'est la justice ? C'est un service qui doit être rendu à tous les citoyens, et qui doit être rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

En 1938 ? Avez-vous pu imaginer ce qu'était la justice ? C'était un service qui était rendu à tous les citoyens, et qui était rendu rapidement.

### Le ministère public

Le problème de l'avancement se pose au parquet aussi, où il n'est pas souhaitable que l'on puisse dire que, comme en d'autres temps on distribuait les charges, de nos jours on distribue les postes ; le problème du pouvoir disciplinaire y est également aigu.

L'incident concernant un substitut de province, qui a joué comme un révélateur, a donné lieu à une véritable empoignade entre le ministre alors en fonction et le substitut, qui esquivaient et contre-attaquaient par la voie des mass media. Mais si le sub-

### Le ministère public

stitué a bien tenu, je ne pense pas que le ministre y ait trouvé un prestige accru.

Et cela prouve une chose : le garde des sceaux est responsable devant le Parlement, en tant que membre du gouvernement, des instructions qu'il a pu donner par exemple en ce qui concerne l'ouverture d'une information, un classement sans suite ou telles réquisitions prises en son nom, aussi bien en matière civile que pénale. Et je pense qu'à ce sujet les choses sont comprises.

## Une manifestation concrète de la coopération franco-saoudienne.

51 avenue George-V, Paris, 75008. Tél. 720.86.08

## البنك السعودي

AL SAUDI BANQUE

## Télex

NOTRE POUR VOS COMMUNICATIONS. Vous nous téléphonez ou nous vous télégraphions. Nous vous répondons par télex.

8, rue des Petits Champs, 75008 PARIS CEDEX 02

## PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Avec un diplôme et une expérience, vous pouvez vous inscrire à l'École Préparatoire de l'Administration.

4, rue des Petits Champs, 75008 PARIS CEDEX 02

## VIVRE DANS UNE FAMILLE de Londres Oxford ou Cambridge etc

avec la langue anglaise, le chalet d'un foyer anglais, le shopping et les sports anglais.

A partir de 1275 F. Lc. pour 2 semaines en pension complète.

9 rue Pasquier, 75008 PARIS. Tél. 266.20.13. Tlx. 650018.

## exceptionnel la chine canton

3 croisières avec escales à Canton, Singapour, Hong Kong, Bangkok, à bord du Raza Sayang.

Jet tours - croise east

## CLOTURE DES JEUX DEMAIN APRES-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires. LOTO.







## LA PEINE DE MORT

Une prise de position de «l'Osservatore Romano»

### L'État n'a pas pouvoir de décision sur la vie d'un être humain

De notre correspondant

Cité du Vatican. — «La peine de mort peut-elle encore être considérée comme légitime ?» C'est le titre d'un article de l'Osservatore Romano, publié dimanche 23 janvier sous la plume de son théologien habituel, le Père Gino Concetti.

La réponse est non. Sans hésiter, le Père Concetti contredit des théologiens et des moralistes qui, dans le passé, se sont exprimés en faveur de la peine capitale en fonction des conditions socio-culturelles de leur temps. «L'engagement ainsi est la parole de Dieu et le magistère de l'Église».

Pour bien considérer la peine de mort, affirme le Père Concetti, il faut d'abord réfléchir sérieusement sur la vie. Celle-ci est «sacré et intangible», c'est un «droit inaliénable». Aucun être humain — «quels que soient ses erreurs ou ses actes» — ne peut perdre le droit d'exister. «Nul ne peut décider de la vie de quelqu'un», ni les particuliers ni

même l'État. Ce dernier est «une organisation au service des citoyens», ce qui ne lui donne pas pour autant «un pouvoir de décision irrévocable sur la vie d'un être humain».

Après s'être exprimé à la première personne du singulier, le Père Concetti emploie un «nous» dont on pourrait bien savoir qu'il représente le Saint-Siège. «La mort, écrit-il, nous semble être la pire des solutions, parce qu'elle n'aurait que le pouvoir de punir. Puis, parce qu'elle est anti-humaine. Il y a des méthodes plus dignes de l'homme pour réparer le mal qui a été fait».

R. S.

#### M. JEAN ROYER : une peine juste, digne et exemplaire.

M. Jean Royer, député d'Indre-et-Loire, a été élu samedi 23 janvier au cours du 1er tour des élections législatives à la présidence de la commission des R.P. de la Haute-Normandie.

Il a été élu à la présidence de la commission des R.P. de la Haute-Normandie. Il a été élu à la présidence de la commission des R.P. de la Haute-Normandie.

■ Mgr Jean Badré, évêque de Bayeux et président de la commission épiscopale pour l'opinion publique, interrogé après la publication de l'article de l'Osservatore Romano sur la peine de mort, a notamment déclaré à R.T.L. : «Je crois que c'est le fondement même de la doctrine chrétienne qui nous fait condamner la mort, et qui se manifeste aussi pour l'avortement. C'est la même logique qui peut que nous respectons la vie même pour celui qui ne l'a pas respectée. Je pense à l'allusion à l'affaire Patrick Henry, Mgr Badré a assuré que le verdict de Troyes ne l'avait pas choqué. «Pour un homme, a-t-il expliqué, il faut toujours réserver la possibilité d'une réhabilitation, et d'autre part, l'Église a toujours refusé ce que l'on appelle la vengeance.»

## Le 3<sup>e</sup> congrès du Syndicat des avocats de France

A la recherche du second souffle

C'est dans une salle quelque peu désertée et dans la précipitation que s'est achevé, dimanche 23 janvier, au palais de justice de Bobigny (Seine-Saint-Denis), le troisième congrès du Syndicat des avocats de France (S.A.F.), organisé sur le thème «Le citoyen, l'avocat, le juge : la fonction de la défense» (le Monde 23-24 janvier). Un congrès conjugué, marqué par un faible taux de participation (cent dix avocats sur deux cents inscrits), et au cours duquel les principaux problèmes soulevés, que ce soit le statut ou le rôle de l'avocat, celui de collaborer ainsi que la fonction de défense, ont été débattus. Le congrès a été présidé par M. Paul Bouchet, de Lyon, et a été marqué par un remarquable rapport de la section de Lyon. Une certaine organisation, un programme trop vaste, mais aussi des échanges importants sont probablement à l'origine de ce bilan peu satisfaisant.

Le S.A.F. créé il y a maintenant trois ans et demi n'est pas très connu. Cette organisation proche des partis d'opposition, si elle est parvenue à dégrader un certain nombre de priorités, n'a guère permis à travers ce congrès de faire progresser la réflexion dans des domaines considérés par cette profession comme urgents.

Le rapport de M. Michel Taupier du barreau de Nantes, et celui de la section de Lyon présenté par M. Ugo Lannucci, constituaient pourtant une base de réflexion intéressante sur la fonction de défense dans notre société. Une fonction de défense dont les avocats n'ont pas le monopole mais qui doit contribuer à la transformation du système judiciaire. Pour cette mission, a précisé M. Lannucci, il est primordial de ne pas adopter une attitude de type capitaliste et hiérarchique. Les nécessités du profit ne doivent pas primer sur les besoins de la défense. De même, la subordination de l'avocat envers l'un de ses pairs ou un tiers est incompatible avec la liberté nécessaire de son exercice. Ainsi le rapporteur a-t-il condamné toute forme de collaboration à long terme, ainsi que le principe de la patrimonialité qui permet de céder sa clientèle.

Le S.A.F. a une œuvre de charité ou un bénévolat, car elle pose un grave problème de responsabilité. Doivent-elles alors se cantonner uniquement dans un rôle de dépitage et d'orientation ? Elles répondent à un besoin profond de la collectivité, mais devant la complexité croissante du droit, «ces boutiques sont-elles une réponse adéquate ?», s'est demandé M. Bouchet.

Comme à son dernier congrès, le S.A.F. s'est prononcé contre la peine de mort. Après la décision de Troyes, le congrès a décidé d'engager une campagne pour l'abolition de cette peine en diffusant une pétition. La pétitionnaire autonome des syndicats de police, ainsi que le Syndicat de la magistrature, y ont donné leur accord de principe. Cependant, le Syndicat de la magistrature, qui s'est également prononcé lors de son dernier congrès pour l'abolition de la peine capitale, a refusé de signer la pétition au motif qu'il n'était pas d'accord avec l'argumentation retenue.

MICHEL BOLE-RICHARD.

#### LE NOUVEAU CONSEIL SYNDICAL

Les trente-trois conseillers syndicaux élus sont : M. M. Daniel Boudet (Marseille) ; Paul Boudet (Paris) ; Jean-Louis Brochen (Lille) ; Christine Sigaux-Cornevau (Paris) ; Jean Desmays (Lille) ; Armand Dinet (Paris) ; Jean Dinet (Marseille) ; Pierre Fagère (Cahors) ; Alain Fautier (Grenoble) ; Jeanne Fontana (Metz) ; Xavier Gueffier (Paris) ; Serge Gomis (Paris) ; Marc Heuzé (Paris) ; Francis Jacob (Paris) ; Dany Kretz (Strasbourg) ; Jean-Paul Levy (Paris) ; Claude Michel (Bordeaux) ; Jean-Robert Monod (Chamonix) ; Claude Nicot (Lyon) ; Guy Nové (Bordeaux) ; Pierre Plasson (Orléans) ; Michel Pouchard (Nanterre) ; Nicole Prevost-Bouillon (Paris) ; Pierre Prevost-Bouillon (Paris) ; Roland Rappaport (Paris) ; Michel Redon (Toulouse) ; Pascaline Saint-Arroman-Petrot (Paris) ; Bernard Secherre (Toulon) ; Michel Taupier (Nantes) ; Jean-Paul Tassinari (Bordeaux) ; Sixte Ugoni (Marseille) ; Rudi Zakovier (Paris) ; Rudi Zakovier (Paris).

■ A propos de la grève des avocats, en janvier 1976, un rattachement malencontreux a fait dire à M. Francis Jacob, dans le Monde du 23-24 janvier, qu'il s'agissait d'une «erreur». Bien que le congrès ait manifesté d'importantes réserves, M. Francis Jacob affirme qu'il n'a jamais qualifié publiquement le ralliement du S.A.F. à cette grève comme une «erreur».

## CENT CINQUANTE ANS DE CRIMINALITÉ EN FRANCE

Les statistiques publiées ci-dessous sont extraites du «Compte général de la justice», publication officielle de la chancellerie. Elles portent sur les affaires jugées et se réfèrent donc aux crimes non élucidés (cinq ans). Toutefois, ces statistiques sont établies sur une base constante (les affaires jugées), ce qui explique que les chiffres augmentent tant en chiffres absolus que par rapport à une population qui, en cent cinquante ans, a presque doublé.

	1825	1875	1905	1935	1965	1970	1971	1972	1973	1974
Meurtrés	225	125	264	180	181	174	166	155	145	135
Assassinats	140	100	160	140	100	90	80	70	60	50
Paricides	5	12	12	6	4	2	1	1	1	1
Suppléants	20	10	3	3	3	1	1	1	1	1
Infanticides	75	171	40	25	25	19	17	17	17	17
Coups mortels et autres blessures qualifiées	210	120	140	65	107	85	125	171	166	160
Exécutions capitales	111	22	4	22	16	1	1	1	1	1
Populations (en millions)	28 250 (1821)	37 633 (1875)	40 021 (1901)	41 500 (1936)	46 339 (1962)	49 750 (1968)				52 000 (1975)

### Au Conseil d'État L'expulsion des étrangers coupables d'infractions pénales

Se fondant sur l'article 23 de l'ordonnance du 11 novembre 1945 qui dispose que l'expulsion d'un étranger peut être prononcée par le ministre de l'Intérieur, le Conseil d'État a rendu, le 21 janvier, une décision qui constitue une menace pour l'ordre public ou le crédit public, le ministre de l'Intérieur a été condamné à une peine de prison pour vol, coups et blessures volontaires.

L'intéressé avait obtenu du tribunal administratif de Lyon l'annulation de cette mesure d'expulsion. Pourtant, la police des étrangers est un domaine dans lequel le ministre de l'Intérieur a une prérogative administrative. Le Conseil d'État a estimé que l'expulsion d'un étranger n'est pas une mesure d'ordre public, mais qu'elle relève de l'ordre administratif. Le Conseil d'État a donc annulé la mesure d'expulsion.

Le Conseil d'État a estimé que l'expulsion d'un étranger n'est pas une mesure d'ordre public, mais qu'elle relève de l'ordre administratif. Le Conseil d'État a donc annulé la mesure d'expulsion.

### L'AFFAIRE DE BROGLIE Gérard Frêche et Guy Simoné sont entendus par M. Guy Floch

M. Serge Tesson, inculpé de complicité d'homicide volontaire dans l'assassinat du prince de Broglie, a été entendu vendredi 21 janvier pendant cinq heures par M. Guy Floch, juge d'instruction. Au cours de cet interrogatoire, Serge Tesson a confirmé qu'il connaissait Simon Kolkowicz et Guy Simoné, à qui il aurait présenté Gérard Frêche, rencontré dans un bar de la rue Amiel. Mais l'inculpé affirme, contrairement aux allégations de Frêche et Simoné, qu'il ne se trouvait pas à l'heure du crime, le 24 décembre, rue des Dardanelles, mais au volant de sa voiture entre son domicile, à Cligny-sous-Bois, et Marly-le-Roi. Serge Tesson, qui reconnaît avoir été informé le 23 décembre que le meurtre aurait lieu le lendemain, a expliqué que si Guy Simoné présent l'avait vu au moment du crime, c'est pour accéder à la thèse selon laquelle il se serait rendu tous les deux rue des Dardanelles pour empêcher Frêche d'accomplir son crime.

M. Jean Vlach, âgé de trente-trois ans, sans domicile, a été appréhendé à passage Goix, à Paris-11<sup>e</sup>, chez ses parents. Transféré à Bernay (Eure), il a été inculpé de tentative de vol qualifié et a été placé à la maison d'arrêt d'Evreux. Selon les gendarmes de Bernay, l'enquête a permis d'établir qu'il n'existait aucune relation entre cette tentative de cambriolage et l'assassinat de Jean de Broglie.

A partir de ce lundi 24 janvier, M. Guy Floch, juge d'instruction, entendra deux des principaux protagonistes de l'affaire, Gérard Frêche et Guy Simoné, respectivement auteur et organisateur du crime.

Enfin, il faut noter que M. Bernard André, le témoin entendu mercredi 19 janvier par le juge d'instruction (le Monde du 21 janvier), aurait été, selon son récit, victime d'une attaque, samedi 23 janvier à 4 heures du matin. Alors qu'il se rendait à son domicile, rue Marlin à Paris (19<sup>e</sup>), M. André aurait été agressé par deux jeunes gens qui, après lui avoir dit : «Tu es content de tes déclarations ?», l'auraient frappé à coups de poing. Légèrement blessé, M. André n'a pas porté plainte.

## FAITS ET JUGEMENTS

### Actes de vandalisme à Laval

Des inconnus ont saccagé, au cours de la nuit du samedi 22 au dimanche 23 janvier, les bureaux de l'Agence du Carriér de l'Ouest de Laval. Les bureaux de M. Henri de Gastines, député R.P.R. de la Mayenne, siège de la permanence des républicains indépendants du S.R.P., et certains locaux du palais de justice. Dans ce dernier bâtiment, des dossiers ont été éparpillés sur le sol, les fils du téléphone arrachés, les grilles du casier judiciaire démolies. Mais selon la police, sous réserve d'enquête, il ne semble pas qu'il y ait eu de vol. Dans les bureaux de l'Agence du Carriér de l'Ouest, les fils de deux appareils de téléphone ont été arrachés et un lecteur de cassette volé.

Ces actes de vandalisme n'ont pas été revendiqués. L'enquête menée par la sûreté urbaine de Laval et le S.R.P.J. d'Angers n'a pas permis d'établir pour l'instant si ces «opérations» étaient liées et si elles avaient un but politique. M. Olivier Guichard, ministre de la Justice, devait se rendre ce lundi 24 janvier à Laval pour investir M. Pierre Buron, député R.P.R. de la Mayenne, tête de liste de la majorité pour les prochaines élections municipales.

■ M. Alain Ayache, directeur de l'hebdomadaire le Mieux, a été condamné, jeudi 20 janvier, par la cour d'appel de Toulouse, à 5 000 francs d'amende et à 10 000 francs de dommages et intérêts pour diffamation. Dans son numéro du 12 décembre 1975, le Mieux, sous la signature de René Troune, le journaliste assassiné à Toulouse le 19 février 1976 — avait mis en cause M. Serge Glagetti, président de l'Union fédérale des anciens combattants de la Haute-Garonne.

Le tribunal de grande instance de Toulouse avait condamné le 21 mai 1976, M. Alain Ayache à 1 000 francs d'amende et à 10 000 francs de dommages et intérêts. (Corresp.)

### L'activité du médiateur en pleine croissance.

«Notre rôle n'est pas de nous substituer à l'administration, mais plutôt à l'aider, car nous travaillons, nous, sur des réalités concrètes», a déclaré à l'Assemblée le 18 janvier M. Aimé Paquet, médiateur.

De 1974 à 1975, a indiqué ce dernier, les réclamations ont pratiquement doublé. De 550, elles sont passées à 1 150. Pour 1976, elles se situent entre 3 500 et 4 000. Pour défendre l'administration, M. Paquet dispose lui-même d'une administration de 48 personnes seulement. En 1976, sur les 3 150 dossiers, 2 748 ont été transmis par les députés et 404 par les sénateurs. C'est le parlementaire qui reçoit la réponse et la fait parvenir au requérant. 89 % des réclamations ont été rejetées ; 11,8 % ont été satisfaites et 14,6 % partiellement satisfaites.

Le médiateur, qui jusque-là procédait par recommandations lorsqu'il s'agissait d'un particulier et de propositions lorsqu'il s'agissait d'une administration, en cause et qu'il s'agit d'améliorer le fonctionnement, dispose maintenant d'un pouvoir d'ajustement.

### M. Peanets «dénoué»

La première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par Mme Simone Rogée, a rejeté la demande de M. Charles Schultz tendant à obtenir la destruction du livre de Mme Marion Vidal-Monstier Schultz et ses poèmes, publiés aux éditions Albin Michel (le Monde du 10 décembre 1976). Le tribunal a estimé que «l'aspect pornographique» et que «les dénominations qui ont été utilisées pour décrire la destruction du livre de Mme Marion Vidal-Monstier Schultz et ses poèmes, qu'ils considéraient comme leur matière, que, tout aussi admiratif que celui de Marion Vidal, leur hommage est seulement plus corréatif».

Le tribunal a en outre, condamné les demandeurs aux dépens.

## S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

### L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de chevelure. Ils ont constaté que les cheveux tombent et se cassent à cause de la pollution, du stress, de la mauvaise alimentation, de la mauvaise hygiène, de la mauvaise coiffure, de la mauvaise utilisation des produits capillaires.

### L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de traitement capillaire EUROCAP, si ce n'est leur efficacité et leur sécurité. Les spécialistes EUROCAP ont traité des milliers de cas de chevelure. Ils ont constaté que les cheveux tombent et se cassent à cause de la pollution, du stress, de la mauvaise alimentation, de la mauvaise hygiène, de la mauvaise coiffure, de la mauvaise utilisation des produits capillaires.

### DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux ternes, secs, cassés, ce sont là des manifestations d'auto-défense de votre système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvaise état.

### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette santé capillaire. Elle a mis au point des produits hypertoniques qui traitent le cuir chevelu et favorisent ainsi la croissance naturelle des cheveux.

### LA DIFFÉRENCE

Les spécialistes EUROCAP ont examiné et traité des milliers de cas de chevelure. Ils ont constaté que les cheveux tombent et se cassent à cause de la pollution, du stress, de la mauvaise alimentation, de la mauvaise hygiène, de la mauvaise coiffure, de la mauvaise utilisation des produits capillaires.

### EUROCAP

#### INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>re</sup>) - Tél. 260-38-84  
LILLE : 18, rue Faidherbe - Tél. 21-24-15  
BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. 25-25-54  
TOULOUSE : 62, rue de la Pomme - Tél. 25-25-54  
NANTES : 3/4, rue Chapelle - Tél. 75-00-11

Nous vous aiderons à pénétrer un marché de 142 milliards \$ d'investissements.

51 avenue George-V, Paris, 75008. Tél. 720.86.08

البنك السعودي

AL SAUDI BANQUE







# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## LES INCERTITUDES CONJONCTURELLES

### Blocages et bricolages

En ce début 1977, le monde occidental, après le brillant redressement des douze derniers mois, semble hésiter et à nouveau douter de lui-même. Les productions industrielles, après s'être fort bien portées, ralentissent. Le chômage tend à remonter. Les investissements ne repartent que difficilement.

Pour les pays à monnaie faible comme la Grande-Bretagne, l'Italie et la France, rien d'étonnant : avec leur excès de revenus et de prix, leur système monétaire entraînant des difficultés de balance des paiements, ils ne peuvent prétendre à un redressement durable. Mais le fait est plus surprenant pour les pays forts tels l'Allemagne, les États-Unis ou le Japon, qui ont réussi à assainir leur économie et à réduire leur inflation. Comment comprendre cette évolution qui a entraîné un brusque changement du climat mondial et a même provoqué, un moment, une nouvelle psychologie de crise ?

Remarquons que la situation est très particulière : les courbes de production sont plates, mais elles ne sont pas en chute. En Allemagne et aux États-Unis on constate même un début de remontée spontanée et les Bourses repointent partout vers le haut. Une nouvelle dépression n'est pas possible, mais en revanche le retour à une expansion franche et équilibrée ne sera pas facile et exigera en tout état de cause de nouvelles interventions publiques et de nouveaux déficits budgétaires. Comment l'expliquer ? Comment la reprise a-t-elle pu tourner court et aussi vite ? Quelles solutions envisager ?

L'explication serait probablement facilitée si on pouvait combler une des lacunes majeures de nos moyens d'observation économique. En effet, ceux-ci sont essentiellement axés sur les flux et très peu sur les situations. Pour utiliser une comparaison avec l'entreprise, disons que l'on raisonne presque uniquement en termes de compte d'exploitation, pratiquement pas en termes de bilan. Cette lacune était peu gênante tant que l'évolution était restée continue. Mais quand les économies

MAURICE BOMMENSATH.  
(Lire la suite en page 22.)

(1) Ceci restera le cas tant que les échanges et la répartition internationale des activités ne se seront pas redressés. Deux exceptions : l'Allemagne et le Japon. En revanche, pour les États-Unis, le problème demeure entier.

(2) Si les bilans actuels des entreprises restent équilibrés, c'est tout simplement parce qu'elles ont arrêté tout investissement de capacité et réduit leurs stocks au minimum. Mais leurs bilans potentiels dans un contexte de redressement seraient beaucoup plus tendus !

## UN COLLOQUE FRANCO-ÉGYPTIEN

### L'inflation dans les pays arabes

De notre envoyé spécial

Le Caire. — Se demander si la ville du Caire deviendra dans un proche avenir, avec Beyrouth (qui se relève vite de ses cendres...), la capitale financière du monde arabe, comme elle en est déjà la capitale intellectuelle, artistique, et jusqu'à un certain point politique, peut apparaître étrange après les tragiques événements qui viennent de se dérouler en Égypte.

Telle est pourtant l'une des ambitions du président Sadat, qui a fait promulguer en 1974, une loi offrant une complète liberté de manœuvre aux banques étrangères désireuses d'opérer sur le marché international des capitaux à partir de l'Égypte. Un certain nombre d'établissements financiers, européens et américains, ont répondu à l'appel. Ils ont, à toutes fins utiles, installé une antenne au Caire. Vingt-cinq banques étrangères sont ainsi représentées dans la capitale égyptienne. Une moitié environ d'entre elles ont commencé leurs opérations certaines, il est vrai, sont implantées depuis fort longtemps comme le Crédit lyonnais qui exerce son activité sur le marché égyptien.

L'existence, au moins en pointillé, d'une communauté financière internationale dans cette ville a joué un rôle dans la décision prise par la Revue politique et parlementaire, que dirige M. Jacques Riboud, et la Société égyptienne d'économie politique, de se réunir et de légiférer d'organiser un colloque monétaire franco-égyptien du 14 au 17 janvier. Même si le sujet proposé, et le thème dont il a été le plus souvent traité, était passablement académique, certaines des interventions, les meilleures, ont été à leur façon la réalité ambiante qui allait, à quelques jours de là, se révéler de façon si explosive.

Tel a été le « papier » — comme on dit dans les colloques américains (après desquels celui-ci, il faut bien le dire, faisait figure de petit tout petit frère) — que présente M. Ismail Sabri Abdalla, ancien ministre, qui occupe aujourd'hui les fonctions de président de l'Institut national de la planification. M. Abdalla apporte une certaine caution de gauche à un régime dont l'orientation générale, tout au moins quant à ses intentions, va, on le sait, dans le sens contraire. Dans l'exposé de vingt pages qui fut devant les quelques soixante-dix participants du colloque (parmi lesquels

on comptait un grand nombre d'universitaires), M. Sabri Abdalla fit une seule fois allusion au « capitalisme monopolistique », et encore dans une citation tirée d'un ouvrage de jeunesse, comme il le dit lui-même. Cette relative discrétion, qu'on aurait prise, en France pour de l'habileté, convenait à la pensée subtile du conférencier qu'il exprimait avec autant de vigueur que d'élégance. M. Sabri Abdalla, à qui revenait de parler du « système monétaire en relation avec le nouvel ordre économique international », trouva à l'occasion d'exposer, avec ses idées personnelles, les suggestions faites, il y a deux ans et demi à Mexico, par le « Forum du tiers-monde » dont il est un des membres, à la veille de la septième session spéciale des Nations unies (septembre 1975).

Le point de départ, c'est l'inadaptation du système actuel, tel qu'il est appliqué par le Fonds monétaire, aux besoins des pays en voie de développement. Et de citer un certain nombre d'exemples dont le dernier peut paraître aujourd'hui prophétique à la lumière des heures suivantes : le 19 janvier et les jours suivants le Fonds monétaire, dont les « 77 » pourraient, selon M. Sabri Abdalla, se retirer sans grand dommage, persévère dans son désir d'appliquer au tiers-monde des remèdes conçus pour d'autres maladies. Exemple classique : exiger la dévaluation sous prétexte que le taux de change de la devise nationale n'est pas réaliste (1). Or, les effets qu'on s'attendait de la dévaluation dans les pays développés se produisant rarement dans un pays en voie de développement où la plupart des exportations et des importations sont rigides à moyen terme. En revanche, la hausse des prix des équipements et des produits intermédiaires réagit sur les prix de revient et entraine ainsi les exportations au lieu de les stimuler. Le même phénomène se produit pour les salaires dans les cas où le pays importe une part substantielle des produits alimentaires.

(1) Voir à cet égard p. 21 l'article sur le Zaïre.

PAUL FABRA.

(Lire la suite en page 20.)

## L'IDI : la nécessaire revente de ses participations...

« A IDE-TOI le ciel t'aidera. » Les responsables de l'Institut de développement industriel (IDI) avaient sans doute en tête ce vieil adage lorsqu'ils décidèrent d'acquiescer 44,07 % de la société Gaz et Eaux. Cette opération marque une étape importante dans l'histoire de cet organisme créé en 1970, pour aider au développement des entreprises petites et moyennes par le biais de prises de participation, ou d'apports de fonds propres. C'est la première fois que l'IDI s'intéresse à une société de portefeuille, de surcroît cotée en Bourse. En l'occurrence, l'IDI a couru en pensant à son propre développement : un portefeuille d'actions, Gaz et Eaux est en effet en mesure de racheter à l'IDI un certain nombre de participations qu'il a acquises au fil de ses interventions. Les dirigeants de l'IDI espèrent ainsi accélérer la rotation des capitaux qu'ils investissent, problème essentiel puisque, à compter de 1980, ils ne pourront plus compter sur les augmentations de capital que consentait à l'IDI ses actionnaires.

L'IDI, dont la courte existence a été quelque peu agitée, trouve là son troisième souffle. Reste à savoir si cette opération n'entraînera pas un changement dans les objectifs et l'action de cet organisme original qui a tant de marier prise de risques et rentabilité.

parce qu'il n'est pas dans la vocation de l'IDI de renforcer la puissance des grands groupes.

La prise de participation dans Gaz et Eaux est, en effet, une société de portefeuille cotée en Bourse. On trouve dans son conseil quelques-uns des plus grands investisseurs institutionnels. Sa vocation est de gérer des participations industrielles. Elle est donc en mesure d'acquiescer certaines de celles de l'IDI, qui, à cette occasion, franchit une nouvelle étape de sa vie agitée.

### Suspect à beaucoup

La création de l'Institut de développement industriel (IDI) fut annoncée le 16 septembre 1969 par M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, dans un discours prononcé devant l'Assemblée nationale. Une lettre de mission adressée le 9 décembre de la même année à M. Maurice Scholgel, directeur général du Crédit lyonnais, qui devait être le premier président de l'IDI, rappelait les objectifs prioritaires qu'assignait le gouvernement à ce nouvel organisme : « Favoriser l'accélération du rythme de croissance de l'industrie française en contribuant, par des interventions de caractère temporaire, à renforcer l'assise financière des entreprises qui souffrent d'un manque de fonds propres. » Son action devait être « réservée à des entreprises offrant des perspectives de rentabilité assurée dans des secteurs d'activité considérés ou appelés à connaître une forte croissance ». En clair, les structures financières des entreprises petites et moyennes étant apparues fragiles (déjà !), un organisme était créé pour leur venir en aide en intervenant au milieu de leurs fonds propres soit par le biais d'une émission d'obligations convertibles, soit par celui d'une prise de participation dans leur capital. L'IDI n'était pas appelé à devenir un actionnaire permanent. Sa mission était d'aider les entreprises viables à franchir un cap difficile, puis de se dégarer en vendant sa participation afin d'utiliser le fonds ainsi dégagé à d'autres opérations.

La création de l'IDI fut précédée de négociations difficiles. Quelle devait être la part de l'Etat dans le nouvel organisme ? De quels moyens devait-il disposer ? Finalement, le 5 juin 1970, le conseil d'administration de l'IDI se réunit pour la première fois. Son capital initial était de 333 millions de francs (comme qui dirait, être rapidement portée à 1 milliard de francs, assuraient-on).

(1) Cette participation est aujourd'hui de 44 %.

et avait été soumise à hauteur de 39,1 % par l'Etat (1). Outre l'Etat, on trouvait parmi ses actionnaires le Crédit national (11 %), les trois banques nationalisées (8,9 % chacune), les Sociétés de développement régional (S.D.R.) et plusieurs banques privées.

Les débuts furent difficiles. L'IDI était suspect. Pour les uns, il n'était que le bras séculier de l'Etat, qui entendait par son intermédiaire renforcer sa mainmise sur l'industrie. Pour d'autres, il était assimilé à une infirmerie pour canards boiteux. Les S.D.R. s'interrogeaient, ainsi que le Crédit national, qui voyaient surgir un nouveau venu dans leur secteur d'activité traditionnelle. Les banquiers, de leur côté, considéraient d'un mauvais œil ce concurrent — dirigé de surcroît par un ancien banquier — qui leur jetait dans les jambes, alors que les prises de participation dans les entreprises offraient ou pouvaient offrir des sources de profit non négligeables. M. Scholgel avait beau déclarer que l'« IDI est un organisme complémentaire qui n'intervient que si le secteur bancaire et financier est pratiquement défaillant ou n'est pas intervenu », la méfiance restait de règle. L'Etat ne lui facilitait pas la tâche en lui imposant une prise de participation dans la C.I.I.

### La crise de 1973

La crise ouvrit. Elle éclata au printemps de 1973 et eut pour origine les difficultés financières de l'IDI. Contrairement aux promesses qui avaient été faites, ses actionnaires ne s'étaient entendus que pour ne pas souscrire aux augmentations de capital. L'IDI ne disposait que des 333 millions de francs versés en 1970 et était menacé d'asphyxie. Les pouvoirs publics furent saisis du dossier. Une somme de 100 millions de francs fut débouquée. Certains actionnaires banquiers se refusant de participer à l'opération, l'Etat couvrit leurs participations. Bref, les choses s'arrangèrent. Il est vrai qu'entre-temps M. Scholgel, homme de forte personnalité, qui n'avait pas que des amis dans les milieux bancaires, s'était retiré, et avait été remplacé par un industriel, M. Laurent Boix-Vives.

L'IDI avait obtenu un ballon d'oxygène. Il lui fallait maintenant sortir du ghetto, faire un bilan et affiner sa stratégie. Son directeur général, M. Jacques Lallemand, allait s'y employer. Il s'attacha d'abord à « clarifier » les relations avec les actionnaires bancaires auxquels il démontra que l'IDI, plus qu'un concurrent, est un partenaire.

PHILIPPE LASARGE.

(Lire la suite en page 20.)

## BULLETIN

### L'agressivité des banques françaises

C'est le métier du banquier d'attirer chez lui les dépôts et de prêter, moyennant un profit, les sommes correspondantes. Le jeu risque de devenir dangereux lorsque les crédits vont à des débiteurs peu sûrs ou sont consentis pour une période de temps plus longue que la durée des dépôts. Dans un récent article (paru dans son livraison du 17 janvier), l'hebdomadaire américain Business Week reproche aux banques françaises de commettre sur le marché international des capitaux.

C'est un fait que, depuis un certain nombre de mois, les grands établissements financiers de la place de Paris, à commencer par les trois banques nationalisées, se montrent particulièrement actifs pour faire venir à elles les « pétrodollars », profitant notamment du fait que les banques américaines, soucieuses de limiter leurs risques, sont devenues moins enclines à augmenter leurs engagements. Les banquiers français se prévalent de la politique pro-arabe du gouvernement français pour convaincre leurs déposants qu'à Paris, au moins, quelles que soient les vicissitudes de la situation au Proche-Orient, ils ne craignent aucun blocage de leurs comptes. Ils n'hésiteraient pas, pour satisfaire le désir des nouveaux capitalistes du pétrole de garder leurs avoirs sous la forme la plus liquide possible, à acquiescer des fonds immobilisés pour sept jours seulement. Ces dispositions sont en outre prises pour des échéances plus longues, à des banques étrangères, notamment espagnoles, italiennes et grecques. La différence de taux d'intérêt, due à l'écart entre les échéances, assure aux banquiers français de substantielles bénéfices. D'où les commentaires plus ou moins malveillants auxquels ils s'exposent de la part de leurs confrères étrangers et dont Business Week se fait l'écho.

L'un des arguments avancés pour dénoncer l'agressivité des banques françaises est l'avantage que leur procure leur statut d'établissement nationalisé. Alors qu'en Suisse, par exemple, les banques sont tenues à ne pas laisser tomber au-dessous de 9 % la proportion de leurs fonds propres par rapport à leurs dépôts, une telle limitation n'existe pratiquement pas en France où le pourcentage est de l'ordre de 1 %. Propriété de l'Etat, les grands établissements nationalisés sont en fait à l'abri du risque de faillite, tout se passant comme s'ils bénéficiaient d'une garantie non écrite du Trésor.

A cela on peut rétorquer que, même si elles n'ont pas à répondre de leurs résultats devant des actionnaires privés, les banques nationalisées n'échappent pas aux règles de gestion classiques. Qu'on se souvienne de l'émotion causée en 1974 par la révélation d'un exercice déficitaire au Crédit lyonnais ! Aucun expert n'a jamais pu de surcroît établir quel était le meilleur « ratio » à respecter entre le capital et les dépôts. Il n'est que la thèse sous-jacente aux critiques adressées au système bancaire français mérite réflexion. Un des meilleurs économistes de Wall Street soulignait récemment qu'une des raisons du succès relatif remporté par les États-Unis dans leur lutte contre l'inflation était que les banques de ce pays relevaient toujours du secteur privé. Cela les avait obligées à corriger plus vite que d'autres les excès qu'elles avaient commis antérieurement. Le débat reste ouvert, car ce n'est un secret pour personne qu'un établissement comme la Chase Manhattan Bank, pour ne citer que lui, a mené pendant des années une politique de prêt particulièrement aventureuse.

## ★★★★ EN BELGIQUE

ANVERS

tél. : (31) 87 68 50

télex : 33619

BRUXELLES AÉROPORT

tél. : (2) 720 60 50

télex : 28595

NAMUR

tél. : (81) 71 58 11

télex : 59031

KNOKE

LE ZOUTE

tél. : (50) 60 06 06

télex : 81657

RESERVATION CENTRALE PARIS 657 11 43 TELEX 200432









PROBLÈMES AFRICAINS

# Zaire : restauration du crédit sous la surveillance du F.M.I.

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — « C'est un budget de guerre », lançait récemment le président Mobutu en présentant son programme de redressement de l'économie zairoise pour 1977. Le recours au langage martial, en pareille circonstance, n'a pas paru abusif. C'est, en effet, une situation instable économique, à l'issue encore incertaine, que les responsables zairois se disposent à livrer dans les prochains mois. Réduire l'endettement, ce démon familier, restera, cette année, leur souci majeur. L'enjeu est d'importance : la dette de l'Etat zairois est estimée à 2,9 milliards de dollars, dont 1,7 milliard de créances à long terme, soit approximativement la valeur du produit national brut.

En raison de l'effondrement en 1974 (dans une proportion de 3 à 1) du cours du cuivre, dont le Zaire est le cinquième producteur mondial, l'endettement a atteint, deux ans plus tard, son « seuil de tolérance ». L'Etat zairois, au bord du krach, n'était plus en mesure d'honorer ses engagements financiers internationaux. Rien qu'en 1976, il devait rembourser 180 millions de dollars en capital et 120 millions en intérêts.

Aussi — nécessité fait loi — le Zaire a-t-il créé un précédent en demandant le premier pays du tiers-monde à demander à ses créanciers la renégociation globale de sa dette extérieure. Cédant aux pressions amicales et conjuguées des experts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, il s'est engagé dans une procédure en deux temps. Première étape en juin 1976 : le Zaire sollicite les dons des créanciers du Club de Paris — dont la France, les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale et la Belgique — de lui accorder un moratoire, qu'il obtient sans trop de peine. Le remboursement de 85 % des dettes contractées auprès des gouvernements occidentaux s'étendra sur dix ans : tel est le principe de l'accord général, que prolongeront des négociations bilatérales.

La seconde phase s'est ouverte à l'automne. Il s'agissait, cette fois, d'examiner les conditions d'acquisition de la dette privée (de l'ordre de 700 millions de dollars). Réunis à Londres, les délégués de treize banques, ayant à leur tête la Citibank américaine et représentant cent six établissements, attribuent au Zaire, le 5 novembre 1976, un délai de grâce de six mois. Kinshasa promet de régler, sitôt que possible, ses arriérés d'intérêt (40 millions de dollars), ce qu'il fit quelques semaines plus tard. Il fut convenu qu'au printemps

de l'année 1977, le syndicat bancaire, en contrepartie, lui allouerait un important prêt (250 millions de dollars). Cet engagement, toutefois — c'est là l'essentiel — fut assorti de sévères préséances.

Au Zaire, en fait, une seule voie était proposée, celle de l'austérité, qui requiert discipline et orthodoxie. Aide-toi, les banques t'aideront. Kinshasa n'eut donc pas d'autre choix que se plier aux désirs de l'Internationale bancaire, principalement du F.M.I. D'où l'élaboration d'un programme de redressement reposant sur « quatre piliers » : assainissement des finances publiques, utilisation plus judicieuse des devises, meilleure gestion des entreprises, planification. Comprimer les dépenses publiques, donner la chasse au gaspillage, contingentiser les importations, améliorer la balance des paiements : voilà les objectifs essentiels du « budget de guerre ». Un tel arsenal de résolutions devrait rassurer les bailleurs de fonds du Zaire. Celui-ci, selon toute vraisemblance, disposera donc, dans quelques mois, du prêt promis en novembre, et aura de nouveau accès au marché international des capitaux. En échange de quoi, il se libérera à petites doses, de ses dettes commerciales.

## Un cas exemplaire

Le cas zairois est exemplaire, à un double titre. Il illustre, d'une part, le changement de nature de l'endettement des pays du tiers-monde qui ne produisent pas ou guère de pétrole. Ceux-ci, naguère, empruntaient surtout à la Banque mondiale, au F.M.I. ainsi qu'aux banques régionales de développement. Aujourd'hui, les banques commerciales, qu'inspire d'abord la recherche du profit, financent, aux côtés des gouvernements, une part sans cesse croissante des prêts au tiers-monde (40 % en 1976 contre seulement 15 % en 1970). Le recours de plus en plus fréquent aux crédits du secteur privé s'accompagne, au Zaire comme ailleurs, d'une hausse éperouvante des taux d'intérêt.

La solution zairoise fera-t-elle école ? Les milieux bancaires, voyant dans la double négociation de Paris et de Londres un banc d'essai pour d'autres pays, plus endettés encore (Brésil, Mexique, Indonésie, etc.), ont rendu hommage à la sagesse du Zaire. Pour M. Friedman,

dirigeant de la Citibank, « la négociation zairoise est la preuve que chaque pays, n'importe lequel, est capable de restaurer son crédit ».

Mais si ce contentieux a pu être — provisoirement — apaisé en douceur, n'est-ce pas aussi — surtout ? — parce que les milieux financiers occidentaux, notamment américains, avaient un intérêt politique évident à maintenir à flot l'économie d'un pays « ami », aux richesses potentielles alléchantes ? La rentabilité de l'opération, quoique difficile à évaluer, n'en est pas moins réelle. Au revers de la médaille, figure d'ailleurs la dépendance accrue de Kinshasa à l'égard du F.M.I., qui, désormais, exerce pratiquement un droit de regard sur l'économie zairoise. C'est lui qui, en mars 1976, conseilla de dévaluer la monnaie (- 42 %), décision depuis lors très controversée.

L'économie, en tout cas, pourrait rester longtemps convalescente. De l'avis du président Mobutu, la facture pétrolière, en 1977, sera encore très douloureuse. L'exploitation de plusieurs gisements « off shore », qui fera rapidement du Zaire un pays exportateur, ne le dispense pas, pour l'instant, d'importer du pétrole et des sous-produits (coût : 160 millions de dollars). L'inflation ne s'est guère essouffée, atteignant 90 % en 1976. Le code des investissements, bien que très libéral, ne suffit pas à séduire les capitalistes étrangers, quelque peu échaudés. En revanche, la balance des paiements est en voie de rétablissement.

Mais c'est le secteur agricole, trop longtemps négligé, qui réclame les plus vifs efforts. L'insuffisance des terres cultivées (1 % de la superficie totale), la faiblesse des investissements, l'extrême complexité des problèmes de communication, donc de ravitaillement, la congestion des grandes villes gonflées par l'exode rural, expliquent, on le voit, l'absence régulière de la production agricole. En 1976, le Zaire dut affecter un tiers de ses gains en devises à l'achat de produits agricoles étrangers, alors qu'avant l'indépendance ses exportations dans ce domaine rapportaient autant que les ventes de cuivre. Dès lors, on comprend que l'autosuffisance alimentaire figure — en tête des objectifs — dans le développement intensif et prolongé de l'agriculture rendra moins vulnérable une économie trop soumise jusqu'ici aux caprices du métal rouge et qui, à terme, possède d'immenses atouts.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

# Un an de participation en Iran

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Mohamed Reza chah passe pour un admirateur de Charles de Gaulle. Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'empereur d'Iran ait inscrit « la participation » parmi les principes de sa « révolution blanche ».

Le shahinshah du 24 avril 1976 dispose que le secteur industriel d'Iran et les entreprises privées devront verser respectivement 99 % et 49 % de leurs actions aux travailleurs manuels. Pour être soumises à ce décret, les sociétés doivent employer au moins cent personnes et exercer une activité de production directe depuis au moins un lustre ; elles doivent en outre répondre à l'un des trois autres critères suivants : détenir un capital représentant l'équivalent d'au moins 7 millions de francs, avoir des immobilisations d'un montant minimum de 14 millions de francs ou atteindre un chiffre d'affaires annuel de 19,5 millions de francs.

Après cinq années d'existence, les nouvelles entreprises, entrant également dans le champ d'application du décret.

L'empire des Pahlavis compte sept mille sociétés par actions. De trois cent vingt à trois cent cinquante d'entre elles sont concernées par la loi sur la participation. Dans les firmes privées où le capital est en partie étranger, les 49 % d'actions revendues sont prélevées uniquement sur la part iranienne, les actions provenant d'investissements étrangers n'étant mises en vente que dans la mesure où elles dépassent un pourcentage légal variable selon les branches : 15 % dans les unités alimentaires et textiles, 30 % dans la métallurgie et les industries, 25 % dans l'industrie chimique et l'agro-industrie, 35 % dans la pétrochimie. Dans le secteur d'Etat, un amendement constituant une entorse sérieuse à l'esprit du shahinshah, en dernier ressort, dispensé de se soumettre à la nouvelle législation les quatre grandes compagnies nationales d'importance « stratégique » ayant respectivement en charge l'exploitation des hydrocarbures, la fabrication des armes et celle de l'aider et le conditionnement des tabacs. Les salariés de ces quatre entreprises peuvent acheter des parts dans d'autres sociétés privées ou publiques. Il convient toutefois de noter que ces dernières, sans doute jalouses de l'exemption accordée aux quatre principales d'entre elles, se sont jusqu'à une date récente montrées peu pressées de revendre leurs actions. Le pouvoir, d'ailleurs, a paru surtout vouloir, en début d'expérience, mettre le secteur privé à l'épreuve.

## Opérations rondement menées

Dans celui-ci, les opérations ont été rondement menées dès les derniers mois de 1975 et elles se poursuivent en 1976. Près de deux cents sociétés ont dû mettre en vente, pendant l'année écoulée, jusqu'à 40 % de leurs actions. Avant le fin de la décennie, 49 % des parts des sociétés privées concernées par le shahinshah et en principe 99 % de celles des compagnies d'Etat non dispensées de vendre, être entre les mains des salariés de l'industrie.

Deux mécanismes de redistribution des parts ont été mis en œuvre : la Compagnie nationale iranienne d'investissement a reçu mandat d'acheter 5 % du capital des principales entreprises par actions et de les revendre aux ayants droit par l'intermédiaire de la Bourse de Téhéran, le reste des actions destinées aux tra-

vailleurs étant racheté, puis revendu, par l'Organisation financière d'Iran pour la propagation de la propriété industrielle. Ce fonds est également qualifié pour accorder aux éventuels nouveaux actionnaires des prêts décaissant, à 4 % d'intérêt, à partir de trois ans d'ancienneté dans une usine, chaque travailleur a le droit d'acheter jusqu'à 35 000 francs d'actions.

Bien que l'ouvrier persan soit relativement mieux payé que celui de nombre d'autres pays pétroliers et que les salaires aient été améliorés en 1976 (35 % d'augmentation dans l'industrie et 48 % dans le bâtiment), on discerne mal comment il pourra, à moins d'avoir le génie des affaires, à la façon des circons de nos américains devenus milliardaires, se procurer des parts pour un tel montant. Aussi bien, aucun mécanisme de contrôle du plafond de 35 000 francs n'a-t-il été institué.

Bien non plus, apparemment, n'empêche un salarié détenteur d'un portefeuille d'actions d'aller vendre celui-ci à un non-salarié sur le marché boursier libre de Téhéran.

Un autre obstacle à une large répartition des actions parmi les travailleurs de l'industrie nous paraît être le fait que, malgré les informations diffusées, nombre d'ouvriers comprennent assez mal l'intérêt représenté pour eux par cette forme de participation (après de 60 % des Iraniens sont encore illettrés, malgré la campagne d'alphabétisation à l'échelle nationale conduite depuis des années par l'armée du savoir).

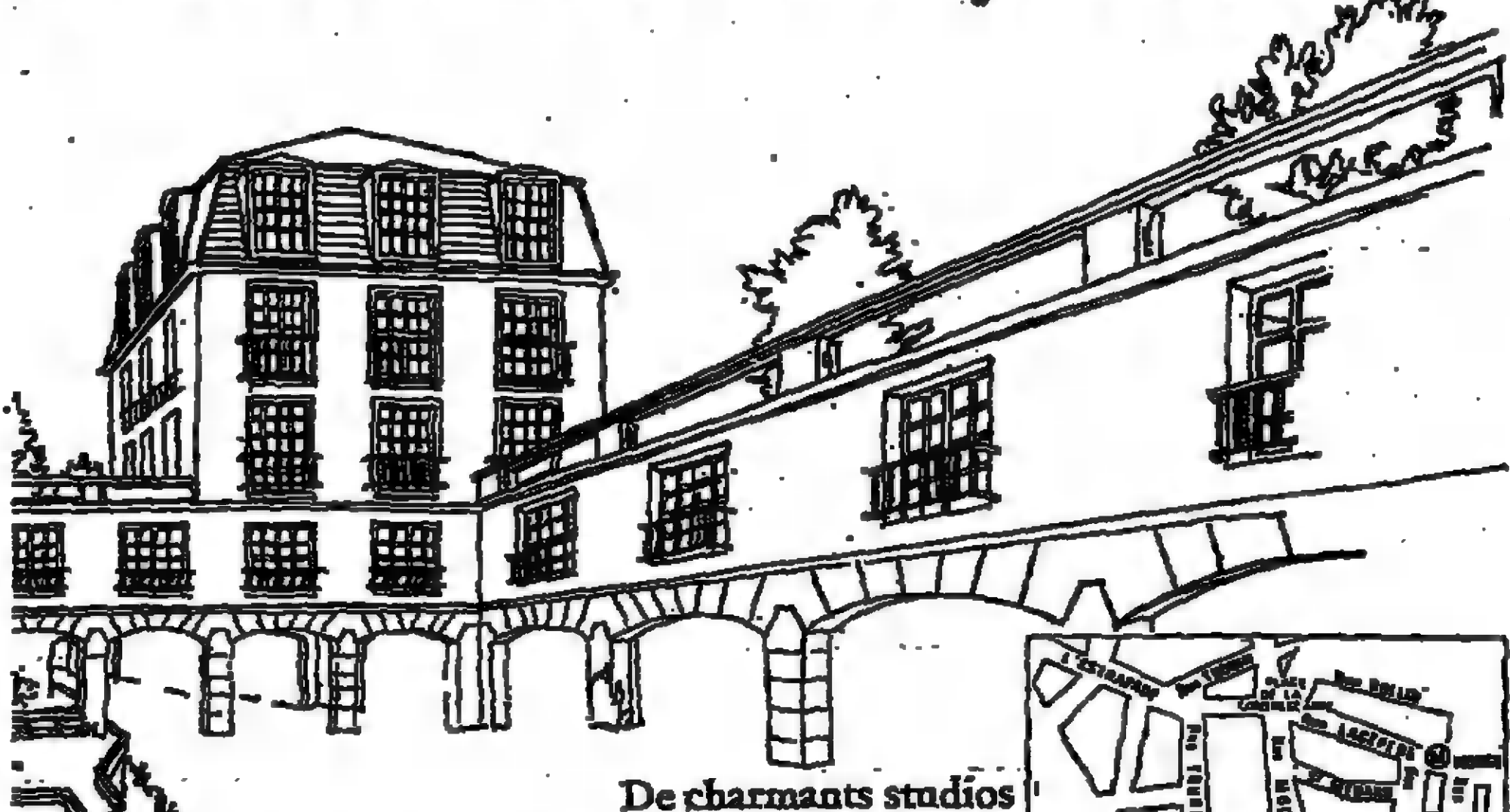
Les entreprises sont remboursées en bons d'Etat négociables, d'une durée de deux à cinq ans et portant un intérêt de 9 à 10 %. Le prix du rachat des actions est fixé en fonction du capital et des bénéfices déclarés des trois derniers exercices. Autant dire que les fraudeurs fiscaux se sont conduits les délices. Assurée par ailleurs d'une « nationalisation soignée », la politique de participation a suscité en Iran une certaine inquiétude dans les milieux patronaux nationaux ou non. Les actionnaires étrangers ne jouissent en principe plus, sauf exception, de la minorité de blocage (33 %) dans les entreprises mixtes « à risques partagés » (« joint ventures ») formées avec des Iraniens. Ceux-ci, de leur côté, n'appréhendent guère l'intervention étatique dans leurs affaires que représentée à leurs yeux la « participation ». Jusqu'ici le gouvernement n'a eu cure de ces craintes : dans un premier temps il a surtout constaté avec satisfaction que la vente d'actions des sociétés avait contribué à juguler l'inflation, qui est passée d'une année à l'autre de 25 % à 12 %.

Dès la mi-1976 l'industrie privée iranienne avait revendu pour 1 000 milliards 200 millions de francs d'actions. S'il est acquis qu'un certain nombre de salariés possèdent maintenant des parts dans les usines où ils sont employés, il est difficile de dire quel pourcentage exact des actions détenues par les sociétés est effectivement aux mains des travailleurs à l'heure actuelle, en raison des relais constitués par deux organismes finan-

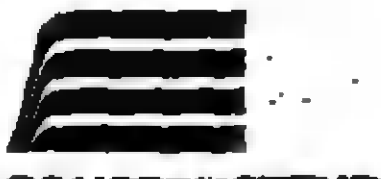
Cette expérience de participation est en cours et elle suscite déjà de l'intérêt au Proche-Orient, où un pays comme l'Egypte, qui admire l'Iran, a décidé qu'une partie des actions de son secteur public pourrait être vendue sur bourse.

JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ.

# Le Hameau Mouffetard: Le XVIII<sup>e</sup> siècle aujourd'hui.



De charmants studios et des deux pièces pour célibataires raffinés; quelques appartements et aussi des duplex, une construction soignée jusque dans les détails. C'est le vrai grand siècle, celui de Mozart et de Gabriel, celui d'un classicisme qui sait ne pas être sévère, d'une élégance qui sait ne pas être frivole. Pierre de taille et enduit rustique, fenêtres à petits bois, vrai toit avec des lucarnes et des combles à la Mansart. Le XVIII<sup>e</sup> siècle de Watteau, celui des fêtes et de la lumière, des portes cavalières et des patios proménades, des arcades et des jardins suspendus. Crémones à l'ancienne, portes à moulures, cuisine en chêne massif. C'est le vrai aujourd'hui, la vie pratique: des parkings indispensables dans un quartier aussi vivant, pittoresque et coloré. C'est le vrai Paris: celui qui a toujours su mêler le charme des siècles. Un espace vrai, une certaine qualité qu'on ne peut goûter qu'en la découvrant sur place.



SGM CONSTRUCTEUR

PRÉSENTATION DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE FRANÇAISE

Recevez

FACTURE







# CHIRAC

# SANTÉ

# LE NOUVEL OBSERVATEUR

(Suite de la première page.)

Au demeurant, le palmair n'est pas sans réputation. Pellos, le grand illustrateur français des années 30, couronné à l'Académie l'an dernier par Gillain, sacré maintenant des études comme celle de Pierre Pascal et des rééditions telle celle de « La guerre du feu » et bientôt de son chef-d'œuvre : « Futuropolis ».

parfois contradictoires. Ce genre de rencontres peut produire des étincelles. Pourtant, il y avait cette année une convergence d'humeurs chez les dessinateurs et les scénaristes : c'est la crise, et l'importance de la production s'en ressentait. C'était tout un album, Hachette a pratiquement stoppé la ligne ; « France-Soleil », lui, fit entendre

Mais, naturellement, l'intérêt n'était surtout à la B.D. qui se fait aujourd'hui. Le haut lieu du salon était la salle où les éditeurs tenaient leurs stands et où les auteurs prenaient des bains de vaie. Comme par le passé, il y avait plusieurs clans : les grands éditeurs classiques (Dargaud, Dupuy, Casterman...), dont certains ont gardé la même ligne ; les éditeurs de la réédition et des traductions sur le passé du genre (MERG, Jacques Glénat...) ; l'avant-garde des nouveaux venus (les humanotides associés, B. Diffusion) : les Fanzines, toujours virulentes en débats et en exagérations, toujours en quête de futurs talents (Foliotexte, « Hoga », et la dérivée de l'amnésie : « S.T.P. »).

vingt ans le seul quotidien français à susciter la création en matière de B.D., a cessé de jouer ce rôle depuis sa récente réorganisation. Les professionnels ne sont pas chômeurs pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais été salariés, mais beaucoup sont en difficulté ; l'effort ambigu de la B.D. pédagogique n'a guère de séduction pour ceux qui se veulent avant tout des auteurs. Certains ont rappelé fort à propos que la B.D. est un art et non un langage. Plus que jamais, l'espoir n'est dans les petites maisons d'éditeurs, mais dans le mouvement fondé par des artistes, chez qui la créativité n'exclut pas toujours... la rentabilité.

JACQUES GOIMARD.

**JACQUES GOMARD.**

## COLLECTIONS DE PRINTEMPS

[illegible]

André Courtois, le rugbyman de la couture, a décidé de former une collection. Une collection dont les vêtements sont faits de robes aux ourlets coupés au genou. Mais il est sûr que l'homme du blazer et de la saharienne, qu'il allège par des découpes et des incrustations de dentelle, ne se gênera pas de longues basques sachant une poche dans la couture. Il nous les propose en bourre de soie écarlate, en garbancine de laine, en flanelle de coton, en drap ou en fantaisie. Les pantalons droits, des jupe-culottes ou à plis au-dessus du genou.

**NATHALIE MONT-SERVANT.**

**NATHALIE MONT-SERVAN.**

**(PUBLICITE)**

L'ENSEIGNEMENT ECONOMIQUE MONDIAL ignore le  
**PRÉLÈVEMENT INFLATIONNISTE**

qui est la somme que l'inflation dévore sur les bénéfices des Entreprises. Cette ignorance est la conséquence de la perpétuation de l'enseignement et de la pratique de la Comptabilité « à partie double ». C'est dans la période 1917-1920 de la naissance des indices de prix que la Profession Comptable aurait dû créer et adopter la

# COMPTABILITÉ INDEXÉE

qui traduit la réalité telles que soient les variations en baisse, en hausse, et les non-évolutions des divers indices de prix concernés. Depuis 50 ans, l'Economie mondiale vit dans la méconnaissance du Prélèvement Inflationniste. Les conséquences sont des

## ERREURS DE GESTION

sous la forme d'investissements dont la rentabilité programmée et la rentabilité affichée sont bénéficiaires, alors que, dans bien des cas, la rentabilité réelle est déficitaire ! Et c'est ainsi que se développent

# FAILLITES ET CHOMAGE

Bien des Entreprises, en divers pays, ont décidé de clôturer l'Exercice 1978 en Comptabilité indexée. Il est souhaitable que de nombreuses autres suivent cet exemple. Il appartient aux milieux patronaux, qui se sont engagés dans une mauvaise voie, de programmer, puis d'appliquer les réformes de structure nécessaires.

Mon Ouvrage, d'environ dix pages, qui enseigne la Comptabilité  
indexée, est intitulé :

## SORTIR DE L'INFLATION

Il est accompagné d'une Partie pédagogique qui permet à quiconque sait déjà établir des bilans en Comptabilité « à partie double », de s'instruire en moins d'une semaine.

J'envoie cet Ouvrage par poste tous pays, par avion si c'est outre-mer, contre versement à l'avance d'une participation d'un minimum 100 francs français. Je rembourserai leurs versements aux 200 premières personnes qui me retourneront, correctement exécutés, les calculs prescrits dans la Partie pédagogique. Pour faire ces calculs, aucune connaissance comptable n'est nécessaire.

Cet Ouvrage peut être librement reproduit, copié, imité, traduit. A tout Etablissement d'enseignement qui me le demande, j'envoie un Exemplaire gratuit à charge pour lui de faire les reproductions nécessaires.

**Emile KRIEG, 7, rue d'Anjou, 75008 Paris**  
Compte Postal 1030-11 Paris - Tél. (1) 265-58-76



# NOUREEV MAKAROVA

dansent  
**La Sylphide**  
au  
**PARAIS DES SPORTS**  
PARIS  
du 1<sup>er</sup> au 20 Février 1977

**MAISON DES ARTS  
ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX**  
Place de l'Hôtel-de-Ville, 94000 CRETEIL  
mardi 25 janvier, 20 h. 30  
Dick Annegarn et Albert Marcœur  
vendredi 28 janvier, 20 h. 30  
Julien Ridoret  
Schumann - Arabesque, Nocturnes  
Schubert - Moments musicaux  
Liszt - Études d'exécution transcrite: Préludes 2 - Paysage  
Chaque soir à 20 h. 30 - Entrées: 15 F - Non-Abonnés: 30 F  
Renseignements-tickets: 899-04-50 de 12 heures à 19 heures

**PLEYEL - LUNDI 7 FÉVRIER, 20 h. 30**  
**CONCERTS BARG**  
**ORCHESTRE DE LYON**  
Direction: SERGE BAUDO  
Soliste: CLELIA MERTENS  
DUTILLEUX - SAINT-SAËNS - TCHAIKOVSKI  
Loc.: Salle, Durand, FNAC et Agences

**Centre Georges Pompidou**  
**LES MANDIBLES**  
Calaferte/Guillemard  
**LA BONNE VIE**  
Deutsch/Groupe XVI/  
Dautremay/Vincent  
2 au 6 février 9 au 13 février  
Général: 3, 4, 5, 10, 11, 12 février à 18 h. 30  
Location: 278-79-95 et FNAC • Prix: 15 F et 10 F  
au THEATRE DE LA COMMUNE D'AUBERVILLIERS  
**MARIANNE ATTEND LE MARIAGE**  
Fiévet/Wenzel  
3 au 5 février  
Location: 833-16-16 et FNAC • Prix: 15 F et 10 F

**MERCREDI**  
PUBLICIS CHAMPS ELYSÉES - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MARIVAUX  
CAPRI GRAND BOULEVARD - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT MONTMARTRE  
PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT GODELINS  
PARAMOUNT ODEON - BOUL. MICH. - BASTILLE - LES 3 SECRETAN  
CONVENTION SAINT CHARLES ET PÉRIPHÉRIE  
YVES ROUSSEAU présente

**une fille  
cousue de  
fil blanc**  
UN FILM DE MICHEL LANG  
LE RÉALISATEUR DE  
LA NOUVELLE  
PETITES ANGLAISES  
c'est peut-être votre amie...  
c'est peut-être votre sœur...  
c'est peut-être une fille que vous aimez...

## SPECTACLES

### théâtres

#### Les salles subventionnées et municipales

Opéra, 19 h. 30 : La Bohème.  
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le Cid.  
Nouveau Carré, 20 h. 30 : Initiation  
aux arts et techniques du cinéma.

#### Les autres salles

Comédie Carthage, 21 h. 10 :  
Boeing-Boeing.  
Dauphine, 21 h. : Le Portrait de Dorian  
Gray.  
Eglise Saint-Sulpice, 20 h. 30 : Céle-  
bration pour un dieu mort.  
Espace Cardin, 21 h. : Franka Society.  
Madeleine, 20 h. 30 : Eau de roche.  
Mouffetard, 20 h. 30 : Orson.  
21 h. 15 : Opéra.  
Nouveautés, 21 h. : Nina.  
Palais-Royal, 20 h. 30 : Quand Paris  
chanterait l'opéra.  
21 h. 15 : Opéra.  
Palaisance, 20 h. 45 : Le Roi de la  
nuit.  
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac  
et la légende.  
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Electre.  
21 h. 30 : Jeanne d'Arc et ses  
complices.  
Théâtre du Montebello, 18 h. : Vitro-  
magie.  
Théâtre 94, 20 h. 45 : Les Lendemains  
musicaux et poétiques.

#### Les cafés-théâtres

Al. Sec (R. 21 et la Collection :  
21 h. 15 : Annuaire : 21 h. 30 :  
à Brant.  
Les Blancs-Manteaux, 20 h. : Romain  
Routelle.  
21 h. : Romain.  
Café d'Edgar, 21 h. : Le Désert rose.  
21 h. 15 : Opéra.  
Bourse - II, 20 h. 30 : Non ché-  
rons, ne nous déplaçons : 21 h. 15 :  
Deux Solistes au-dessus de tout  
suspens.  
Café de la Gare, 22 h. : Une piteuse  
maison.  
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Alex  
Meyer : 21 h. : Les Mirabelles.  
Le Petit Caillou, 21 h. 15 : Paris  
du pied gauche : 21 h. 30 :  
J.C. Montali.  
Séjante, 20 h. 30 : Des mailles à  
séjante, une maille à l'endroit :  
21 h. : Pique et Matho.  
21 h. 30 : C'est très important.  
21 h. 30 : Jeune au boulot.  
Splendid, 20 h. 45 : Prisonniers du  
seigneur : 21 h. 15 : Le Pot de terre  
contre le Pot de vin.

#### Les théâtres de hôtellerie

Neufly, église Saint-Emballé,  
20 h. 45 : Le Roi de la nuit.  
Schubert, Chopin, Schumann, Liszt,  
Villalet, Théâtre Romain-Rolland,  
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano,  
21 h. : La Cantatrice chauve.

#### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. :  
R.P.R. ou le nouveau-né à une  
grande barbe.  
Deux-Ases, 21 h. : Marianna, ne  
vous-tu rien venir ?

#### Le music-hall

Olympia, 20 h. 45 : Delida.  
Palais des arts, 21 h. : Pierre et Marc  
Jolivet.  
Palais des congrès, 21 h. : Serge  
Lama.

#### Les concerts

Théâtre des Arts - Rébertot, 18 h. 30 :  
Cl. Kaba, piano (Chopin).  
Le Palais, 18 h. 30 : J.P. Waller,  
violin (Beethoven, Schubert,  
Brahms).  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 :  
Oyale Barabola de  
musique de chambre (Grieg,  
Chopin, Debussy).  
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 :  
Ensemble d'archers Jean Dusol  
Correll, Violon, Bass, Basse,  
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre de  
chambre de Munich, dir. R. Stad-  
maier : 1. e. R. Oistrakh, violon  
et piano (Bach, Mendelssohn, Mo-  
zart, Haydn).  
Théâtre Balthus, 20 h. 30 : Trio Roter  
Théâtre 13, 21 h. : Michel Seda-  
novskiy, guitare (musique apé-  
rienne).

### Le monde informations spectacles

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

#### Lundi 24 janvier

### cinémas

Les films marqués (\*) sont  
interdits aux moins de treize ans,  
(\*) aux moins de dix-huit ans.

#### La cinémathèque

Chaillet, mélodie.

#### Les exclusivités

L'AFFICHE ROUGE (Fr.) : Quintette.  
19 (1973-74).

APPREUX SALES ET MECHANES  
(Fr.) : Quintette. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

### cinémas

Les films marqués (\*) sont  
interdits aux moins de treize ans,  
(\*) aux moins de dix-huit ans.

#### La cinémathèque

Chaillet, mélodie.

#### Les exclusivités

L'AFFICHE ROUGE (Fr.) : Quintette.  
19 (1973-74).

APPREUX SALES ET MECHANES  
(Fr.) : Quintette. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).

LA VIE DE CRISTAL (A.), v.o. : Bu-  
ches-Pont. 19 (1973-74).







# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## Entre l'Occident et l'Orient

Une grève entraînant le programme minimum, informations et film, une fois de temps en temps, soyons francs, le public ne déserte pas. Quand les comédiens ont cessé le travail et qu'il a fallu se contenter pendant des mois de boîtes de petites en conserve, c'était déjà beaucoup moins plaisant. Mais que les réalisateurs s'en mêlent et qu'il y ait une catastrophe, il n'y a plus grand-chose à se mettre sous la dent pendant le week-end, si ce n'est, par surprise, par surcroît d'apostrophe, des rendez-vous de Michel Drucker le dimanche sur TF 1 ou des débuts de Jacques Martin à la même heure sur la chaîne rivale, pour nous faire avaler les restes rancés de vieilles séries hollywoodiennes, vendues par lots à des prix cédés, ce n'est plus possible.

L'opinion ne comprend pas. A quel point la réforme ? Et à quel point la publicité ? Où va la redonne ? Et à quel point ce qui peut coûter ces interviews, entretiens, « tables rondes » et débats, ces rediffusions et ces téléfilms américains, on se demande vraiment où passe tout cet argent. Et comment il se fait qu'on ne puisse donner satisfaction à des

revendications en apparence parfaitement raisonnables. Notre télévision, qui pourrait être, dit M. Giscard d'Estaing, l'une des meilleures du monde, est en passe d'en être l'une des plus mauvaises. Attention !

Dimanche soir encore, grève oblige, Jean Dauterive, qui devait être l'homme en question sur FR 3, s'est vu remplacé par Roger Garaudy qui avait été victime, la veille à Bilbao, d'une crise cardiaque heureusement surmontée.

Cette émission, enregistrée il y a quelques semaines, nous l'avons montrée au milieu de sa forme. On ne va pas retracer, ici, le chemin — il l'a fait en termes mesurés à l'écran — l'évolution de cet ancien membre du P.C., de ce militant, d'abord responsable des étudiants protestants, toujours fidèle au rêve de ses vingt ans, concilier le socialisme et la foi, à l'exemple du parti communiste espagnol, permettre à des chrétiens et même à des prêtres d'occuper des postes de direction à l'intérieur de l'appareil.

Exclu au lendemain du dix-neuvième congrès, l'auteur de Parole d'homme n'a pas cessé de lutter depuis pour instaurer

d'autres rapports avec l'avenir et avec le passé. Comment ? Par le dialogue. Avec qui ? Les pays du tiers-monde, dont le thème de son prochain ouvrage — doit remonter sur notre culture hégémonique. Cet Occident schématisé à sacrifier le bonheur au confort, la connaissance des biens à la quantité, devrait s'inspirer de l'Orient.

A la fois prendre soigneusement en notes les objections, les demandes d'explication, plutôt, de ses interlocuteurs. Il y avait là entre autres le Révérend Père Jacques Leclercq, l'ambassadeur du Togo à l'UNESCO et Georges Siffert, — à observer, derrière des lunettes de noyer, ce regard ferme, avisé, on admirait la sûreté d'une démarche et l'opportunité d'une pensée qui ont amené à se placer au-dessus des mêlées pour mieux brasser, embrasser l'Inde, l'Asie et le Vatican, l'antique et la « modernité », la profane et le sacré, la politique et la religion. Si avec cela il ne fait pas que des heureux, il ne risque pas, en tout cas, de faire des mécontents.

CLAUDE SARRAUTE.

### LUNDI 24 JANVIER

#### CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. (R.F.), l'avenir du futur : « Le Voyage au centre de la Terre » de J. Verne (1880), avec J. Mason, P. Boone, A. Dahl.

D'après le célèbre roman de Jules Verne, une descente dans les entrailles de la terre, où les héros font d'extraordinaires rencontres. Pour les effets spéciaux.

Vers 22 h. Débat : D'où venons-nous, où allons-nous ?

Avec MM. Yves Coppens, maître de conférences au Muséum d'histoire naturelle, Pierre-Paul Grassé, biologiste, membre de l'Institut et de l'Académie des sciences, Philippe Jambert, attaché de recherche au C.N.R.S., et Bernard Huard, sociologue.

#### CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Série Cannon (« A cache-cache »).

21 h. 55. Cinéma : Les années Bonheur, racontées par Gaston Bonheur (1938). 22 h. 50. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard. Le logement, avec MM. Jacques Barrot et Claude Massu.

#### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma public : « Êtes-vous fiancée à un marin grec ou à un pilote de ligne ? » de J. Auréli (1970) avec J. Yanne, F. Fabian, N. Calvan, M. Blanchet.

Un baryton quadragénaire, fonctionnaire aux services culturels, se laisse aller dans les bras d'une jeune femme, et de la débauche administrative.

Une étude de mœurs (l'après-midi en roman d'Henriette (film) transformé en force agressive par Jean Tournier, scénariste et réalisateur.

#### CHAÎNE IV : J 2

20 h. 30. Journal.

#### CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. (R.F.), l'avenir du futur : « Le Voyage au centre de la Terre » de J. Verne (1880), avec J. Mason, P. Boone, A. Dahl.

D'après le célèbre roman de Jules Verne, une descente dans les entrailles de la terre, où les héros font d'extraordinaires rencontres. Pour les effets spéciaux.

Vers 22 h. Débat : D'où venons-nous, où allons-nous ?

Avec MM. Yves Coppens, maître de conférences au Muséum d'histoire naturelle, Pierre-Paul Grassé, biologiste, membre de l'Institut et de l'Académie des sciences, Philippe Jambert, attaché de recherche au C.N.R.S., et Bernard Huard, sociologue.

#### CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Série Cannon (« A cache-cache »).

21 h. 55. Cinéma : Les années Bonheur, racontées par Gaston Bonheur (1938). 22 h. 50. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard. Le logement, avec MM. Jacques Barrot et Claude Massu.

#### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma public : « Êtes-vous fiancée à un marin grec ou à un pilote de ligne ? » de J. Auréli (1970) avec J. Yanne, F. Fabian, N. Calvan, M. Blanchet.

Un baryton quadragénaire, fonctionnaire aux services culturels, se laisse aller dans les bras d'une jeune femme, et de la débauche administrative.

Une étude de mœurs (l'après-midi en roman d'Henriette (film) transformé en force agressive par Jean Tournier, scénariste et réalisateur.

#### CHAÎNE IV : J 2

20 h. 30. Journal.

### MARDI 25 JANVIER

#### CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu, avec, à 14 h. 50, « La Poussette du pain ».

20 h. 30. Variétés : Paris 1976, 21 h. 30. Documentaire : Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, de Ch. Chaboud.

Un dossier, rue Beaumarchais, à six tours de son insurrection officielle.

22 h. 50. Émission littéraire : Pleine page, de P. Sioriot Réal B. Lion.

« Voyage d'un autoporteur », de Zos Oldenbourg, « L'été d'un docteur allemand », de René Fallet, « La Pan et le Chêne », de Paul Veyne, « La Miel trompette », d'Alain Perrotin, « La Souffrance à la voir », de Julien Green.

23 h. 35. Journal.

#### CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 5 à 20 h. Programme ininterrompu, avec, à 15 h. 5, « La Nouvelle Équipe ».

20 h. 30. Les dossiers de l'écran : Téléfilm : « Ces grappes de ma vie », d'après C. Basseville, réal. A. Quercy, avec J.-L. Boutte et F. Personne.

Le répertoire des paysans du Languedoc, dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, après la ruine des métayers, causée par la phylloxéra (Un condensé du feuilleton diffusé en novembre et décembre 1976).

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

23 h. 35. Journal.

#### CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu, avec, à 14 h. 50, « La Poussette du pain ».

20 h. 30. Variétés : Paris 1976, 21 h. 30. Documentaire : Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, de Ch. Chaboud.

Un dossier, rue Beaumarchais, à six tours de son insurrection officielle.

22 h. 50. Émission littéraire : Pleine page, de P. Sioriot Réal B. Lion.

« Voyage d'un autoporteur », de Zos Oldenbourg, « L'été d'un docteur allemand », de René Fallet, « La Pan et le Chêne », de Paul Veyne, « La Miel trompette », d'Alain Perrotin, « La Souffrance à la voir », de Julien Green.

23 h. 35. Journal.

#### CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 5 à 20 h. Programme ininterrompu, avec, à 15 h. 5, « La Nouvelle Équipe ».

20 h. 30. Les dossiers de l'écran : Téléfilm : « Ces grappes de ma vie », d'après C. Basseville, réal. A. Quercy, avec J.-L. Boutte et F. Personne.

Le répertoire des paysans du Languedoc, dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, après la ruine des métayers, causée par la phylloxéra (Un condensé du feuilleton diffusé en novembre et décembre 1976).

23 h. 35. Journal.

#### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma public : « Êtes-vous fiancée à un marin grec ou à un pilote de ligne ? » de J. Auréli (1970) avec J. Yanne, F. Fabian, N. Calvan, M. Blanchet.

Un baryton quadragénaire, fonctionnaire aux services culturels, se laisse aller dans les bras d'une jeune femme, et de la débauche administrative.

Une étude de mœurs (l'après-midi en roman d'Henriette (film) transformé en force agressive par Jean Tournier, scénariste et réalisateur.

23 h. 35. Journal.

#### CHAÎNE IV : J 2

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Journal.

# D'UNE REGION A L'AUTRE

## Haute-Normandie

### Le pont de Brotonne, un concurrent pour Tancarville

Le Havre. — Le pays de Caux, triangle situé entre le Havre, Rouen et Dieppe, se dépeuple. La proximité des ports secondaires ne suffit pas à attirer les industriels dans le pays cauchois, qui fut d'ailleurs le théâtre de longue date par Paris comme une zone de loisirs. Le conseil général de Seine-Maritime a décidé, pour développer ses chances de construction, un second pont à péage entre Tancarville et Rouen, le pont de Brotonne, près de Caudebec, qui sera inauguré l'été prochain.

Avec, en 1969, la mise en service du pont de Tancarville, un nouvel essor fut permis à l'agglomération havraise. Mais le lien entre les deux bras de la Seine à Tancarville, près de 120 kilomètres de méandres interdisait tout trafic important entre le pays de Caux d'une part, le Roumois et le pays d'Auge d'autre part.

Dès 1960 se faisait sentir le besoin de construire un nouveau pont. Mais, pour une durée de neuf ans le projet demeura un « serpent de mer » que l'on ressortait uniquement à chaque session du conseil général. Pour deux raisons : le financement difficile, et l'impossibilité de choisir un site précis pour le nouveau pont. Il fallait attendre 1969 pour voir nommer une commission chargée d'étudier cette affaire. Huit ans plus tard, précisément en juillet 1977, le pont de Brotonne sera ouvert à la circulation.

En 1971, l'avant-projet est accepté, les choses vont aller très vite. Il s'agit d'un investissement « déconcentré », c'est-à-dire financé par le département, et non par le préfet, ce qui évite les lenteurs de l'administration parisienne. Autre facteur favorable : l'unicité d'un fait prouve en la circonstance le conseil général. Enfin, l'expérience des tentatives de la direction départementale de l'équipement sur ce type de travaux allait dans le sens d'une réalisation rapide du projet.

Avec ses 14 kilomètres de route d'accès, l'ouvrage aura coûté près de 120 millions de francs de 1976, alors que la dépense annoncée en 1971 était de 80 millions de francs. En 1976, le conseil général a voté une loi de finances qui prévoit la construction d'un pont de 14 kilomètres de route d'accès, l'ouvrage aura coûté près de 120 millions de francs de 1976, alors que la dépense annoncée en 1971 était de 80 millions de francs.

Son financement se répartit de la manière suivante : 30 millions de francs fournis par les ressources habituelles du conseil général, donc couvertes par la fiscalité locale. L'aide gouvernementale s'élève à près de 7 millions par l'intermédiaire du Fonds

#### De notre correspondant

spécial d'investissement routier et du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire. Enfin 90 millions empruntés seront remboursés par les services du pont. Selon les services du ministère de l'équipement, cet ouvrage reviendra au coût par kilomètre quatre fois moins cher que le pont de Tancarville.

#### Une portée record

Il s'agit d'un pont à haubans de 1 300 mètres de longueur, avec une travée médiane en béton précontraint de 420 mètres de portée. Cette travée centrale lui permet d'ailleurs d'établir le nouveau record du monde de la plus

longue portée en béton. On est loin des 240 mètres du pont de Corrientes (dernier record connu), construit sur le rio Paraná, en Argentine. Mais c'est la stabilité aérodynamique de l'ensemble qui a réticulé les études les plus poussées. Les techniciens voulaient s'assurer que les vents, sujets aux violents efforts des vents balayant la vallée de la Seine, ne comporteraient aucun danger.

L'inauguration du pont de Brotonne, en juillet 1977, marquera une date importante dans l'histoire économique et industrielle de la Haute-Normandie, et pourrait faciliter, espérons-le, la réunification des deux Normandie.

PATRICK PESLIER.

## Corse

### DE RETOUR A BASTIA

#### M. Edmond Simeoni : pas de « chapelles » autonomistes

M. Edmond Simeoni, qui avait bénéficié d'une mesure de libération conditionnelle, le jeudi 13 janvier, a regagné Bastia dans l'après-midi du samedi 22 janvier. Six à sept mille personnes l'ont accueilli chaleureusement, mais calmement, sous un grand chapiteau dressé place Saint-Nicolas. Le mouvement autonomiste, l'Association des patriotes corses (A.P.C.), qui avait organisé ce rassemblement, s'attendait à une plus grande affluente ; cette manifestation représente néanmoins un succès qui témoigne du crédit personnel dont jouit le leader autonomiste auprès de ses compatriotes. Un seul des deux députés présents : M. Xavier Colonna, maire de Calvi (indépendant de gauche).

Dans un long discours, M. Simeoni s'est présenté comme « un militant nationaliste, progressiste et révolutionnaire », mais néanmoins ouvert au dialogue.

#### De notre envoyé spécial

Bastia. — D'un seul mouvement, comme arraché aux sièges et aux gradins, du chapiteau, la foule s'est levée. Un jardin mouvant de drapeaux blancs frappés de la tête de Maure jaillit des mains d'une formidable oratorio. Proposé sur le podium par vingt braves énergiques, Edmond Simeoni est devant les siens.

Minutes intenses. Pâle, tendu, il salue les bras levés d'Edmond Simeoni.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire. Il se penche vers son auditoire.

Il se penche vers son audito



# La région parisienne

## 1977 : guerre au bruit

En présentant ses vœux à la presse, M. Vincent Anquet, ministre de la qualité de la vie, a indiqué que, en 1977, entreraient en application les vingt mesures adoptées lors d'un dernier comité interministériel et qui visent à lutter contre le bruit.

Plus précisément, il s'agit de renforcer la protection des habitations contre les agressions sonores, de limiter le bruit des véhicules et de la circulation, de favoriser l'utilisation moins bruyante et de limiter strictement les constructions d'immeubles

aux abords des aéroports, d'œuvrer avec l'accord des pays européens, que les fabricants d'appareils domestiques (machines à laver, aspirateurs, tondeuses à gazon, tronçonneuses, etc.) cherchent à les rendre moins bruyants.

### LE COMBAT DES ASSOCIATIONS DE L'ILE-DE-FRANCE

## A la recherche de la manière forte

Le problème du bruit préoccupe aujourd'hui les habitants de l'île-de-France beaucoup plus que d'autres nuisances. M. Jean-Claude Delarue, l'un des responsables du « comité de liaison » d'une centaine d'associations de défense de l'environnement, et M. Boris Sourine, animateur de la cellule anti-bruit de ce comité, sont formels : une association sur deux qui adhère à leur groupe y est amenée par une nuisance sonore jugée insupportable.

Et de citer quelques champs de bataille des protestataires : Champigny (Seine-et-Marne), Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Goussainville (Val-d'Oise), Les Essarts (Yvelines), Chaux-en-Brie (Seine-et-Marne) et même Paris. Quels sont les ennemis ? Les aéroports et les avions, les routes et les voitures, les camions, les motos, les ball-traps et même les péniches.

Le palmarès est inégal. Les associations obtiennent parfois un mur anti-bruit, la couverture d'un tronçon d'autoroute ou une déviation. Elles sont souvent obligées de se contenter de promesses. Enfin en matière de pollution aéronautique, la lutte est permanente et délicate.

On ne se bat pas contre le bruit depuis si longtemps et sur tant de fronts sans parvenir à une analyse approfondie du phénomène. « Le bruit n'est pas forcé-

ment gênant par son intensité, mais par rapport à son environnement, à son originalité et à son moment », précise M. Sourine. Le grondement d'une moto au milieu du roulement continu des voitures ou le passage d'une péniche dans le silence sont ainsi ressentis comme des agressions.

En région parisienne, il n'y a pas d'îlots de tranquillité car ces « originalités » sonores, ceux qui ont fait la ville et son caractère, reviennent, jusque dans la lisière banlieue, la trajectoire d'atterrissage des avions d'Orly ou le grondement d'autoroute. La promiscuité est générale entre les pollueurs et les pollués. « Toutes les villes nouvelles, qui devaient être des villes saines, sont construites à côté d'un aéroport. Près d'Orly, on trouve celui de Brétigny. Près de Melun-Sénart, celui de Melun-Villaroche. Près de Marne-la-Vallée, celui de Lognes-Émerainville, etc. », constate M. Delarue.

Certes, le « comité de liaison » constate une très légère diminution du bruit à la source. Les maraudeurs-pollueurs, les voitures, les motos sont moins bruyants qu'autrefois. Toutefois, il attribue l'aggravation des nuisances sonores à la multiplication des sources de bruit.

Le comité avance une série de mesures destinées à rendre plus viable l'environnement des citadins. « En ce qui concerne le tra-

fic aérien, nous demandons l'interdiction des vols de nuit », déclare M. Delarue. Nous voulons aussi que le rôle de l'aviation soit réduit, car il est anormal de l'utiliser sur les courtes ou moyennes distances. Enfin, nous nous opposons à l'aéroport inséré dans la ville. D'autre part, le poids lourd a, chaque année, mille morts sur la conscience. Il est quatre ou cinq fois plus bruyant en énergie que le chemin de fer. C'est pourquoi nous voulons que la S.N.C.F. ait le monopole de la zone longue. Il faut réserver au camion les courtes distances.

« Le véhicule individuel n'a pas sa place dans un centre-ville. Selon la SOFRES, 28 % des Français sont partisans d'une interdiction de la circulation dans les centres entre 6 heures et 19 heures. Il faut absolument lutter contre la vitesse, principale cause de nuisance sonore, et ne plus faire comme le Conseil de Paris, qui veut multiplier les voies rapides et les sens uniques.

« Contrairement à l'opinion répandue, les pots d'échappement des motos sont peu « traîtres ». Ce sont les normes de bruit qui sont trop élevées. Il convient de les revoir et d'interdire l'usage nocturne de la moto.

En attendant l'application de ce catalogue idéal de prévention, les associations de bruyants tentent de trouver des remèdes aux difficultés locales. Deux solutions

### Des contrats entre les régions et l'État

## LES PARTENAIRES

par MICHEL GIRAUD (\*)

Les conditions de fonctionnement des institutions locales et régionales ne permettent pas aux élus d'exercer les pouvoirs qui leur sont donnés par la loi. Un malentendu fondamental existe entre les assemblées communales, départementales, régionales, qui ont pour mission de « régier », par leurs délibérations, les affaires de la collectivité locale, et l'administration, qui dispose des moyens, tend, en pratique, à s'arroger leurs pouvoirs.

Les communes et les départements, dont les assemblées élues ont pour mission de « régier », par leurs délibérations, les affaires de la collectivité locale, sont en principe maîtres de toute l'étendue de leur domaine propre, dans tous les secteurs. En pratique, ce pouvoir est difficilement exercé. La capacité d'investissement des communes est très limitée et leur budget est de plus en plus obéré par des charges de fonctionnement.

Au niveau du département, le préfet, qui a l'autorité sur les services techniques et qui reçoit les directives des administrations centrales, fixe pour le conseil général les limites du possible et du raisonnable. C'est lui qui prépare les propositions pour le budget ou pour le Plan, lui qui instruit les demandes de subventions.

Au contraire des collectivités locales, les établissements publics régionaux ont un domaine étroitement circonscrit par la loi et un budget entièrement consacré à l'investissement ; mais, pour exercer leurs compétences, les conseils régionaux sont enrésimés dans un carcan administratif étroit.

Dans la préparation du VII<sup>e</sup> Plan, bien que la part laissée à l'initiative des élus régionaux ait augmenté par rapport aux Plans antérieurs, les grandes options continuent à être fixées par l'État. Les conseils régionaux ne peuvent que voter une participation aux programmes d'actions prioritaires décidés par l'État, ou élaborer leurs propres programmes sans être assurés de la participation des ministères.

Dans les deux cas, la région subit ou demande, mais n'agit pas en « partenaire responsable » de l'État.

Par ailleurs, les conseils régionaux ne sont pas complètement maîtres de leur budget : en province, parce que les recettes sont plafonnées à 36 F par habitant ; en Île-de-France, parce qu'une part très importante du budget est consacrée à des dépenses obligatoires directement liées aux crédits inscrits dans le projet de loi de finances.

Enfin, devant les prébâtes de la région, détenteurs de l'information technique, disposant du personnel administratif et des moyens d'exécution, les conseils régionaux sont aussi démunis que les élus locaux devant l'administration départementale.

On arrive à ce paradoxe que, à tous les niveaux — commune, département, région — les élus, qui sont les seuls responsables devant le peuple, qui sont les seuls à prendre des décisions, n'ont pas les moyens d'exercer la mission de décision et de contrôle dont ils sont investis. Pour être capables de malentendu, il faut changer les relations entre les collectivités locales, la région et l'État. À chaque niveau, les élus doivent disposer d'un pouvoir effectif de décision dans tous les domaines de leur compétence.

Malgré, pour que les rapports changent entre les collectivités locales, la région et l'État, il faut substituer, à un régime de dépendance, les relations de partenaires. Dans cet esprit, j'ai pris l'initiative de proposer au conseil régional d'Île-de-France le principe d'une politique contractuelle aussi bien avec l'État qu'avec les collectivités locales.

Le fondement d'une telle politique est relativement simple : région et partenaires — État, collectivités locales, ou les deux à la fois — se mettent d'accord pour réaliser ensemble une action ou un programme précis. La région s'engage à financer tout ou partie des équipements concernés par cet accord selon des critères et dans des délais déterminés. Le ou les partenaires, de leur côté, s'engagent à participer à la planification de l'investissement et, dans tous les cas, sur le plan de la gestion future des équipements concernés.

Vie-à-vie de l'État, le conseil régional peut ainsi exercer son initiative au lieu de se contenter d'accompagner, par le jeu de cofinancements rigides, les décisions prises par les administrations centrales. Les contrats permettent de fixer les responsabilités, les charges et les moyens dans tous les domaines où l'État et la région sont engagés conjointement, qu'il s'agisse, par exemple, des transports urbains des villes nouvelles ou de l'action foncière.

Vie-à-vie des collectivités locales, traitées désormais en partenaires responsables, cette politique permet d'éviter l'arbitraire dans l'attribution de subventions et renforce l'efficacité de l'action régionale. Nécessairement sélective, cette politique doit tenir compte soit de thèmes d'action prioritaires, soit de secteurs géographiques déterminés en fonction de la solidarité régionale.

La politique contractuelle conduit ainsi les différents partenaires — collectivités locales, région, État — à concevoir ensemble leurs objectifs et à concentrer leurs efforts, en vue d'une meilleure efficacité, au service de l'intérêt collectif.

(\*) Maître du Parquet, conseiller général du Val-de-Marne, président du conseil régional d'Île-de-France.

## Le périphérique fait le plein de décibels

PRINCIPAL moyen de déplacement en région Île-de-France, comme dans la capitale, l'automobile a connu, depuis dix ans, un développement spectaculaire. L'importance des investissements effectués en matière de voirie (réalisation de la voie sur berge rive droite, achèvement du boulevard périphérique, aménagement de carrefours, construction de parcs de stationnement et pose de parcomètres) a rendu possible l'accroissement des déplacements automobiles. Revers de la médaille : une augmentation considérable du bruit, qui est devenu une des principales nuisances de la capitale. Symbole de cette nuisance : le boulevard périphérique, qui s'étire sur 38 kilomètres et assure près de 40 % de la circulation de la ville.

Le boulevard périphérique a été aménagé sur les terrains de la zone verte bordant la capitale. Si, en certaines sections de son tracé, il s'est intégré à des secteurs déjà construits, en d'autres emplacements sa création a précédé ou s'est faite simultanément avec des opérations importantes de rénovation, tant sur le territoire de Paris que sur celui des communes de banlieue (la présence du périphérique a même été un argument de vente pour certains promoteurs

qui vantaient la commodité des appartements desservis par cette voie rapide). « Les programmes de rénovation ont été conçus en tenant compte de la présence, ou des projets connus d'implantation, de cette rocade pour éviter les situations auxquelles la collectivité doit maintenant faire face », déclare récemment le préfet de Paris, M. Jean Toullet, qui ajoutait : « La gêne due à la présence du boulevard périphérique et à proximité des immeubles existe et justifie chaque jour de réclamations de la part de leurs habitants ».

Des mesures de niveaux sonores ont été effectuées en de nombreux points du boulevard périphérique pour déterminer l'importance de la gêne causée aux riverains. Or, ces mesures comparées à celles effectuées près de certaines artères, à l'intérieur de Paris, font apparaître que le niveau sonore existant en bordure du boulevard périphérique n'est pas toujours supérieur à celui, par exemple, des Trinités, de la Tourneffe, de Saint-Michel, de la rue de Sèvres et de l'avenue des Ternes. « C'est la raison pour laquelle nous avons entrepris un effort important pour supprimer les points à Paris où recourir les nuisances d'assphalte », déclare M. Robert Dussart, directeur des services de la

voirie de la capitale. Mais par sa longueur, son emplacement et l'importance de son trafic, le périphérique constitue à lui tout seul un problème à Paris.

Si l'idée de couvrir totalement cette voie rapide n'est pas envisagée, aussi bien pour des raisons techniques que financières, un programme de réalisations de couverture de certains tronçons, de pose d'écrans anti-bruit, d'insonorisation d'immeubles et de locaux scolaires a été mis au point pour l'ensemble du boulevard périphérique. Coût : 400 millions de francs, valeur 1976. Prudent, le préfet de Paris déclare : « L'importance de cette dépense conduit à prévoir un échelonnement de son exécution sur plusieurs années, ainsi que son financement à l'aide d'une participation aux dépenses que possèdent l'État et de la région Île-de-France ».

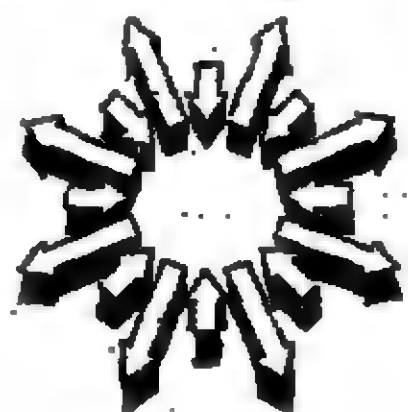
Cependant, sur proposition notamment de M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, et de M. Michel Périgaud, conseiller de Paris, communiste, le Conseil de Paris a donné, récemment, un accord de principe pour la couverture de certains tronçons dans les années, troisième, quatrième, dix-septième et vingt-troisième arrondissements. Enfin, depuis 1972, la Ville de Paris a consacré

27 millions aux travaux de protection phonique des locaux proches du boulevard périphérique.

Son budget étant limité, la Ville de Paris s'est orientée vers l'insonorisation des façades des immeubles. À ce jour, ces travaux ont permis de protéger deux mille cinq cents logements représentant une population de huit à dix mille personnes. En 1977, 5 millions sont prévus pour insonoriser près de mille cinq cents logements et différents établissements scolaires et crèches. Compte tenu des possibilités financières, la solution aujourd'hui pour lutter contre le bruit aux abords du boulevard périphérique passe par une diminution du trafic automobile. Or, cette voie rapide est le moyen de communication par excellence pour aller d'une banlieue à une autre et intéresser tous les départements de la périphérie de la capitale. En 1976, par exemple, c'est près de un million cinq cents mille véhicules qui ont franchi dans chaque sens les limites de la capitale entre six heures et 21 h 30 les jours de semaine. Faut-il, dans ces conditions, véritablement améliorer la qualité de la vie des riverains par le sonnerie de cette voie rapide ?

JEAN FERRIN.

## La fête de l'audiovisuel du 24 au 30 janvier 77



### 5<sup>e</sup> salon international audiovisuel communication

palais des congrès - porte maillot - paris

DE 10 H A 20 H (NOCTURNE LE SAMEDI 29) PRIX D'ENTRÉE : 12 F - TEL. 758.22.22

ORGANISATION S.O.S.A. - 20 RUE HAMELIN - F 75116 PARIS - TEL. 505.13.17 - TELEX 830.400

former - informer - promouvoir - distraire

Un nouveau regard sur l'utilisation quotidienne des images et du son dans la communication.

#### Une exposition internationale

- matériels et systèmes
- sociétés de services (conseils en communication, location de matériel, etc.)
- édition de programmes audiovisuels

#### Un forum "Illustration de l'audiovisuel"

Présentations-débats sur les aspects les plus divers de l'application de l'audiovisuel dans la vie quotidienne

	matin (10 h)	après-midi (15 h)
Lundi 24	• Architecture et Environnement • La Société de Services	• Audiovisuel en liberté • L'informatique
Mardi 25	• Pour ou contre les supports audiovisuels • Outil de communication dans l'entreprise	• Vidéo légère solution pour les P.M.E. • Gadget ou outil de travail
Mercredi 26	• Expériences internationales dans l'éducation • Expériences entre Éducateurs et Élèves	• Comment trouver un métier grâce à l'audiovisuel • Audiovisuel et Science
Jeudi 27	• Audiovisuel aux points de vente • L'audiovisuel et les conventions de vente	• Stratégies nouvelles - Festival du film publicitaire • Peut-on croire au marketing politique ?
Vendredi 28	• Le Super 8 • Le choix des moyens	• Le point sur les matériels • Sport et vidéo
Samedi 29	• Festival des Loziers • Audiovisuel et association caritative	• Grand prix audiovisuel de l'Académie du disque français • L'apport de l'audiovisuel dans la psychiatrie
Dimanche 30	• Toute la journée animations audiovisuelles	











offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## RANK XEROX

Continue son développement et recherche :

### des commerciaux dynamiques et ambitieux

REF. V.17  
pour diffuser la gamme de ses copieurs-duplicateurs.

Vous voulez :

- travailler dans une équipe jeune,
- être responsable, gestionnaire de votre activité sur le terrain,
- tout en bénéficiant d'une assistance technique et d'un appui publicitaire permanent,
- avoir une rémunération proportionnelle à vos résultats.

Vous devez être un vendeur qui a fait ses preuves ou un jeune diplômé prêt à les faire.

Nous garantissons :

- une solide formation (5 semaines de stage rémunérées),
- une expérience de gains moyens : 8.000 F (dont fixe de 2.527 F + variable + frais professionnels) + 13ème mois + participation aux fruits de l'expansion,
- des possibilités d'évolution.

Des postes sont à pourvoir à : PARIS et sa banlieue et les villes suivantes : AMIENS, BEAUVAIS, BORDEAUX, BOURGES, CHATEAULOUX, DUNKERQUE, LILLE, MARSEILLE, NANCY, ORLÉANS, POITIERS, TOURS et dans les ARDENNES.

### un gestionnaire de systèmes informatiques

REF. C.7  
pour assurer et coordonner au sein d'un des services utilisateurs :

- la définition des problèmes administratifs,
- la proposition de systèmes et d'études économiques,
- la planification,
- le suivi et le contrôle des travaux informatiques,
- les procédures utilisateurs et leur mise en place.

Le candidat (homme ou femme) recherché aura :

- une formation supérieure,
- une expérience de 3 à 5 ans dans l'analyse, l'organisation et la programmation de grands systèmes informatiques,
- une connaissance des travaux administratifs de la gestion commerciale,
- Anglais nécessaire.

Lieu de travail AULNAY SOUS BOIS.

Merci de faire parvenir votre candidature avec C.V., en indiquant la référence correspondante (et en précisant l'affectation désirée pour les postes commerciaux) à Catherine RAFFIT

RANK XEROX

Service recrutement  
B.P. 63  
93802 AULNAY SOUS BOIS Cedex

ENTREPRISE PARISIENNE  
disposant d'une technique  
certaine en pleine expansion, rech.

#### UNE OU UN CANDIDAT

Age indéfini. Sans spécialité  
particulière, par sa forte  
personnalité, créer et développer  
des contacts commerciaux, aux  
niveaux les meilleurs. Tél. ou  
écrit. INGESPAS 1, rue Lamerclier  
75017 PARIS. - Tél. : 293-82-93.

INGÉNIEURS  
mécanique, électricité,  
régulation, hydraulique,  
3-5 ans exp. chert. pétroch.  
pour France et l'étranger  
Gestion 2000, 876-73-04.

#### SOCIÉTÉ YORK

RECRUTE POUR PARIS

#### INGÉNIEURS

DEBUTANTS

DIPLOMES GRANDES ECOLES

Libérés O.A.

partant anglais, à mois de  
formation aux U.S.A.

Situations d'avenir.

Adr. lettre man. et C.V. très  
compl. à : J. CAMPBELL,  
B.P. 57, 75284 PARIS Cedex 17.

#### LE RESPONSABLE INFORMATIQUE

d'un important laboratoire pharmaceutique

international (grande banlieue ouest de Paris)

CHERCHE SON DAUPHIN.

Il dispose d'une équipe d'une dizaine de

personnes et d'un IBM 3-15 orienté télétra-

itement. L'objectif est de développer, en liaison

avec le siège à Paris, la nouvelle génération

d'applications financières et comptables.

C'est, de préférence, un ESCP ou équivalent,

âgé de 30 ans minimum, ayant acquis

l'expérience de la mise en œuvre d'un gros

système-3. Sa maîtrise de l'anglais doit lui

permettre d'intensifier le dialogue avec les

informaticiens du groupe.

Ecrire à J. THILY ss réf. 3151 LM.

Carrière de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

& RICHARDS-ZEGER

montres métaux précieux, leader sur son marché

cherche pour la France

#### UN CHEF DES VENTES

ayant connaissance des marchés

de produits de luxe

S'adresser à EDOUARD RICHARDS S.A.

52, rue Lafayette - 75009 Paris. Tél. 770-46-41.

### Pour réussir les tests, apprenez ce qu'ils vous cachent.

Découvrez les pièges que vous tendent les offensifs tests des triangles, des taches d'encre, des séries de chiffres... Entraînez-vous, et vous affronterez sereinement psychologues et cabinets de sélection.

Un manuel pratique pour comprendre, analyser, utiliser les tests.

33 F

AUBIER



Ford

Ford France voudrait intégrer à son Département Pièces de rechange et Accessoires (au siège) le Chef de Service

### ÉTUDES DE MARCHÉ DÉTERMINATION DES PRIX

La finalité de sa fonction est de définir, par l'analyse du marché, les conditions générales de commercialisation (politique de prix et de remises) des pièces Ford et Motorcraft distribuées par les réseaux Ford et indépendants (grossistes, centrales d'achat...).

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur, ayant 28 ans minimum, capable d'assumer le double aspect financier et commercial de cette activité.

L'expérience de ce marché spécifique (pièces de rechange et accessoires automobile) et la pratique de l'anglais sont indispensables.

Si vous préparez la gestion prévisionnelle de votre carrière, Ford prévoit pour vous une évolution dans la société : dans un premier temps, la Promotion des Ventes et la Publicité ; dans une étape ultérieure, une Direction du Marketing.

Adresser C.V. à Ford France S.A., Direction du Personnel, 344, av. Napoléon-Bonaparte, 92504 Rueil-Malmaison.

### emplois régionaux

#### Importante Société Française

de renommée internationale

recherche dans le cadre du développement

de ses activités et de ses chantiers

d'ALSACE, NORMANDIE, MEDITERRANEE

ET D'EXPORTATION

#### INGÉNIEURS

ET AGENTS TECHNIQUES

CONFIRMÉS dans les SPECIALITES SUIVANTES :

- Instrumentation et régulation automatique ;
- Analyses industrielles ;
- Automatismes.

Langue anglaise souhaitée.

Pour un premier contact, adressez C.V. détaillé

et précisions salaires à n° 8.038.

COFAP 20, rue de Chabrol 75014 Paris 14

#### IMPTE STÉ MULTINATIONALE

Fabrique de matériel d'équipement industriel

recherche dans le cadre de son expansion

#### INGÉNIEURS

DEBUTANTS

DIPLOMES GRANDES ECOLES

Pour postes technico-commerciaux basés dans la

Métropole Nord.

Formation assurée et larges possibilités d'avancer

au sein du groupe.

Adr. C.V. manuscrite très complète en la réf. 838 à :

CAMPBELL, B.P. 57, 75284 PARIS Cedex 17, qui tr.

#### PRODUCTEUR MATERIEL D'EQUIPEMENT

INDUSTRIEL REPUTE

recherche

#### DIRECTEUR COMMERCIAL

Ingénieur Grande Ecole, 35 ans minimum

L'étendue des responsabilités offertes exige :

- l'expérience du marché industriel France et

export (anglais courant + allemand).

Une personnalité de chef confirmée (avoir dirigé

des réseaux commerciaux et du personnel

d'entreprises).

Résidence LIEU nécessaire

Les candidatures seront examinées confidentielle-

ment par Mme POTTEVIN sous réf. 17.015.

cm consultant

81, bd Carnot

93120 NOUVAUX.

Important fabricant et installateur

de réseaux de télécommunications recherche :

#### INGÉNIEUR - 30 ans environ

POUR :

- études de prix, organisation, engineering et gestion

de la partie génie civil de ses travaux en France

et outre-mer.

Base : LYON. Fréquentes missions courtes durées.

Diplôme Ingénieur T.P. ou équivalent, anglais obli-

gatoire. Expérience chantiers et outre-mer souhai-

tée.

Adresser C.V. et photo à n° 8293, « Le Monde » Pub.

à, rue des Italiens, 75247 PARIS 8e

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

DU DOUBS

recherche

#### UN ASSISTANT

en gestion industrielle

Il aura pour mission de participer, dans

le cadre de son service de promotion des entre-

prises, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un

programme d'aide aux entreprises industrielles

du département à majorité P.R.L.

De formation supérieure, il devra posséder

une expérience concrète dans le domaine indus-

triel et avoir eu possibilité au cours de 2 ou 3 années

dans un cabinet de conseil de gestion.

Envoyer lettre manuscrite de candidature,

C.V., photo et présentations à la Chambre de Com-

merce et d'industrie du Doubs, 7, rue Charles-

Nodding - 2802 BESANCON Cedex.

Recherche Directeur Technicien

Etablissement Socio-Economique

Expér. Gestion et Animation

25-35 ans - Env. C.V. et photo

C.R.A.D. B.P. 123

61203 ARGENTAN.

SAUNIER - Eau et

environnement - S.A.R.L.

16, av. du Gros-Molton,

33000 RENNES - recherche :

- Technicien B.T.S. ou équival-

ent, trait. eau, assés, poll.

- Ingénieur bureau d'études,

3 à 5 ans. V.R.D. Assés,

travail assés.

- Ingénieur chargé des études

envir. et traitement assés.

Env. C.V. + photo + trait.

Notre société X & Y S.A.

Nous recherchons

un DIRECTEUR Commercial

capable de prendre en main, de

suivre et d'animer nos réseaux

de ventes, capable d'assurer

le respect des objectifs, avec

des dynamismes, volontaire, em-

ballonné, avec une belle allure

de gestion. Faites-vous connaître

avec C.V. et photo.

(Niveau de salaire).

Ecr. : J. Amance, 1301, BP 150,

31000 TOULOUSE.

#### ANNONCES CLASSEES

TELEPHONE

233-44-21

#### ETPM

#### LEADER EUROPEEN

DE L'OFFSHORE PETROLIER

C.A. 1976 : 1,5 Milliard F.F.

Oscar à l'exportation

Nous recherchons pour PARIS un :

### JEUNE FISCALISTE INTERNATIONAL

La fonction :

Sous la responsabilité du chef du Département Juridique et Fiscal,

vous participerez à la définition de notre politique fiscale.

Vous étudierez la réglementation fiscale dans les pays où nous

travaillons actuellement (Moyen-Orient, Afrique, G.B., Norvège)

ainsi que dans les nombreux pays où nous envisageons de nous

implanter.

Vous serez responsable d'organiser, de gérer et de contrôler l'appli-

cation de la politique fiscale en collaboration avec les Services

Juridique, Financier, Comptable et avec nos succursales et filiales

situées à l'étranger.

Le poste doit évoluer rapidement vers la création d'un service fiscal.

Votre profil :

Votre formation supérieure Juridique et fiscale (au minimum la

licence en droit privé) est complétée par une solide formation écono-

mique et comptable (D.E.C.S.).

Vous avez acquis, de préférence en entreprise, au moins 2 à 3 années

d'expérience en fiscalité internationale. Vous parlez et écrivez

couramment l'Anglais. Le goût des contacts et des voyages vous

motivent.

Envoyer C.V., photo et présentations s/réf. 5163 à

P. LICHOU S.A., 10 rue de Louvois

75003 Paris cedex 02 - qui transmettra

#### SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

filiale d'un groupe multinational

recherche URGENT pour

BOULOGNE sur MER (500 m. Port de Saint-Clément)

### adjoint à chef comptable

- 28 ans minimum,

- de formation solide, D.E.C.S. ou équivalent exigé,

- il sera rattaché directement au Chef Comptable et devra

- avoir une expérience confirmée par plusieurs années de

- pratique de la Comptabilité Générale (clients, fournisseurs,

- travaux) et de la Comptabilité Analytique (prix de vente,

- développement, suivi et contrôle),

- il s'agit d'un poste de responsabilité demandant entente,

- et autorité.

- la connaissance de l'Informatique et de l'Anglais serait

- appréciée.

Ecrire avec C.V. détaillé et mentions sous réf. 727-M.

Réponse et discrétion assurées.

#### guillon sélection

23, AV. DE LIVRY - 93340 LE HAINOY

#### STC

Storage Technology Corporation S.A.

Premier constructeur indépendant de périphé-

riques de haute performance, déjà solidement

implanté en France recherche :

#### DES INGENIEURS

COMMERCIAUX

pour pénétrer de nouveaux marchés et pro-

mulver de nouveaux produits.

Une expérience de la vente de matériel



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

**CREUSOT-LOIRE**

DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES  
recherche :

**JEUNE DIPLOME**

Sciences Po - Sciences Eco -  
Eco - Licence Droit -

Dans le cadre de la politique sociale de la société, il sera pour mission :  
- le suivi de l'évolution des rémunérations  
- la détermination des primes, frais et indemnités de déplacement en France et à l'étranger  
- la gestion du 1% à la construction  
- des études statistiques diverses.

Il pourra également être chargé d'assister les établissements en législation sociale. Une expérience de la fonction Personnel en milieu industriel et de bonnes connaissances en droit social seront appréciées.

Poste à pourvoir à Paris.

Ecrire avec C.V.  
- CREUSOT-LOIRE  
Soc Recrutement des Cadres  
15, rue Pasquier  
75383 PARIS CEDEX 08



offres d'emploi

**ingénieurs d'application**

Notre entreprise est de taille à vous assurer une brillante carrière et vous permettre d'affirmer votre personnalité.

Nous sommes difficiles parce que nous exigeons.

Nous voulons engager 5 candidats de grande qualité. Ces jeunes cadres seront dégagés des O.M., débutants ou possédant 2 à 3 années d'expérience professionnelle.

Ils doivent avoir une très solide formation d'ingénieur. Ils deviendront négociateurs à haut niveau dans un domaine à technologie avancée et en plein essor.

Ces ingénieurs auront l'initiative des contacts commerciaux ainsi qu'une activité dynamique et créatrice.

Formation : 9 mois

Les dossiers de candidature seront examinés avec rapidité. Ils comporteront une lettre manuscrite avec C.V. détaillé, une photo récente et, si possible, un numéro de téléphone avec heures d'appel.

Ils seront envoyés sous référence M. à Jeannine GARCIA, Havas Contact, 156, bd Haussmann 75008 Paris.

offres d'emploi

**CREUSOT-LOIRE**

recherche pour  
VENTE ROTATIVES OFFSET

**CADRE  
TECHNICO-COMMERCIAL**

Il sera chargé de visiter régulièrement la clientèle française.  
Le candidat devra avoir :  
- la pratique des techniques et matériels d'imprimerie  
- une bonne connaissance des milieux de l'imprimerie  
- une expérience des négociations à un niveau élevé.

Le poste est basé à Paris et implique de nombreux déplacements.

Ecrire avec C.V.  
- CREUSOT-LOIRE  
Soc Recrutement des Cadres  
15, rue Pasquier  
75383 PARIS CEDEX 08



**PUBLICITÉ ET ÉDITION**

recherche

**Cadre Commercial**

POUR EXTENSION DE SON  
RÉSEAU COMMERCIAL, PARIS  
ET RÉGION PARISIENNE

Fonctions :  
En étroite liaison avec le Directeur Général, il participe à la définition des objectifs et il est responsable de la prospection de marchés nouveaux, dont il assure le suivi.

Qualifications requises :  
- 28 ans minimum  
- Une sérieuse expérience de la négociation et des contacts à haut niveau ;  
- Une bonne connaissance de la fabrication.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prétentions à :  
- BUREAU PÉRESSÉ - 344, rue de la République  
- 75001 PARIS.



spécialiste dans l'élaboration des circuits imprimés (implantation et dossier de fabrication à partir de schémas électroniques)

**SOUS-INGÉNIEUR ou INGÉNIEUR**

pour travaux d'études dans le domaine de la technologie du circuit imprimé et du câblage (élaboration de spécification, liaison avec filiales européennes, connaissance de la communication électronique...).

Connaissance de l'anglais indispensable.  
Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence N° 02 à :  
- COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES  
- Service du Personnel 251, rue de Valenciennes  
- 75001 PARIS CEDEX 15.

**nicholas angel**

La filiale française appartenant à un puissant groupe multinationale, spécialisée dans la construction de biens d'équipement (mécanique) en pleine expansion, recherche un

**CONTROLLER**

PME Paris-Ouest Environ 25.000 F  
Responsable financier sous l'autorité directe du Directeur Général, il superviserait une équipe de 5 personnes et prendrait en charge tous les aspects financiers et comptables. Il sera chargé de la préparation des états financiers, des relations bancaires et du contrôle budgétaire. Il aura à mettre en place les systèmes comptables adaptés à la rapide croissance de la société.

Le candidat devra posséder :  
- une bonne formation comptable, niveau DECS  
- une expérience d'au moins 3 ans acquise dans une société de préférence anglo-saxonne  
- une capacité prouvée à diriger une équipe  
- une bonne connaissance de la langue anglaise.

Ce poste offre de réelles perspectives de carrière pour un candidat de valeur, jeune et dynamique. Envoyez votre C.V. avec lettre manuscrite en indiquant votre salaire annuel sous référence 77201 à :  
- NICHOLAS ANGELL 149, rue St-Honoré  
- 75001 PARIS

conseil  
recrutement financier

**HYDRAULIQUE B.C.**

Société industrielle française  
filiale d'un groupe international  
recherche

1) Pour son siège de Saint-Hélène (Antenne) :  
**UN DIRECTEUR COMMERCIAL**  
Hydraulicien ou mécanicien de formation technique supérieure, ayant l'expérience de l'animation des services de vente à l'industrie. Il aura la responsabilité de nos réseaux et gèrera tous nos services commerciaux.

2) Pour son usine de Saint-Hélène (Antenne) :  
**UN INGÉNIEUR MÉTHODES**  
confirmé - 30 ans minimum

Diplômé ou possédant, par la pratique, des compétences équivalentes et ayant plusieurs années d'expérience de la fonction dans le domaine des fabrications mécaniques et de l'usinage. Il aura la charge de créer la fonction méthodes dans l'usine, dans le cadre d'une modernisation de ses techniques et de ses équipements de production.

Envoyer C.V. et prétentions à :  
- HYDRAULIQUE B.C.  
- 23, rue du Général-Kell, 93000 St-Denis  
- Tél. : 749-10-49. Mme DECOMBERG.

**UNE GRANDE BANQUE NATIONALE**

recherche

**JURISTE**

Le candidat devra :  
- Être diplômé d'études supérieures ou licencié en droit privé.  
- Avoir une formation juridique de base solide et diversifiée, assise sur une expérience, de 5 à 7 ans de la vie des affaires, y compris dans le domaine international.  
- Posséder une aptitude à des négociations de haut niveau.  
- Parler et écrire parfaitement l'anglais.

Il lui sera proposé :  
- De participer à la solution de problèmes juridiques divers et complexes, dans le cadre d'un service en pleine évolution, le poste impliquant, outre la mise au point des dossiers, des relations avec les Directions de l'établissement, et avec les Responsables d'entreprises.  
- Une rémunération en fonction de l'expérience acquise, et une situation stable.

Ecrire avec C.V. et prétentions  
sous n° 80632 B

BLEU PUBLICITÉ 17, rue Labat 94300 Vincennes

**CHEF DE SERVICE**

Les candidats devront justifier d'une expérience professionnelle en matière de Recrutement leur permettant d'assurer rapidement l'encadrement du service Participations (contrats et actifs) de l'entreprise.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à : A.P.C.  
2, av. de la République, 93000 SAINT-DENIS CEDEX

**GFC**

VOUS PROPOSE LES OPPORTUNITÉS SUIVANTES  
EN PAGE INTÉRIEURE DE CE MÊME JOURNAL.

- DIRECTEUR EXPORT MATÉRIEL MILITAIRE
- CHEF DE PRODUITS Grande Consommation
- DIRECTEUR VENTE et MARKETING, Fournisseurs pour la Construction.
- JEUNE DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES
- INGÉNIEUR COMMERCIAL CONFIRME (Techniques Industrielles)
- RESPONSABLE DU SUIVI DES REMPLACEMENTS 18000 personnes.

**TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE**

proche Banlieue Nord  
recherche

**jeune expert  
comptable**

particulièrement au fait des problèmes de Droit des Sociétés, de Fiscalité et ayant acquis une expérience en Cabinet de 2 à 3 ans.

Il sera chargé d'études comptables, juridiques et fiscales pour le compte du Directeur Financier de la Société dont il dépendra directement.

Anglais apprécié.  
Adresser C.V. détaillé manuscrit avec photo et prétentions à/réf 5411 à :  
- Ltp 31, Bd BONNE NOUVELLE  
- 75008 PARIS

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ A SUCCURSALES MULTIPLES**

QUARTIER CHAMPS ÉLYSÉES  
recherche

**CHEF COMPTABLE**

DECS ou équivalent

Expérience confirmée en responsabilité générale de plusieurs années, 30 ans minimum, chargé d'animer une équipe de 10 personnes.

Expérience informatique et bonne connaissance des problèmes bancaires et fiscaux exigés.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, et prétentions sous réf. 14.377 à :  
- A.P.C. 156, bd Haussmann  
- 75008 PARIS

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**

La personne recherchée devra être capable, par sa forte personnalité, par son expérience et par sa profonde connaissance du milieu industriel français, de créer et de développer une entreprise sur le plan d'acquisition au marché français.

- Équipements industriels divers ;
- Engineering industriel ;
- De know-how de fabrication ;

en vue d'être livré en Allemagne ou directement outre-mer.

La personne collaborera étroitement avec la maison mère en Allemagne fédérale et devra maîtriser donc la langue allemande ou, à la rigueur, anglaise. Son domicile sera à Paris.

Veuillez avoir l'obligeance de nous écrire sous le chiffre n° 282 à :  
- REPERSE GmbH, Rathenaustrasse 14, D-6000 Frankfurt, qui transmettra. Vous aurez une réponse dans très peu de temps.

Grande Marque d'Hydrologie  
recherche pour secondar Directeur Commercial

**CHEF  
DE PRODUITS**

niveau Sup de Co, 30 ans minimum.

Il étudiera le marché, analysera les ventes, sera en liaison avec commercial, production, fournisseurs.

Profil : goût, précision, diplomatie, allemand souhaitable.

Ecrire à Havas Contact, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, sous référence 49388.

**CHEF DE PRODUCTION**

130/150.000 F

PARIS

Une Société Française, réalisant un C.A. supérieur à 600 millions de francs, employant plusieurs milliers de personnes et occupant une place de leader en son domaine, recherche le Chef de Production de l'une de ses Divisions. Bénéficiant d'un statut de Directeur de Division et indirectement au Comité de Direction, il veillera, en liaison avec les services Finances et Méthodes, à l'élaboration des moyens de production existants et à l'élaboration de la politique de développement de cette division, à la mise au point de la logistique de cette division, à la mise au point de la politique de développement de cette division, à la mise au point de la politique de développement de cette division.

Le candidat devra posséder :  
- une expérience d'au moins 10 ans de la production en grande série, acquise dans le secteur mécanique ou électromécanique, est indispensable. Celle de l'implantation d'usines et d'activités et du travail en équipes est fortement appréciée. Ce poste pourra déboucher sur une Direction d'usine.

Ecrire sous référence 100 M à G.R.E. Conseil, 15, rue de l'Amiral-Bourcier, 75016 PARIS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**

(3 usines, en Centre France)  
fabriquant un matériel de haute technicité  
leader sur le marché européen  
recherche pour PARIS

**1 INGÉNIEUR DE COORDINATION**

Nous recherchons :  
- un diplômé grande Ecole, X, Sup. Adm., Centrale ou Mines Paris ;  
- une parfaite connaissance de l'anglais (l'allemand serait également apprécié) ;  
- une expérience de la coordination industrielle.

Nous offrons :  
- la responsabilité des programmes de coordination industrielle entre les différents constructeurs au niveau européen.

**1 INGÉNIEUR A. et M.**

débutant pour l'exportation et achats.

Adresser C.V. manuscrits sous réf. 191  
- GÉRARD BAILLY CONSEIL  
- 40, avenue Hoche 75008 PARIS.



















# ELETROSUL

## CENTRAIS ELETRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.

(Filiale de Eletrobras)

**CENTRE D'EXPLOITATION DU SYSTÈME**  
(système de transport d'énergie électrique en 230 et 500 kV)  
**APPEL POUR LA PRÉQUALIFICATION DES FABRICANTS**  
**DE SYSTÈME ANALOGIQUE DE TÉLÉREGLAGE PUISSANCE-FRÉQUENCE**  
**ET ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉCONDUITE**  
(TÉLÉMESURE ET TÉLÉCOMMANDE)

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. ELETROSUL lancera un appel d'offres international pour la fourniture des groupes d'équipements cités ci-dessous :

### PREMIER GROUPE

- Station centrale avec calculateur analogique pour le système de contrôle de puissance - fréquence;
- Systèmes terminaux de télémesure;
- Systèmes terminaux pour contrôle automatique de la production des centrales.

### DEUXIÈME GROUPE

- Équipements de téléconduite (télémesure et télécommande) pour l'interface avec le système de transmission par ligne à courant porteur.

Un emprunt a été récemment approuvé par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour financer l'acquisition des équipements mentionnés ci-dessus.

Seuls les fabricants domiciliés dans les pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être gratuitement retirées par les intéressés jusqu'au 28 février 1977 à l'adresse suivante :

**CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL**

DIRETORIA ADMINISTRATIVA  
Rua Trejeiro, 41 - 3° andar 88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - Brasil  
Télex 0482164.

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## CONJONCTURE

### Repoussoirs et modèles économiques

(Suite de la première page.)

Autre leçon du « cas anglais » : la versatilité de la politique économique ne peut conduire qu'à des déboires. Nous ne pensons pas seulement au classique *stop and go*, mais au sentiment d'irrésolution que donnent trop souvent les dirigeants britanniques. Un exemple récent ? Le 15 novembre 1976, M. Callaghan disait courageusement, lors d'un banquet organisé par le lord maire : « Nous devons donner une priorité absolue aux besoins industriels, les faire passer même devant nos objectifs sociaux ». Compétitivité, productivité, investissements, disaient les maîtres mots de son discours. Le 13 janvier 1977, devant le Parlement européen, tout autre son de cloche de M. Crosland, ministre des affaires étrangères : la priorité absolue est la lutte contre le chômage, et c'est par une politique de redécouverte du plein-emploi, plus que par la lutte contre l'inflation, que M. Crosland voit la Communauté retrouver l'espoir d'une union économique.

L'absence d'imagination des gouvernements (2), de continuité (engendrée aussi par changements majeurs de politique d'un gouvernement à l'autre), de vues à moyen terme expliquent plus encore que le comportement du citoyen britannique les difficultés de notre voisine d'outre-Manche. Outre-Rhin, c'est une autre histoire. On invite nos contemporains à écarquiller les yeux devant les succès allemands et le *Wohlfahrt* plus ultra de la politique

économique semble être de tâcher de conduire avec autant de maestria les affaires de la France.

Il est vrai que la sagesse des prix en République fédérale est toujours aussi impressionnante et le gouverneur de la Bundesbank, H. Hansen, estime possible de limiter la hausse à 4 % en 1977 et même un peu en dessous. Sur le front du commerce extérieur, c'est toujours le beau fixe et la croissance — sur laquelle les experts hésitent le plus — devrait atteindre 5,5 % selon les optimistes et 3,5 % selon les pessimistes. Les premiers pourraient avoir raison si le gouvernement lance dès le mois de mars, avec les Länder et les municipalités, un programme d'investissements de 12 milliards de deutschemarks, comme M. Schmidt vient d'en exprimer l'intention devant le Bundestag.

### Flair et courage mais...

Les Allemands ont deux qualités dans la gestion de leurs affaires économiques : le flair et le courage. Dès qu'ils perçoivent les premiers signes d'un dérèglement des équilibres, et si le leur faut pas longtemps, ils réagissent et parfois brutalement. « Un mal bien tenu ne vaut rien », écrit Paul Valéry. Les atermoiements coûtent toujours cher : on l'a bien vu en France au cours des dernières années.

Le succès de la manœuvre ne doit pas faire oublier, d'une part

les dégâts qu'elle implique, d'autre part le risque qu'elle ne puisse se dérouler conformément aux vœux de ceux qui la commandent.

Les dégâts, c'est un fort chômage. Une nouvelle fois, le cap du million de sans-emploi a été dépassé. Comme l'écrivait Die Welt du 6 janvier : « Les chômeurs constituent une bombe à retardement pour une société qui, longtemps, pouvait se flatter d'une paix sociale ». Cette paix sociale est précisément menacée en ce début d'année. Le président du D.G.B. (Confédération des syndicats allemands) perd patience et estime aujourd'hui que si le système dans lequel s'est installé son pays ne peut ramener le plein-emploi, c'est que ce n'est sans doute pas le bon. Les travailleurs sont d'autant plus dépités que la modération qu'ils ont affichée dans les revendications de salaires n'a servi à rien.

Du coup, on repartie d'arrêts de travail. Ainsi, selon le correspondant à Francfort de l'Agence, une grève dans l'industrie allemande doit être envisagée, si les chefs d'entreprise refusent d'augmenter les salaires de plus de 4,75 %. C'est ce qu'a précisé, en tout cas, le vice-président du syndicat I.G.-Metall. Dans la fonction publique, on présente comme « réaliste » des revendications de l'ordre de 8 %. M. Vetter, président du D.G.B., est tellement persuadé que le gouvernement fait fausse route dans sa politique de lutte contre le chômage, qu'il n'a pas exclu que l'on doive faire appel à la solidarité des travailleurs pour atténuer ses effets en réduisant les horaires de travail sans compensation financière, car les salariés licenciés paient, en fait, les améliorations de salaires obtenues par les autres.

Entre la menace et les propositions courageuses, les syndicats allemands réussissent-ils à relancer l'économie sociale de marche ? Qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne, de la R.F.A. et maintenant de la France, les exhortations à la patience des travailleurs ont des limites. Parce qu'on n'arrivait pas à sortir du plan de stabilisation, lancé par M. Giscard d'Estaing en 1963, la température est montée dans les masses et l'émotion des étudiants de mai 1968 a conduit à l'explosion.

Plus que jamais, il faut donc regarder avec un certain détachement les expériences étrangères et ne pas confondre continuité dans une voie avec monotonie. Ah ! si le fameux « mal français » pouvait se résorber par décret ! Croisons plutôt la sagesse paysanne qui dit : « Il faut faire du feu avec le bois qu'on a ».

PIERRE DROUIN.

(3) Livre Antoine de la Grande-Bretagne, par François David. Hachette, 272 pages, 39 francs.

■ M. GERALD HEIM DE BALSAC vient d'être nommé président de la Société d'économie politique, en remplacement du professeur Jean Marquand. Docteur en sciences économiques, M. Heim de Balsac a été secrétaire du Syndicat des producteurs d'olagineux d'outre-mer, puis adjoint au directeur général de Latex and Rubber, à Baltimore, et adjoint au président de Sotex et de Palmer and Parker, à Boston. Économiste à l'I.T.E. en 1965, il a été adjoint au président d'I.T.T.-France avant de devenir P.-D.G.

Le 17 janvier 1977, le président du tripartite, M. Jean Mart, en tant que technicien consultant, devra prendre connaissance des avis et de l'organisation de la mise en location d'un local afin de permettre au fond de statuer en connaissance de cause.

Le 27 janvier 1977, le président du tripartite, M. Jean Mart, en tant que technicien consultant, devra prendre connaissance des avis et de l'organisation de la mise en location d'un local afin de permettre au fond de statuer en connaissance de cause.

Le 27 janvier 1977, le président du tripartite, M. Jean Mart, en tant que technicien consultant, devra prendre connaissance des avis et de l'organisation de la mise en location d'un local afin de permettre au fond de statuer en connaissance de cause.

Le 27 janvier 1977, le président du tripartite, M. Jean Mart, en tant que technicien consultant, devra prendre connaissance des avis et de l'organisation de la mise en location d'un local afin de permettre au fond de statuer en connaissance de cause.

Le 27 janvier 1977, le président du tripartite, M. Jean Mart, en tant que technicien consultant, devra prendre connaissance des avis et de l'organisation de la mise en location d'un local afin de permettre au fond de statuer en connaissance de cause.

# Sous le pont Joffre coule la Loire, sur les quais de la Loire, le premier hôtel★★★★d'Orléans.

Le 24 janvier 77, au cœur d'Orléans, Sofitel Jacques Borel a ouvert les portes du 1<sup>er</sup> hôtel★★★★de la ville.

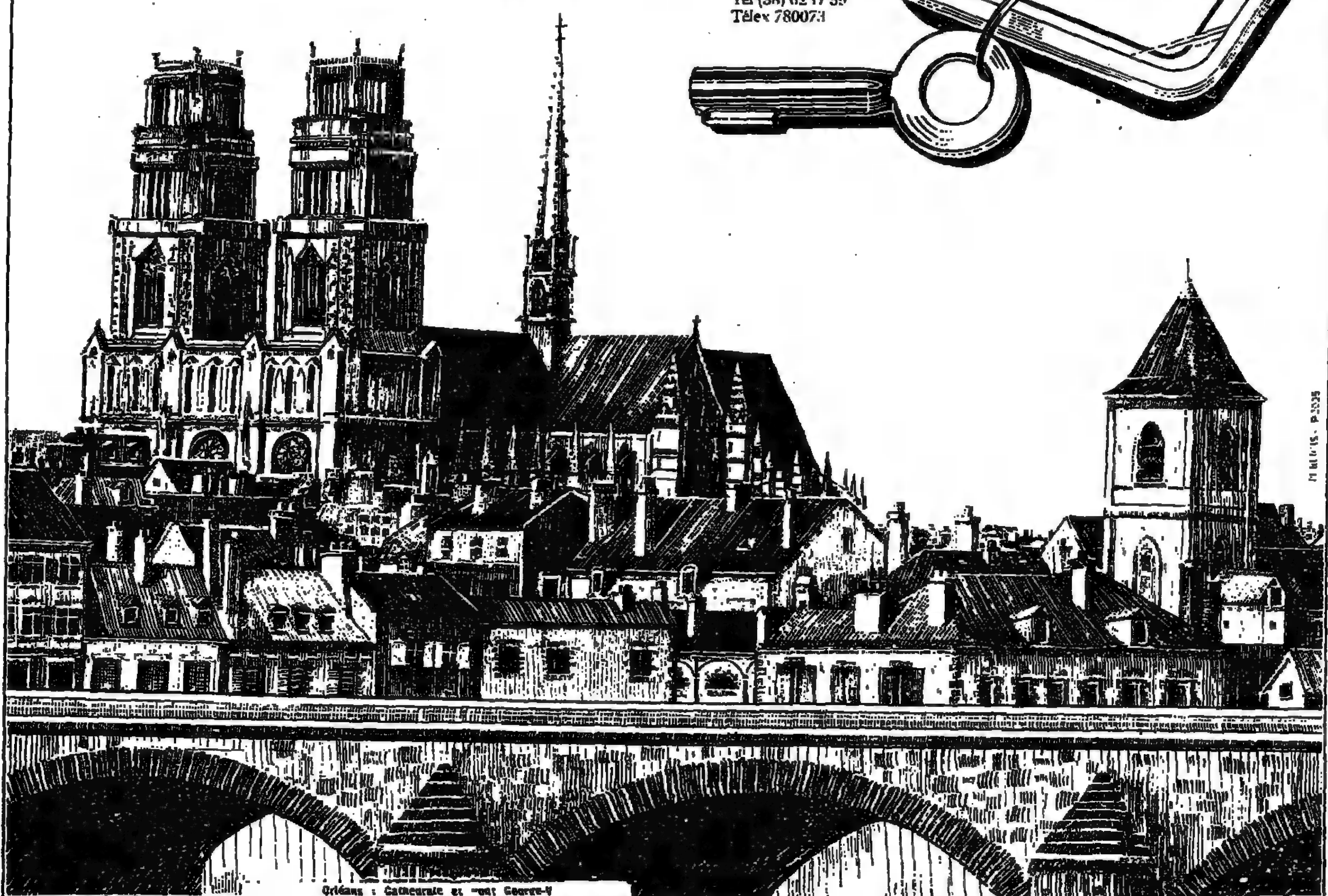
Admirablement situé, cet hôtel offre 110 chambres climatisées et insonorisées.

Ses salles de réunions et de réceptions, ses restaurants, son équipement, son organisation, son garage, ses services en font un lieu de travail et de détente idéal.

Réservation Centrale Paris.  
Tél 657 11 43  
Télex 200432

Réservation : dans les Sofitel Jacques Borel ou chez votre agent de voyages

Sofitel Jacques Borel  
46, quai Barentin  
45000 ORLÉANS  
Tél (38) 62 17 39  
Télex 780073



Orléans : Cathédrale et pont Georges-V

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## AGRICULTURE

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

Longue tenue des perspectives alimentaires mondiales. L.C.E. doit se doter d'une politique de coopération agricole et de coopération commerciale.

## PRESS

### L'ÉVÉNEMENT DE DIJON FAIT L'ÉLOGE DES VRAIS JOURNALISTES

M. Decourtye, ancien directeur de la presse à la C.G.T., a été élu président de la Société de la presse à la C.G.T. à Dijon, le 24 janvier 1977. M. Decourtye a été élu président de la Société de la presse à la C.G.T. à Dijon, le 24 janvier 1977.

### L'appel au secours lancé par la C.G.T. à la C.G.T.

L'appel au secours lancé par la C.G.T. à la C.G.T. a été lancé par la C.G.T. à la C.G.T. le 24 janvier 1977.

### BO

BO a été lancé par la C.G.T. à la C.G.T. le 24 janvier 1977.

مكتبة من الأصل



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AGRICULTURE

Compte tenu des perspectives alimentaires mondiales  
**La C.E.E. doit se doter d'une politique d'exportation et de coopération agricoles**  
propose un rapport au Conseil économique et social

L'humanité affronte dans les années présentes et à venir le problème de la sécurité alimentaire. Aucune nation industrielle, qu'elle dispose ou non d'abondantes ressources agricoles sur son propre sol, ne peut rester insensible aux menaces qui s'accumulent de ce fait sur la paix du monde. M. Jean Bismuth, dans le projet d'avis sur « les perspectives alimentaires mondiales et la politique agricole européenne », qui sera examiné le 4 février par le Conseil économique et social.

Après avoir passé en revue la situation alimentaire des pays en voie de développement et la stratégie agricole des principales puissances, le rapporteur note : « Il n'est pas exclu que certains pays soient tentés de se servir de l'arme alimentaire pour peser inégalement sur l'équilibre international. » Dans ces conditions, il préconise « une révision de l'orientation de la politique agricole commune », selon trois axes :

1) L'Europe doit exercer une présence active sur le marché mondial agricole, et plus particulièrement sur celui des céréales. Le rapport exclut que l'Europe devienne une vaste zone d'élection, ou bien qu'elle limite sa consommation de céréales pour pouvoir en exporter plus dans les pays en voie de développement. L'augmentation des parts de marché serait réalisée grâce à « un développement à prix de revient plus compétitif des rendements céréaliers », ainsi qu'à la conclusion de contrats à long terme de livraison avec certains pays, la constitution de stocks garantissant la bonne exécution de ces contrats, et d'aval à l'effort d'exportation, la possibilité pour les organisations interprofessionnelles de gérer le marché et de mener les opérations avec les pays tiers. « Le coût de

cette politique pourrait fort bien être modeste pour peu que l'on prenne le soin pour tous les stocks de vendre au moment opportun et non pas de brader des excédents dont la composition et la position sont un facteur de gaspillage », note le rapporteur.

2) L'Europe doit mener des négociations avec d'éventuels partenaires ou candidats à une association avec le Marché commun dans l'esprit d'aboutir à un ajustement concerté des productions du bassin méditerranéen, de façon à assurer le maintien d'une activité substantielle dans le Midi.

3) L'Europe doit réviser la conception traditionnelle de l'aide qu'elle pratique. Il s'agit de passer « des contrats de génération » avec certains pays en développement, en élargissant le cadre des accords de Lomé, afin d'atteindre « un rythme régulier et soutenu dans l'amélioration des régimes alimentaires de ces pays ». L'acheminement et la répartition de l'aide sont fréquemment sources de gaspillage. Il appartient au premier chef aux autorités souveraines des pays en voie de développement de veiller à l'efficacité de leur administration et d'instaurer un cadre social juste », indique en outre le projet d'avis.

En conclusion, M. Bismuth note que « l'agriculture européenne est mieux placée qu'il n'y paraît ». La politique agricole de la C.E.E. est le premier stade, pour autant que cette réussite dépende d'abord de l'effort des agriculteurs européens et ensuite des administrations de tutelle. Il faut la compléter maintenant par une politique commune du commerce extérieur et de la coopération, de grands progrès accomplis dans la gestion des marchés pourraient ouvrir de nouvelles actions nouvelles qui s'imposent. »

## A L'ÉTRANGER

**Le premier ministre québécois va prendre contact à New-York avec les hommes d'affaires américains**

M. Lévesque, premier ministre du Québec, quitte Montréal, ce lundi 24 janvier, pour un séjour de trois jours aux États-Unis, où il compte rencontrer des représentants des milieux d'affaires. Il doit notamment être reçu par le Club économique de New-York, qui regroupe un millier des plus importants industriels américains. Souhaitant persuader ces hommes d'affaires que sa politique économique est compatible avec les projets d'indépendance, M. Lévesque a affirmé qu'il n'allait pas à New-York « chapeau bas et en mendiant ».

Selon la Conférence Board, le plus important organisme d'analyse économique du Canada, qui regroupe des représentants de l'industrie privée des syndicats et du gouvernement, la croissance réelle de l'économie canadienne pourrait n'être que de 3 % en 1977 (contre 5 % en 1976), à moins que le gouvernement fédéral ne prenne des mesures de relance. Ce ralentissement entraînerait une augmentation quasi générale du chômage. La province la plus touchée serait celle du Québec.

De notre correspondant  
Montréal. — Les chroniqueurs économiques des États-Unis ont accueilli les résultats de l'élection du 15 novembre au Québec avec moins de calme que leurs confrères canadiens anglais. Le correspondant à Toronto de l'hebdomadaire *Barrow's*, appartenant à la société Dow Jones avait rédigé les commentaires les plus alarmistes. Il comparait M. Lévesque à Fidel Castro et affirmait que le Québec s'engageait « d'une manière décisive dans une expérience socialiste ».

Les marchés boursiers de Wall Street, Toronto et Montréal n'ont pas reflété longtemps cette inquiétude. Il s'est produit aussitôt après l'élection, une légère baisse du dollar canadien, qui n'a pas duré et qui en fait était éphémère. Les exportations depuis six mois. La monnaie canadienne apparaît légèrement surévaluée, et une dévaluation de 5 % par rapport au dollar américain est généralement considérée comme saine.

Le marché américain est essentiel pour l'économie québécoise. Selon la Morgan Guaranty Trust, les emprunts publics québécois aux États-Unis en 1976 ont atteint six milliards trois cent millions de dollars. Les « subdivisions politiques » — municipalités et autres — ont emprunté à elles seules, pour plus de trois cents millions de dollars. Si l'on ajoute à cela une réserve nouvelle de la part des milieux d'affaires américains, la part de la population, laval, qui jouit d'un bon crédit aux États-Unis, n'est pas parvenue à placer dans ce pays, après les élections de novembre, un emprunt de treize millions de dollars.

Le gouvernement québécois, pour sa part, doit trouver rapidement trois cent cinquante millions de dollars pour financer le déficit du budget en cours (l'année fiscale s'achève le 31 mars). Dans les « notes » que donnent les prêteurs américains à leurs clients, le Québec est aujourd'hui encore classé « double A », ce qui est excellent. Les spécialistes font néanmoins remarquer que, dans les faits, il y a un décalage entre les emprunts accordés au Québec et la situation réelle de la province. Le Québec, qui, avec le même classement, est, en pratique, mieux traité.

Ces déclarations des milieux d'affaires américains ont été jugées plutôt prudentes et volontiers rassurantes. Dans le cas où s'établirait une certaine tension entre le Québec et ses partenaires extérieurs, on assisterait peut-être à l'accélération d'un mouvement déjà ressenti avant les élections : le déplacement hors de la province des sièges sociaux des entreprises. Selon les statistiques fédérales, entre novembre 1975 et novembre 1976, soixante sièges sociaux d'entreprises ont été déplacés hors du Québec, alors que trente-sept ont été transférés dans la province. Les personnes privées, quant à elles, ont déplacé des fonds vers l'Ontario ou les États-Unis. Il s'agit, semble-t-il, de mouvements minimes.

Une institution financière n'a déclaré que ses dépôts avaient diminué de façon sensible.

ALAIN-MARIE CARRON.

## PRESSE

A la suite d'un référendum de la C.G.T.  
**UN EXPERT EST NOMMÉ A « PARIS-MATCH »**

A la suite de la vente du titre *Paris-Match* par le groupe Prouvost au groupe Hachette et de l'accord de location-gérance de ce titre passé entre le groupe Hachette et le groupe Philipps (dont la filiale Cogedipresse édite *Paris-Match*), le Syndicat national des journalistes C.G.T. avait demandé que l'ensemble des salariés de l'ex-groupe Prouvost soient transférés à la société Cogedipresse (groupe Philipps).

Mais, selon le syndicat des journalistes C.G.T., au moment du transfert, certains contrats auraient été perdus. Les sections syndicales des journalistes C.G.T. de l'Union et de la Cogedipresse ont alors été amenées à charger leur conseil, M. Michel Blum, d'introduire au nom de sept journalistes et cadres, M. Jean Thonissen, Gérard Wertz, Georges Melet, Bruno Bachelet, Roger Ruotolo, Georges Bosio, Bernard Soutan, un référendum afin de faire être transférés de plein droit à la Cogedipresse.

Par ordonnance du 17 janvier 1977, M. Bedu, président du tribunal de grande instance, a décidé de commettre M. Jean Marx, en qualité de technicien consultant. Ce dernier devra prendre connaissance des statuts et de l'organisation de la société UPBM au moment de la mise en location-gérance du titre *Paris-Match* (le 30 août 1976) afin de permettre au juge du fond de statuer en toute connaissance de cause.

**L'ÉVÊQUE DE DIJON FAIT L'ÉLOGE DES VRAIS JOURNALISTES**

Mgr Decourtray, évêque de Dijon, consacre l'édition de la semaine à la presse. Dans la Cote-d'Or, à un métier de journaliste, à l'occasion de la journée mondiale des moyens de communication, prévue le 6 février.

Après avoir dénoncé « la presse à sensation » et « le scandale », M. Decourtray écrit : « Les véritables journalistes nous offrent la meilleure arme pour lutter contre cette presse de l'insupportable et du mensonge. » L'évêque, qui témoigne de son expérience récente de conférences de presse, évoque « ces inconnus, dont j'ignore le tempérament, mais dont la passion politique, qui manifestent à mon égard une même volonté de me comprendre et qui parviennent, avec et malgré leur langage, à traduire mon propos sans le transformer, à le résumer sans le fausser ».

« Que ce simple témoignage, écrit l'évêque, contribue à faire grandir (...) la volonté de comprendre et partager, c'est-à-dire finalement l'amour du vrai et l'amour des autres. »

## AFFAIRES

**L'OMNIM DE PROSPECTIVE INDUSTRIELLE A DÉPOSÉ SON BILAN**

L'Omni de prospective industrielle, qui regroupe des sociétés spécialisées dans la recherche industrielle et sa valorisation, a vu, OPI S.A., la holding du groupe, déposer son bilan samedi 22 janvier, à l'occasion de la mise en liquidation judiciaire. Un syndic, M. Dumenil, a été nommé. Au début du mois de janvier (le Monde a du 13 janvier), dans des principales filiales — OPI-Textiles et OPI-Crochisme — avaient déjà déposé leur bilan, et le 21 janvier c'était au tour d'une troisième société, OPI-Métallurgie.

Dans sa quasi-totalité, le personnel de ces filiales — une centaine de personnes, dont des dizaines de chercheurs — a été licencié.

La rapidité de l'effondrement d'OPI et l'ampleur du « trou » financier (on parle de plusieurs dizaines de millions de francs) paraissent d'autant plus inexplicables par une simple crise de trésorerie. On est sans nouvelles, depuis une douzaine de jours, du fondateur-animateur et actionnaire majoritaire d'OPI, M. Michel Lefebvre, qui aurait été victime d'un accident cardiaque.

Le groupe OPI pourra-t-il être sauvé ? Cela semble aujourd'hui difficile. Toutefois, certaines de ses filiales pourraient être reprises selon des modalités qui restent à définir. Ainsi, Technigaz (Gazodan, Gaz de France, Elf) serait intéressé par OPI-Crochisme. Les deux sociétés avaient déjà réalisé conjointement des installations de traitement de la laine et du coton.

Depuis 33 ans, le journal spécialisé  
« Les Annonces » est le n° 1  
pour la vente des fonds de commerce  
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...  
En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

**GFC**  
SPECIALISTES EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX  
103, rue de la Pompe — 75116 PARIS —  
553.89.29  
Nouvelle adresse à partir du 31 Janvier :  
110, rue de Sèvres 75015 PARIS  
566.74.73

Le Directeur d'une Division d'une Importante Société  
recherche son Adjoint  
**DIRECTEUR EXPORT MATERIEL MILITAIRE**  
Ingénieur chevronné, exportateur par tempérament et par expérience, c'est avant tout un grand négociateur, habitué en particulier aux affaires avec les pays Arabes.  
Résidence : Région Parisienne. réf 4800

Un Important Groupe Multinational  
GRANDE CONSOMMATION  
recherche un  
**CHEF DE PRODUITS**  
25 ans minimum  
Parlant couramment l'Anglais, il aura déjà acquis dans une grande Société réputée pour son marketing avancé, 2 à 3 ans d'expérience de la fonction (y compris gestion d'importants budgets 140) Sérieuses possibilités d'évolution rapides.  
Résidence : Région Parisienne. réf 4790

Une Importante Société Internationale  
(FOURNITURES POUR LA CONSTRUCTION)  
recherche  
afin de lancer en France une nouvelle gamme de produits  
**DIRECTEUR VENTE ET MARKETING**  
Parlant bien l'Anglais et disposant nécessairement d'une solide formation technique (type Ingénieur Mécanicien), l'homme retenu a au moins 25 ans, une expérience de la vente au milieu de la construction et un tempérament d'organisateur.  
Le Poste doit évoluer à moyen terme vers une fonction plus globale.  
Résidence : Région Parisienne. réf 4770

GRUPPE AMERICAIN EN PLEINE EXPANSION  
recherche  
**JEUNE DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES**  
25 ans minimum  
Anglais courant  
C'est un homme qui dispose d'au moins 5 ans d'expérience dans la fonction personnelle. Il sera chargé de développer la fonction d'encadrement commercial indispensable. Promotion à moyen terme au poste de DIRECTEUR COMMERCIAL.  
Résidence : Région Parisienne. réf 4220

UNE SOCIÉTÉ DE THERMIQUE INDUSTRIELLE  
EN PLEINE EXPANSION  
recherche  
**INGÉNIEUR ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL**  
30 ans minimum  
Solide formation technique. Connaissance de la thermique industrielle et tempérament commercial indispensables.  
Promotion à moyen terme au poste de DIRECTEUR COMMERCIAL.  
Résidence : Région Parisienne. réf 4810

Un Important Groupe Industriel (15.000 personnes - 10 usines)  
DIRECTION DU PERSONNEL  
**RESPONSABLE DU SUIVI DES REMUNERATIONS**  
30 ans minimum, c'est un homme de formation scientifique qui dispose d'une certaine connaissance de la statistique et d'une bonne expérience acquise dans la fonction personnelle ou éventuellement en milieu de production.  
Intéressantes possibilités d'évolution à moyen terme.  
Résidence : Région Parisienne. réf 4760

Ecrire en précisant la référence  
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées de manière confidentielle

**Le Monde** réalise chaque semaine  
**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**  
Réservez aux lecteurs résidant à l'étranger  
Numéro spécial sur demande  
5, rue des Italiens, 75247 PARIS cedex 05

**BONS DU C'EST VOTRE INTÉRÊT DE LES CONNAÎTRE : LEUR INTÉRÊT VOUS INTÉRESSE**  
RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES GUICHETS PLACEURS (TRÉSOR, P.T.T. BANQUES, CAISSE D'ÉPARGNE)  
TAUX D'INTÉRÊT DE 6,50% A 10,50% AVANT IMPÔT

SALON EUROPEAN DES ANTIQUAIRES  
14-15 JANVIER 1977  
Grand Palais  
14-15 JANVIER 1977



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## FAMILLE CRÉATION D'UNE NOUVELLE ASSOCIATION FAMILIALE

Le Comité national des associations populaires familiales (C.N.A.P.F.) est né officiellement, les 15 et 16 janvier, au cours d'une assemblée constitutive. Présidée par M. Maurice Charre (Loire), cette nouvelle association familiale regroupe, selon ses dirigeants, les tiers des quelque quarante-cinq mille familles adhérentes à l'ancien C.N.A.P.F. Hostiles à la transformation de la C.N.A.P.F. en Confédération syndicale du cadre de vie, avec adhésion individuelle et non plus par familles, ces familles se sont regroupées afin de poursuivre une action de masse, populaire et socialiste.

\* C.N.A.P.F. syndicales, 97, avenue de Villiers, 75017 Paris.

## CONFLITS

### La série de grèves dans les services publics commence le 26 janvier à la S.N.C.F.

Pour protester contre le blocage du pouvoir d'achat dans le secteur public et nationalisé, les syndicats ont décidé des grèves de vingt-quatre heures qui se succéderont, à partir de mercredi 26 janvier, pendant huit jours :

● **MERCREDI 26 : S.N.C.F.** — La grève est lancée par la C.G.T., la C.F.D.T., F.O., les cadres autonomes F.M.C., les agents de conduite F.G.A.A.C. Elle commencera le 26 à 20 heures et s'achèvera le 27 à 6 heures.

● **JEUDI 27 : Fonction publique**, y compris les P.T.T. (enseignement, les services publics et de santé, les tabacs et allumettes (C.G.T., C.F.D.T., F.O., FEN, C.F.T.C., C.G.C. et autonomes), les transporteurs de l'Etat (manufactures et arsenaux) cesseront

également le travail, ainsi que les employés C.G.T. des théâtres subventionnés.

A Air France, les personnels navigant et au sol cesseront le travail sur les consignes C.G.T., C.F.D.T., F.O., autonomes S.N.P.I. (pilotes), S.N.M.A.C. (mécaniciens) et C.N.P.N.C. (hôtesse et stewards).

● **LUNDI 31 : Charbonnages.** — Toutes les fédérations ont décidé la grève pour ce jour si les négociations prévues le 25 janvier n'aboutissent pas.

● **MARDI 1<sup>er</sup> FEVRIER : E.G.P.** — Des coupures sont à prévoir surtout de 8 h.30 à 11 h.30 et de 14 h.30 à 16 h.30, consignes données par la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. (des syndicats F.O. de la région parisienne se sont déolidarités de cette grève).

● **MERCREDI 2 : Crédit agricole** (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et autonome).

## MONNAIES ET CHANGES

### LE BILAN DE LA BANQUE DE FRANCE FAIT ÉTAT DE LA RESTITUTION DE 10 TONNES D'OR PAR LE F.M.I.

(Principaux postes en millions de francs)

ACTIF	6.1	12.1
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	52 873	52 838
Fonds de stabilisation des changes	1 941	8 955
Annuités de prêts de la S.A.I. et de l'F.T.	43	43
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 478	28 976
Monnaies étrangères	277	256
Comptes courants post.	203	497
Comptes en l'Etat	16 738	18 690
3) CRÉANCES POUVANT ÊTRE DÉCAISSÉES	69 145	69 488
Stavets émis	26 176	26 137
Stavets en circulation	28 443	31 854
Stavets en cours	14 478	11 558
4) DIVERS	2 832	2 824
	163 178	165 322

PASSIF

1) BILAN EN CASH	115 418	114 153
2) COMPTES CRÉDITEURS	7 531	7 762
Comptes des banques étrangères	572	683
Comptes des banques de la zone franc	2 793	2 793
3) C.O.M.P.T.E.S. POUVANT ÊTRE DÉCAISSÉS	950	923
Comptes courants post.	2 390	12 216
Comptes en l'Etat	6 510	10 325
Autres comptes	1 371	1 353
4) RÉSERVE DE RÉVALUATION	43 397	44 136
5) CAPITAL ET FOND S	1 358	1 358
6) DIVERS	5 472	5 747
	163 178	165 322

### Élections professionnelles

● **ELECTIONS CHEZ RE-NAULT : NET PROGRES DE LA C.G.T.** aux élections des délégués du personnel, à Boulogne-Billancourt, dans le collège des employés et techniciens : C.G.T., 43,18 % au lieu de 37,17 % il y a un an ; C.G.C., 26,32 % (21,36 % en 1976) ; C.F.D.T., 17,53 % (18,96 %) ; F.O., 15,16 % (17,94 %) ; C.F.T.C., 3,02 % (1,83 %) ; C.F.T., 1,49 % (2,74 %).

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● **LE GROUPE AMERICAIN CAMPBELL SOUP RENONCE** A REPRENDRE LA BISCUITERIE GRINGOIRE-BROSSARD. — Autorisé par les pouvoirs publics, le 31 décembre, à racheter la société Gringoire-Brossard au groupe américain Pillsbury Mills, Campbell Soup a renoncé à cette opération — ses dirigeants se refusent à garantir le maintien de l'emploi des mille cent salariés de Gringoire-Brossard au cours des deux prochaines années ; or le gouvernement français avait subordonné son accord à la ra-

tification de cette clause par Campbell Soup. Les trois usines resteront donc pour le moment sous le contrôle de Pillsbury Mills.

### Conflits

● **DEUX CENTS MINEURS DE FER** du Tucugneux (Meurthe-et-Moselle) ont, le 22 janvier, participé à une marche sur la sous-préfecture de Briey. Ils protestaient à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O., contre des compressions d'effectifs (ramenés de deux cent quarante à cent vingt) et à la mine de Mandeuilles) et

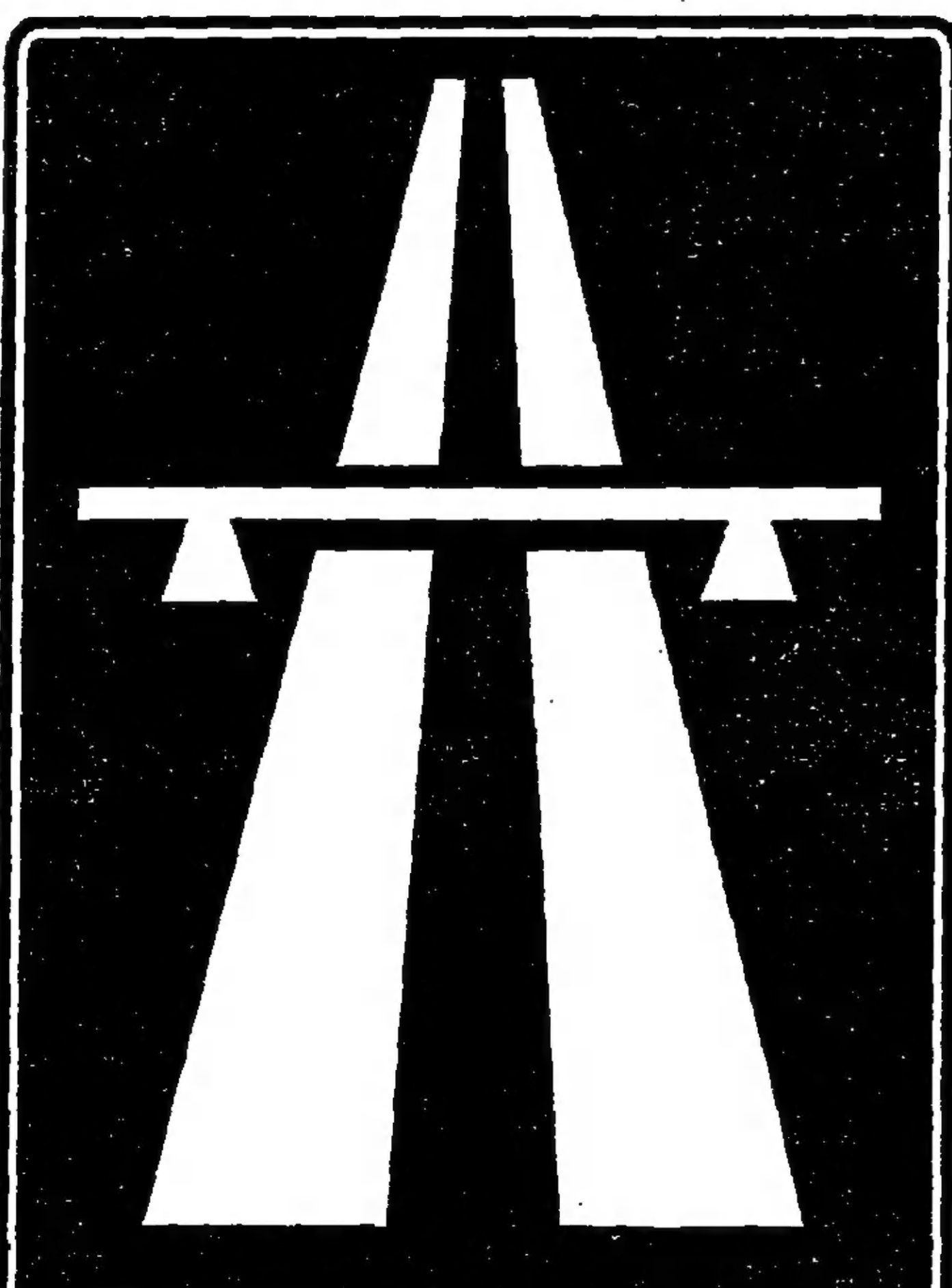
plusieurs journées de chômage conjuguées en janvier et février.

## caisse nationale des autoroutes

# EMPRUNT JANVIER 1977

taux de rendement actuariel brut

# 10,85%



émission à partir du 24 janvier - clôture sans préavis

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE ROUTE NATIONALE N° 5 CINQ-MAISONS/EL HARRACH - ALGER AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 2/77

Le COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE lance un avis d'appel d'offres national et international en vue de l'étude architecturale et technique de la deuxième tranche du Centre d'Etudes et de Recherches en Informatique de Oued Smar.

Les architectes, ingénieurs et bureaux d'études intéressés pourront retirer le cahier des charges au Commissariat National à l'Informatique, Direction de la Normalisation et de la Réglementation, Route Nationale n° 5, Cinq-Maisons, El Harrach (3<sup>e</sup> étage), contre la somme de 150 D.A.

Les plis devront être déposés sous double enveloppe, cachetée et cernée au plus tard le 27 Février 1977 à 16 heures. Délai de rigueur.

L'enveloppe extérieure sera adressée au Commissariat National à l'Informatique et comportera la mention suivante : APPEL D'OFFRES N° 2/77 POUR L'ETUDE DE LA 2<sup>e</sup> TRANCHE DU CERI OUED SMAR. — NE PAS OUVRIR.

Les soumissionnaires doivent être agréés par le Ministère des Travaux Publics, posséder une représentation en Algérie et seront tenus par leur offre pendant 90 jours à compter du 28-2-1977.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE A VARSOVIE

Le 18 janvier 1977, M. Maurice Lauré, président de la Société Générale, a officiellement inauguré le bureau de représentation qui est établi à Varsovie.

À cette occasion, M. Lauré a rencontré les principaux responsables de l'économie polonaise, notamment le ministre des finances, le ministre du commerce extérieur, le ministre des machines et le président de la commission de planification. Les échanges ont porté en particulier sur le développement des relations d'affaires entre la Pologne et la France, auquel le bureau de Varsovie de la Société Générale devrait apporter une contribution appréciable.

Par son bureau de Varsovie, la Société Générale renforce et complète sa présence dans les pays socialistes européens. De l'installation à Moscou et à Berlin (R.D.A.), elle contribue à l'implantation de nouvelles implantations, notamment en matière de coopération économique, scientifique et technique, toujours portée au développement des échanges Est-Ouest.

En ce qui concerne la Pologne, la Société Générale a mis au point, en 1976, le premier protocole bilatéral permettant le financement à moyen terme des exportations françaises vers ce pays.

Aujourd'hui, elle participe activement à la réalisation des accords intergouvernementaux de coopération économique en matière de crédit à court terme. Ces accords ont permis de contribuer de manière importante, par le biais de divers crédits à l'exportation, à la modernisation et à la reconstruction de l'industrie mécanique et de la machine-outil polonaise.

Pour l'avenir, dans ses relations avec la Pologne, la Société Générale s'attachera, comme par le passé, à suivre les voies tracées par les accords intergouvernementaux franco-polonais de coopération économique, scientifique et technique, signés en 1972 et en 1976 par les deux chefs de gouvernement.

## SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Situation au 31 décembre 1976

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.
Nombre d'actions de 100 F	317 960	807 590
Actif net par action	260,31	101,12
Actif net total	82 767 378,75	144 618 636,87
Répartition de l'actif net (en %) :		
— Disponible	8,39	2,90
— Obligations françaises	32,73	30,36
— Obligations étrangères	2,23	—
— Actions françaises	23,39	66,85
— Actions étrangères	32,96	0,70
Rappel :		
Dividende par action de 100 F nominal :	12,19 + 1,94	10,31 + 0,81
— Date de paiement	14 avril 1976	14 avril 1976

Souscription : Services administratifs, 87, rue de Valenciennes, 75002 Paris ou Banque Générale du Pékin, 31, rue Lafayette, 75008 Paris.

## GERLAND

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice 1976 s'élève à 940 327 435 francs contre 558 024 949 francs en 1975. La progression atteint 66,3 % et peut être faite le point sur l'exercice de la Société et ses perspectives 1977.

Dès juin dernier, le volume des commandes en portefeuille a augmenté avec le redressement de l'économie française permettant d'entreprendre une augmentation des ventes par rapport à celles de 1976.

Au cours du second semestre, l'activité de « Gerland » s'est poursuivie à un rythme soutenu. Le chiffre d'affaires de l'exercice 1976 avec un chiffre de 940 327 435 francs, soit une progression de 66,3 %, dans le même temps, avec un chiffre de 128 000 000 de francs, les ventes et exportations ont enregistré une augmentation de 40 %.

Au niveau du Groupe, les ventes consolidées se situent à 630 millions de francs, soit une évolution de 22 %. Dans ces conditions, les résultats dégagés seront en progrès par rapport à ceux de 1976, et devraient permettre de procéder à une augmentation du volume de distribution des dividendes.

Les carnets de commandes maintiennent, pour 1977, le plan de charge du secteur « électronique » à la hauteur de celui de 1976. Pour les « Automatismes », l'activité est assurée pour le premier trimestre 1977 et des perspectives satisfaisantes existent pour les trois mois suivants.

En juin et juillet derniers, deux contrats de cession de « know-how » ont été conclus pour un montant global de 12 000 000 francs, avec une firme polonaise et une société espagnole, qui sont — il faut l'espérer — le prélude à d'autres accords similaires. Ces contrats sont accompagnés de fournitures de matériel.

À ce titre, la Société poursuit la réalisation d'un important programme d'investissements, portant sur 120 millions de francs pour les deux années 1976 et 1977, et dont le tiers environ sera affecté au budget de « Recherche-Développement ».

Quant au financement de ce programme, il devrait être assuré, par la part la plus importante, par autofinancement. Néanmoins, en cas de besoin, « Gerland », du fait de son niveau d'endettement modéré, serait appelé à l'emprunt s'il le désire ; en effet, ses engagements bancaires à long et moyen terme au 31 décembre 1976 ne représentent que 31 millions pour 125 millions de capitaux propres.

## G.CROUZET

L'exercice 1976 est terminé et, sans attendre les résultats définitifs, il peut être fait le point sur l'exercice de la Société et ses perspectives 1977.

Dès juin dernier, le volume des commandes en portefeuille a augmenté avec le redressement de l'économie française permettant d'entreprendre une augmentation des ventes par rapport à celles de 1976.

Au cours du second semestre, l'activité de « Crouzet » s'est poursuivie à un rythme soutenu. Le chiffre d'affaires de l'exercice 1976 avec un chiffre de 940 327 435 francs, soit une progression de 66,3 %, dans le même temps, avec un chiffre de 128 000 000 de francs, les ventes et exportations ont enregistré une augmentation de 40 %.

Au niveau du Groupe, les ventes consolidées se situent à 630 millions de francs, soit une évolution de 22 %. Dans ces conditions, les résultats dégagés seront en progrès par rapport à ceux de 1976, et devraient permettre de procéder à une augmentation du volume de distribution des dividendes.

Les carnets de commandes maintiennent, pour 1977, le plan de charge du secteur « électronique » à la hauteur de celui de 1976. Pour les « Automatismes », l'activité est assurée pour le premier trimestre 1977 et des perspectives satisfaisantes existent pour les trois mois suivants.

En juin et juillet derniers, deux contrats de cession de « know-how » ont été conclus pour un montant global de 12 000 000 francs, avec une firme polonaise et une société espagnole, qui sont — il faut l'espérer — le prélude à d'autres accords similaires. Ces contrats sont accompagnés de fournitures de matériel.

À ce titre, la Société poursuit la réalisation d'un important programme d'investissements, portant sur 120 millions de francs pour les deux années 1976 et 1977, et dont le tiers environ sera affecté au budget de « Recherche-Développement ».

Quant au financement de ce programme, il devrait être assuré, par la part la plus importante, par autofinancement. Néanmoins, en cas de besoin, « Crouzet », du fait de son niveau d'endettement modéré, serait appelé à l'emprunt s'il le désire ; en effet, ses engagements bancaires à long et moyen terme au 31 décembre 1976 ne représentent que 31 millions pour 125 millions de capitaux propres.

## LES MARCHÉS

### EURO-DEVICES

### Succès grandissant des émissions à taux flottants

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.

Les émissions à taux flottants ont connu un succès grandissant ces dernières semaines. Deux nouvelles émissions ont été lancées : celle de la Société Générale à Varsovie et celle de la Société Générale à Paris. Ces émissions ont été très bien accueillies par le marché et ont permis de lever des fonds importants.



## LES MARCHÉS FINANCIERS

## EURO-DEVISES

## Succès grandissant des émissions à taux flottant

(Agafi). — Deux nouvelles  
sions à taux flottants vien  
besoin en était, confirmer  
persistant pour ce genre de  
ment, intérêt qu'explique  
ment l'inquiétude sur l'é  
des taux à court terme a  
des mois à venir.

Tout comme dans le secteur des emprunts classiques, l'intérêt des investisseurs se concentre sur les algorithmes connus et les stratégies de trading à court terme. Les investisseurs à long terme, qui ont le marché fait pour eux, ont même prouvé d'une très nette manière que le rendement est plus élevé que la prime de risque, ainsi que le prouve le rendement de la Bourse de Londres. Les notes de la Banque de France, émises le 21 janvier 1994, ont fait valoir que le fait d'être sûr ainsi qu'il fallait y aller, n'est pas suffisant. Les investisseurs ne semblent en effet pas vouloir se lancer dans les institutions financières, mais préfèrent les professionnels de l'emprunt.

Les 50 millions de dollars de notes à taux flottant de 100 millions, par exemple, ont été souscrits avec un excédent de 10 millions de dollars. Ce succès est certainement favorable à la confiance des investisseurs, mais finalement émis au public, ces notes ont subi un test pour les investisseurs du secteur non bancaire, qui a révélé un succès.

Les deux propositions  
annoncées la semaine der  
les suivantes :

Crédit lyonnais : 80 m  
sur six ans.

dollars U.S. sur l'axe  
« spread » de 50 à 75 au-  
Labor à des taux et un  
térêt minimum garanti di-  
cette la plus grande  
jamais lancée dans ce se-  
teur qui souligne le rôle  
extraordinaire du marché  
à taux flottants. L'analyse  
porte pas le syndicat de  
syndicats, elle bémol  
impressionnant syndicat  
direction qui ne com-  
moins de vingt-cinq états  
internationaux.

Le taux d'intérêt mi-  
nimal reflète d'une man-  
ière la base récente des  
l'eurodollar à court te-  
ajouté à la qualité de re-  
à sa réputation sur l'axe  
aux amitiés qu'il entretient  
dans la communauté  
internationale, explique  
l'avis immédiat susci-  
mposition.

The Industrial Bank  
Finance Co NV : 40  
dollars U.S. sur cinq  
« spread » de 1/4 %  
Libor à six mois et un  
rêt garanti minimum ga  
L'émission est garantie  
son mère.

100, 100, 100

## LONDRES

### Indécision

Les affaires sont calmes lundi à l'ouverture et les industrielles tendent à s'affrêter quelque peu après leur hausse de la semaine passée, de même que les pétroles. Stabilité des fonds d'Etat. Reprise des mines d'or.

CLOTURE		COURS
OR (ouverture) (dollars) : 132 38	contre 132 20	

VALUES	21/1	24/1
War Loan 3 1/2 %	28 7/8	29 ...
Beecham	393	396 ..
British Petroleum	304	280 ..
Shell	484	479 1/2
Vickers	160	157 1/2
Imperial Chemical	356	354 1/2
Centrafluids	194	184 ..
De Beers	280	189 1/2
Western Holdings	12 3/4	13 ..
Rio Tinto Zinc Corp.	195	192 ..
West Bristowite	16 1/4	16 1/4

(\*) En livres.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**CROUZET.** — Le chiffre d'affaires consolidé pour 1976 atteint 830 millions de francs (+ 22 %). Dans ces conditions, les résultats seront en progrès et devraient permettre d'augmenter le dividende global (3,225 F).

**MITACHI LTD.** — Pour le semestre terminé le 30 septembre dernier, le groupe a réalisé un bénéfice net consolidé de 34,94 milliards de yens contre 16,23 milliards un an plus tôt. Par action, les résultats ressortent à 13,61 yens contre 6,38 yens.

**RUBOTA LTD.** — Le groupe a réalisé un bénéfice net de 1.187 milliards de yens contre 987 milliards un an précédemment.

**B. A. S. F.** — Le chiffre d'affaires du groupe pour 1977 devrait marquer une progression de 10 %, nettement moindre que celle enregistrée durant

**GERLAND.** — Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice 1978 s'est élevé à 640,83 millions de francs contre 558,02 millions en 1977.

**DIDOT-BOTTIN.** — Les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1934 ont ressorti un bénéfice net de 14.8 %.

nier font ressortir un  
 de 1,02 million de francs con  
 14,06 millions un an plus tôt (c  
 près de 13 millions de plus-valu  
 cession). Le dividende global  
 au moins égal au précédent (11,2  
 mais appliqué à un capital augmen  
 par attribution gratuite d'une ac  
 pour sont.

**FRANÇAISE DES FERRAILLES**  
Bénéfices net provisoire de l'exercice clos le 30 septembre 1976 : 12.280 millions de francs contre 6.69 millions de francs contre 35,47 millions de francs contre millions.

COURS DU DOLLAR 'A TOUT		
1 dollar (en yens) ...	21/1	250 325

**Taux du marché monétaire**  
Effets privés ..... 8 5

---

**DROITS DE SOUSCRIPTION**  
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1977)  
20 janv. 1978

Valeurs françaises ..	99,5
Valeurs étrangères ..	99,4
C <sup>o</sup> DES AGENTS DE CH	
(Base 100 : 29 déc. 1967)	
Indice général .....	64,5

**VIER - COMPTAI**

**BOURSE DE PARIS - 20 JANVIER - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

Competition							VALEURS							Competition							VALEURS						
Competition	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compt. premier cours	Compt. premier cours	Competition	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compt. premier cours	Compt. premier cours	Competition	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compt. premier cours	Compt. premier cours	Competition	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compt. premier cours	Compt. premier cours
4650	A.S.E. % 1973	811 90	612 10	612 50	612 50	612 50	476	Cie Ste Leobach	436 10	475 50	472 50	478 50	478 50	132 96	Onida-Cry-P	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	
1650	C.I.E. % 30	1955 60	1654 50	1653 50	1653 50	1653 50	153	Cie Ste Leobach	436 10	475 50	472 50	478 50	478 50	132 96	Onida-Cry-P	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	132 96	
480	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
328	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
31	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
185	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
182	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
315	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
116	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
250	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
228	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
150	Asiatic Corp.	223 50	228 10	228 10	228 10	228 10	167	Caracas S.A.F.	54 10	53 30	53 30	53 30	53 30	101 75	Part-F	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	101 75	
84	Banco, Prens.	83 90	53 50	53 50	53 50	53 50	55	Galeries Laf.	58 90	55 10	55 10	54 10	54 10	61	P.M.M.	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	
152	Banco, Prens.	83 90	53 50	53 50	53 50	53 50	55	Galeries Laf.	58 90	55 10	55 10	54 10	54 10	61	P.M.M.	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	
161	Banco, Prens.	83 90	53 50	53 50	53 50	53 50	55	Galeries Laf.	58 90	55 10	55 10	54 10	54 10	61	P.M.M.	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	
307	Banco, Prens.	83 90	53 50	53 50	53 50	53 50	55	Galeries Laf.	58 90	55 10	55 10	54 10	54 10	61	P.M.M.	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	
765	Banco, Prens.	83 90	53 50	53 50	53 50	53 50	55	Galeries Laf.	58 90	55 10	55 10	54 10	54 10	61	P.M.M.	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	
315	Banco, Prens.	83 90	53 50	53 50	53 50	53 50	55	Galeries Laf.	58 90	55 10	55 10	54 10	54 10	61	P.M.M.	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	61 10	
1480	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
380	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	
175	Carayon	1591 10	1475 10	1475 10	1475 10	1475 10	286	La Bellini	218 18	202 28	202 28	205 10	205 10	480	Raf.	480 10	480 10	480 10	480 10	480 10	48						

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, entre 14 h. 15 et 14 h. 30, les valeurs ayant fait l'objet de transactions des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

e: offert; c: coupon détaché; d: demandé; - autre: autre(s)  
pas indiqué, il y a eu cotation unique portée dans la colonne = dernier cours

143	70	140	120	10																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
-----	----	-----	-----	----	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
  - POLOGNE : le gouvernement cherche à affaiblir l'association des intellectuels.
3. AMÉRIQUES
3. ASIE
  - JAPON : le gouvernement n'a pas voulu faire toute la lumière sur l'affaire Lockheed.
- 4.38. PROCHE-ORIENT
  - La visite de M. Giscard d'Estaing en Arabie Saoudite.
  - La révolution pétrolière (II), par Eric Rouleau.
6. AFRIQUE
  - RHODÉSIE : M. Smith rejette le plan britannique de règlement négocié.
- 8.12. POLITIQUE
  - La préparation des élections municipales.
  - Le voyage de M. Barre dans la région Centre.
12. SOCIÉTÉ
13. ÉDUCATION
  - La progression des communistes à la Fédération Cornet inquiète les socialistes.
13. MÉDECINE
14. SPORTS
- 15 à 17. JUSTICE
  - Pour la justice (III), par Pierre Arpaillange.
  - LE DÉBAT SUR LA PEINE DE MORT : deux points de vue de Pierre Vidal-Naquet et Marc Oreion.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- PAGES 19 à 22
- Les incertitudes conjoncturelles : blocage et bricolage.
  - Un colloque franco-égyptien : l'inflation dans les pays arabes.
  - La restauration du crédit sous la surveillance du F.M.I.
23. CULTURE
  23. MODE
  - 24-25. ARTS ET SPECTACLES
    - CINÉMA : *Maman Kortès* s'en va au ciel, de Rainer Werner Fassbinder.
    - THÉÂTRE : les *Paysons*, d'après Balzac.
  26. ÉQUIPEMENT
  27. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
  27. RÉGION PARISIENNE
    - Guerre au bruit.
  - 38 à 39. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
    - AGRICULTURE : la C.E.E. doit se doter d'une politique d'exportation et de coopération agricoles, suggère le Conseil économique et social.
  37. PRESSE

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (25)  
 Annonces classées (28 à 35) : Carnet (33) ; Informations pratiques (35) ; Journal officiel (35) ; Météorologie (35) ; Mots croisés (35) ; Bourse (38).

Le numéro de « Monde » daté 23-24 janvier 1977 a été tiré à 567 551 exemplaires.

## UN SHOW-ROOM INTERNATIONAL DES NOUVEAUTÉS "DECORATION" EN TISSUS D'AMEUBLEMENT

En direct des USA, Italie, Angleterre, Suède, Belgique, R.F.A., Hollande, etc., toutes les dernières créations :

- Tapis, nappes, chaises imprimées
- Tous les vêtements de jacquard
- Tapis et tissages épais
- Lampes, tapisseries et bois de style
- Tissus spéciaux pour tentures murales

de 28" à 175" le mètre  
 (tous nos articles sont au stock)

**RODIN**  
 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

## Trois réélections dans les conseils régionaux

- M. Olivier Guichard dans les Pays de Loire
- M. Jacques Sourdille (R.P.R.) en Champagne-Ardenne
- M. Pierre Mauroy (P.S.) dans le Nord-Pas-de-Calais

De nos correspondants

M. Olivier Guichard, ministre d'État (R.P.R.), garde des sceaux, a été réélu pour la quatrième fois président du conseil régional des Pays de Loire. Il a obtenu 53 voix sur 77 votants, contre 7 voix au candidat socialiste, M. Georges Carpentier, député de Loire-Atlantique. Il y a eu 7 votes blancs.

Le docteur Jacques Sourdille, député R.P.R. des Ardennes, a été réélu, ce lundi matin 24 janvier, président du conseil régional de Champagne-Ardenne par trente voix contre six à M. André Lebon, député et maire socialiste de Charleville-Mézières, une à M. Maurice Carlier, maire de Saint-Dizier (P.C.), et quatre bulletins blancs.

Ce lundi 24 janvier, M. Pierre Mauroy (P.S.) a été élu pour la quatrième fois consécutive président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Il a obtenu 83 voix sur 104 votants (6 nuls).

Voilà la composition du bureau de conseil régional :

Président : M. Pierre Mauroy ;  
 Premier vice-président : M. Bernard Chaboch, président du conseil général du Pas-de-Calais ;  
 Deuxième vice-président : M. Raymond Duhamel, P.C., troisième vice-président : M. Patrick Delaunay, R.P.R., adjoint au maire de Valenciennes ;  
 Quatrième vice-président : M. Arthur Notebart, P.S., député, maire de Lens ;  
 M. Roger Fontanille, C.D.S., ancien ministre, sénateur du Pas-de-Calais ;  
 Secrétaire : M. André Delaunay, P.S., député, maire de Lens ; M. Yves Renard, P.C., M. Pierre Herman, R.P.R., M. Jacques Pilette, P.S., maire d'Étampes (Pas-de-Calais) ;  
 Membres : M. Jacques Stalder, P.S., M. Henri Darvas, P.S., député, maire de Liévin ; M. Michel Darvas, P.S., sénateur du Pas-de-Calais ; M. Albert Denvers, P.S., député, président du conseil général du Nord et de la communauté urbaine de Valenciennes ; M. Bernard Desroches, P.S., conseiller général ; M. Charles Fauriol, socialiste autonome, maire de Douai ; M. Léandre Tournant, P.C., sénateur, maire d'Arras (Pas-de-Calais).

Berne (A.P.). — Les exportations d'armes suisses ont enregistré, en 1976, une hausse de 33 % pour atteindre l'équivalent de 491 millions de francs suisses (590 millions de francs français environ) — un record pour une période de paix — révèle les statistiques du département militaire fédéral.

Entre 1974 et 1976, les exportations suisses d'armes ont augmenté de 56 %, atteignant le montant de 329 millions de francs suisses, alors que, dans la même période, l'ensemble des exportations belges avaient diminué de 5,4 %.

La querelle scolaire. — « Nous entendons nous défendre, même si je reconnais que tout n'est pas à condamner dans le projet de réforme du parti socialiste », a déclaré dimanche 23 janvier, à Angers, M. Henri Lefebvre, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL). Le président de l'UNAPEL a d'autre part réaffirmé, en présence de Mgr Orchamp, évêque d'Angers, et de M. Jean Foyer, député (R.P.R.) du Maine-et-Loire, que « le principe même de la liberté de l'enseignement est remis en cause » et que les parents d'élèves de l'enseignement libre sont assurés de « l'appui total de l'épiscopat français dans ce combat ».

Les rencontres israélo-palestiniennes. — Paris ne sera sans doute plus choisi comme lieu de rencontres entre des représentants du Conseil israélien pour la paix et palestinien et de l'O.L.P., à la suite de l'assassinat de Mahmoud Saleh et de l'affaire Abou Daoud, a déclaré le général de réserve Peled, président de ce conseil, dans une interview à l'A.P.F. Il estime qu'il est préférable que ces réunions se déroulent « dans le plus grand secret, là où personne ne les prévoit ».

Le général Peled n'exclut pas que de nouvelles ententes aient lieu sur le terrain, mais il doit se rendre le 27 janvier pour un séjour de quatre semaines. Il a indiqué à ce propos que de telles rencontres avaient déjà eu lieu dans ce pays. — (A.P.F.)

Le double crime de Limoges. — Les personnes inculpées après le meurtre de deux hommes, dont les corps avaient été retrouvés le 31 décembre près de Limoges, (le Monde du 11 janvier) ont été transférées de la prison de Limoges à celle de Périgueux. Le dossier a été transmis à M. Alain Bressy, juge d'instruction à Périgueux. Les deux victimes ont en effet été tuées dans un motel de Milhac-de-Montmor (Dordogne) exploité par deux des inculpés. M. Jean Balcaen et son épouse.

L'Académie des beaux-arts a décerné, à titre exceptionnel, sa grande médaille d'or au compositeur Nadia Boulanger.

Accident du travail dans le Pas-de-Calais. — M. Jean-Pierre Hennebique, vingt-sept ans, domicilié à Vieux-Artois (Pas-de-Calais), père de deux enfants, est mort en procédant au nettoyage d'une trémie de 10 mètres de profondeur dans l'enceinte de l'usine Béghin à Corbehem (Pas-de-Calais). M. Hennebique travaillait dans une nacelle suspendue quand un éboulement se produisit. Il fut écrasé par plusieurs tonnes de charbon. — (Corresp.)

Droit de l'information. Droit à l'information. — L'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence a organisé, le samedi 22 janvier, une journée d'exposés et de débats sur ce thème. Environ cent cinquante personnes — professeurs, étudiants, ainsi que des personnalités locales — ont assisté ou participé, sous la présidence de M. Cadoux, directeur de l'I.E.P., à des conférences de M. André Paysant, directeur du Centre d'études de documentation sur l'information, de l'université de Caen ; Paul Chevillon, du Provençal et Jean Blanchais, du Monde.

Le double crime de Limoges. — Les personnes inculpées après le meurtre de deux hommes, dont les corps avaient été retrouvés le 31 décembre près de Limoges, (le Monde du 11 janvier) ont été transférées de la prison de Limoges à celle de Périgueux. Le dossier a été transmis à M. Alain Bressy, juge d'instruction à Périgueux. Les deux victimes ont en effet été tuées dans un motel de Milhac-de-Montmor (Dordogne) exploité par deux des inculpés. M. Jean Balcaen et son épouse.

L'Académie des beaux-arts a décerné, à titre exceptionnel, sa grande médaille d'or au compositeur Nadia Boulanger.

Accident du travail dans le Pas-de-Calais. — M. Jean-Pierre Hennebique, vingt-sept ans, domicilié à Vieux-Artois (Pas-de-Calais), père de deux enfants, est mort en procédant au nettoyage d'une trémie de 10 mètres de profondeur dans l'enceinte de l'usine Béghin à Corbehem (Pas-de-Calais). M. Hennebique travaillait dans une nacelle suspendue quand un éboulement se produisit. Il fut écrasé par plusieurs tonnes de charbon. — (Corresp.)

Droit de l'information. Droit à l'information. — L'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence a organisé, le samedi 22 janvier, une journée d'exposés et de débats sur ce thème. Environ cent cinquante personnes — professeurs, étudiants, ainsi que des personnalités locales — ont assisté ou participé, sous la présidence de M. Cadoux, directeur de l'I.E.P., à des conférences de M. André Paysant, directeur du Centre d'études de documentation sur l'information, de l'université de Caen ; Paul Chevillon, du Provençal et Jean Blanchais, du Monde.

Le double crime de Limoges. — Les personnes inculpées après le meurtre de deux hommes, dont les corps avaient été retrouvés le 31 décembre près de Limoges, (le Monde du 11 janvier) ont été transférées de la prison de Limoges à celle de Périgueux. Le dossier a été transmis à M. Alain Bressy, juge d'instruction à Périgueux. Les deux victimes ont en effet été tuées dans un motel de Milhac-de-Montmor (Dordogne) exploité par deux des inculpés. M. Jean Balcaen et son épouse.

L'Académie des beaux-arts a décerné, à titre exceptionnel, sa grande médaille d'or au compositeur Nadia Boulanger.

Accident du travail dans le Pas-de-Calais. — M. Jean-Pierre Hennebique, vingt-sept ans, domicilié à Vieux-Artois (Pas-de-Calais), père de deux enfants, est mort en procédant au nettoyage d'une trémie de 10 mètres de profondeur dans l'enceinte de l'usine Béghin à Corbehem (Pas-de-Calais). M. Hennebique travaillait dans une nacelle suspendue quand un éboulement se produisit. Il fut écrasé par plusieurs tonnes de charbon. — (Corresp.)

Droit de l'information. Droit à l'information. — L'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence a organisé, le samedi 22 janvier, une journée d'exposés et de débats sur ce thème. Environ cent cinquante personnes — professeurs, étudiants, ainsi que des personnalités locales — ont assisté ou participé, sous la présidence de M. Cadoux, directeur de l'I.E.P., à des conférences de M. André Paysant, directeur du Centre d'études de documentation sur l'information, de l'université de Caen ; Paul Chevillon, du Provençal et Jean Blanchais, du Monde.

## En marge de l'affaire Charlie 77

### LA TÉLÉVISION TCHÉCOSLOVAQUE ACCUSE DES DIPLOMATES BRITANNIQUES D'AVOIR MONTÉ UN RÉSEAU D'ESPIONNAGE

Prague (A.P.F.). — La télévision tchécoslovaque a accusé, dimanche soir 23 janvier, plusieurs diplomates britanniques d'avoir monté un réseau d'espionnage en Tchécoslovaquie. Elle a diffusé un film montrant le directeur d'un théâtre de Prague, M. Richard Davy, de travailler pour l'Intelligence Service et d'avoir monté un réseau d'espionnage en Tchécoslovaquie. Elle a diffusé un film montrant le directeur d'un théâtre de Prague, M. Richard Davy, de travailler pour l'Intelligence Service et d'avoir monté un réseau d'espionnage en Tchécoslovaquie. Elle a diffusé un film montrant le directeur d'un théâtre de Prague, M. Richard Davy, de travailler pour l'Intelligence Service et d'avoir monté un réseau d'espionnage en Tchécoslovaquie.

M. Otto Ornest, qui a traduit *My Fair Lady* en tchèque, est l'un des quatre personnes arrêtées par les initiales J.L., V.E. et P.F. Il s'agit du journaliste Jiri Lede, cap du drama d'urgence. Cela se serait passé il y a près d'un an.

M. Drnest est la seule des quatre personnes arrêtées qui n'ait pas signé Charlie 77. Ses co-inculpés n'ont été désignés officiellement jusqu'à présent, que par les initiales J.L., V.E. et P.F. Il s'agit du journaliste Jiri Lede, cap du drama d'urgence. Cela se serait passé il y a près d'un an.

LA Londres, le Foreign Office a démenti les accusations de la télévision tchécoslovaque. « C'est tout à fait faux, il n'y a aucun fondement à ces allégations », a déclaré le porte-parole du Foreign Office.

## NOUVELLES BRÈVES

transférées de la prison de Limoges à celle de Périgueux. Le dossier a été transmis à M. Alain Bressy, juge d'instruction à Périgueux. Les deux victimes ont en effet été tuées dans un motel de Milhac-de-Montmor (Dordogne) exploité par deux des inculpés. M. Jean Balcaen et son épouse.

L'Académie des beaux-arts a décerné, à titre exceptionnel, sa grande médaille d'or au compositeur Nadia Boulanger.

Accident du travail dans le Pas-de-Calais. — M. Jean-Pierre Hennebique, vingt-sept ans, domicilié à Vieux-Artois (Pas-de-Calais), père de deux enfants, est mort en procédant au nettoyage d'une trémie de 10 mètres de profondeur dans l'enceinte de l'usine Béghin à Corbehem (Pas-de-Calais). M. Hennebique travaillait dans une nacelle suspendue quand un éboulement se produisit. Il fut écrasé par plusieurs tonnes de charbon. — (Corresp.)

Droit de l'information. Droit à l'information. — L'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence a organisé, le samedi 22 janvier, une journée d'exposés et de débats sur ce thème. Environ cent cinquante personnes — professeurs, étudiants, ainsi que des personnalités locales — ont assisté ou participé, sous la présidence de M. Cadoux, directeur de l'I.E.P., à des conférences de M. André Paysant, directeur du Centre d'études de documentation sur l'information, de l'université de Caen ; Paul Chevillon, du Provençal et Jean Blanchais, du Monde.

Le double crime de Limoges. — Les personnes inculpées après le meurtre de deux hommes, dont les corps avaient été retrouvés le 31 décembre près de Limoges, (le Monde du 11 janvier) ont été transférées de la prison de Limoges à celle de Périgueux. Le dossier a été transmis à M. Alain Bressy, juge d'instruction à Périgueux. Les deux victimes ont en effet été tuées dans un motel de Milhac-de-Montmor (Dordogne) exploité par deux des inculpés. M. Jean Balcaen et son épouse.

L'Académie des beaux-arts a décerné, à titre exceptionnel, sa grande médaille d'or au compositeur Nadia Boulanger.

Accident du travail dans le Pas-de-Calais. — M. Jean-Pierre Hennebique, vingt-sept ans, domicilié à Vieux-Artois (Pas-de-Calais), père de deux enfants, est mort en procédant au nettoyage d'une trémie de 10 mètres de profondeur dans l'enceinte de l'usine Béghin à Corbehem (Pas-de-Calais). M. Hennebique travaillait dans une nacelle suspendue quand un éboulement se produisit. Il fut écrasé par plusieurs tonnes de charbon. — (Corresp.)

Droit de l'information. Droit à l'information. — L'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence a organisé, le samedi 22 janvier, une journée d'exposés et de débats sur ce thème. Environ cent cinquante personnes — professeurs, étudiants, ainsi que des personnalités locales — ont assisté ou participé, sous la présidence de M. Cadoux, directeur de l'I.E.P., à des conférences de M. André Paysant, directeur du Centre d'études de documentation sur l'information, de l'université de Caen ; Paul Chevillon, du Provençal et Jean Blanchais, du Monde.

Le double crime de Limoges. — Les personnes inculpées après le meurtre de deux hommes, dont les corps avaient été retrouvés le 31 décembre près de Limoges, (le Monde du 11 janvier) ont été transférées de la prison de Limoges à celle de Périgueux. Le dossier a été transmis à M. Alain Bressy, juge d'instruction à Périgueux. Les deux victimes ont en effet été tuées dans un motel de Milhac-de-Montmor (Dordogne) exploité par deux des inculpés. M. Jean Balcaen et son épouse.

L'Académie des beaux-arts a décerné, à titre exceptionnel, sa grande médaille d'or au compositeur Nadia Boulanger.

Accident du travail dans le Pas-de-Calais. — M. Jean-Pierre Hennebique, vingt-sept ans, domicilié à Vieux-Artois (Pas-de-Calais), père de deux enfants, est mort en procédant au nettoyage d'une trémie de 10 mètres de profondeur dans l'enceinte de l'usine Béghin à Corbehem (Pas-de-Calais). M. Hennebique travaillait dans une nacelle suspendue quand un éboulement se produisit. Il fut écrasé par plusieurs tonnes de charbon. — (Corresp.)

Droit de l'information. Droit à l'information. — L'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence a organisé, le samedi 22 janvier, une journée d'exposés et de débats sur ce thème. Environ cent cinquante personnes — professeurs, étudiants, ainsi que des personnalités locales — ont assisté ou participé, sous la présidence de M. Cadoux, directeur de l'I.E.P., à des conférences de M. André Paysant, directeur du Centre d'études de documentation sur l'information, de l'université de Caen ; Paul Chevillon, du Provençal et Jean Blanchais, du Monde.

Le double crime de Limoges. — Les personnes inculpées après le meurtre de deux hommes, dont les corps avaient été retrouvés le 31 décembre près de Limoges, (le Monde du 11 janvier) ont été transférées de la prison de Limoges à celle de Périgueux. Le dossier a été transmis à M. Alain Bressy, juge d'instruction à Périgueux. Les deux victimes ont en effet été tuées dans un motel de Milhac-de-Montmor (Dordogne) exploité par deux des inculpés. M. Jean Balcaen et son épouse.

L'Académie des beaux-arts a décerné, à titre exceptionnel, sa grande médaille d'or au compositeur Nadia Boulanger.

Accident du travail dans le Pas-de-Calais. — M. Jean-Pierre Hennebique, vingt-sept ans, domicilié à Vieux-Artois (Pas-de-Calais), père de deux enfants, est mort en procédant au nettoyage d'une trémie de 10 mètres de profondeur dans l'enceinte de l'usine Béghin à Corbehem (Pas-de-Calais). M. Hennebique travaillait dans une nacelle suspendue quand un éboulement se produisit. Il fut écrasé par plusieurs tonnes de charbon. — (Corresp.)

Droit de l'information. Droit à l'information. — L'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence a organisé, le samedi 22 janvier, une journée d'exposés et de débats sur ce thème. Environ cent cinquante personnes — professeurs, étudiants, ainsi que des personnalités locales — ont assisté ou participé, sous la présidence de M. Cadoux, directeur de l'I.E.P., à des conférences de M. André Paysant, directeur du Centre d'études de documentation sur l'information, de l'université de Caen ; Paul Chevillon, du Provençal et Jean Blanchais, du Monde.

## A BOULOGNE-BILLANCOURT Le conflit se poursuit dans un atelier de Renault

Le climat social s'est brusquement tendu aux usines Renault de Boulogne-Billancourt, où, à la suite d'un arrêt de travail dans l'atelier de montage 12-74 (tôle R4 et R6) à l'issue de la direction avait convoqué un comité d'entreprise extraordinaire le 21 janvier pour annoncer qu'elle mettait en chômage technique tous les travailleurs, et, selon les syndicats, peut-être plusieurs milliers dans les jours à venir. Deux des trois chaînes de montage de la R6 sont actuellement immobilisées. Selon les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., quelque cinq cents travailleurs s'étaient mis en grève pour protester contre l'accroissement des charges individuelles de travail à l'atelier de carrosserie du Monde des 23 et 24 janvier. En raison, semble-t-il, d'une commande urgente à la direction par la part d'une « réorganisation des tâches », un accroissement de besoins avait été demandé à la chaîne de ferrage où les ouvriers devaient visser des équerres sur des fourgonnettes R4 des P.T.T. Les salariés de ce secteur avaient demandé que la direction embauche du personnel supplémentaire ou de remplacement, ce qui fut refusé. La grève fut alors déclenchée en vue d'obtenir « de meilleures conditions de travail », mais également pour appuyer d'autres revendications : augmentation uniforme des salaires de 300 francs, coefficient hiérarchique unique pour les O.S., accession aux postes de professionnels, etc.

Autre point de friction : les difficultés du département machines-outils, d'usage, selon les syndicats, au « plan de liquidation » dicté par M. Baulieu, ministre du travail. Une « occupation » de vingt-cinq heures, mais sans arrêt de travail, avait eu lieu il y a une semaine dans les ateliers de ce secteur.

Ce lundi 24 janvier au matin, à l'entrée des ateliers, des militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. distribuaient des tracts dénonçant les « mesures de chantage » de la direction qui, au lieu de « négocier un conflit local comme il y en a de nombreux chaque semaine, dans l'usine », a bloqué « délibérément toutes possibilités de négociation ». Selon ces tracts, l'ensemble des élus C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. exigent « l'ouverture immédiate de discussions sur les problèmes communs à toutes les catégories du personnel » et demandent que la direction règle immédiatement le conflit du département 12-74 en engageant de véritables discussions avec les grévistes de ce secteur.

## EN DÉPIT DES NOUVEAUX ACCORDS INTERVENUS

### Les grèves des réalisateurs et des artistes C.G.T. se poursuivent

Le Syndicat français des réalisateurs de télévision (S.F.R.T.-C.G.T.) a appelé ses adhérents à poursuivre la grève jusqu'au lundi 24 janvier, alors que les négociations ont décidé de suspendre le mouvement. La suite des premiers accords établis avec les responsables des sociétés nationales de production et de programmes (le Monde du 21 janvier).

Le S.F.R.T., de son côté, dénonce l'attitude de la direction d'Antenne 2, qui refuse d'adopter la même grille des salaires que les autres sociétés, et revendique l'absence des responsables des sociétés privées de télévision à ces négociations. Ces deux dernières revendications ont été satisfaites à l'issue de la réunion du samedi 22 janvier. En effet, une nouvelle discussion — la quatrième de ce genre — a eu lieu ce lundi 24 janvier, avec la participation des producteurs privés de télévision.

Les représentants de l'Institut national de l'audiovisuel et de la Société française de production ont exprimé le souhait « que les points d'accord déjà trouvés et l'esprit constructif qu'ils ont manifesté permettent la reprise du travail, les négociations devant ensuite se poursuivre jusqu'à leur terme ». Si le problème du volume minimum de création n'a pas été abordé, un accord a été trouvé sur les principes d'un système de rémunération combinant le temps réel de travail, la nature des émissions et le classement des réalisateurs. Ainsi, a été mis au point un système de grille minimum par jour, par semaine ou par mois, tenant compte du coût de la vie.

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

Le S.F.R.T. a déclaré se prononcer en faveur de la participation de la télévision à la conférence de Genève de la Proche-Orient. Mais le mouvement conjoint n'en souffrirait pas. Le passage relatif au conflit israélo-arabe indique, en fait, que les deux États ne peuvent pas se passer l'un de l'autre et que la solution doit être trouvée à Jérusalem et l'O.L.P. de la partie saoudienne met son sur la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et exige la présence de représentants de la partie saoudienne à la conférence de Genève. La délégation française, qui a préféré ne s'exprimer sur ces deux points, a insisté en revanche sur l'unité de tous les États de la région et sur la paix dans des zones sûres, reconnues et contrôlées. Mais pourrait-elle en plus après les réactions positives en Israël par l'affaire

## Après le voyage de Giscard d'Estaing les relations